



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 26 JANVIER 2021
GEMEENTERAAD VAN 26 JANUARI 2021

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

1 Affaires générales - Présidence du Conseil communal - Election.

LE CONSEIL,

Vu les articles 8bis et 100bis de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'acte de présentation de Madame Séverine DE LAVELEYE à la présidence du Conseil, reçu par Madame la Secrétaire communale et transmis au moins trois jours avant la séance à Madame Fatima ABBACH, suppléante ;

Considérant que cet acte a bien recueilli la double majorité nécessaire (la majorité des élus de la même liste que la candidate présidente et la candidate suppléante et la majorité des élus du Conseil) ; qu'il est dès lors recevable ;

Procède au scrutin secret à l'élection relative à la présidence, conformément aux modalités précisées à l'article 100bis de la Nouvelle loi communale : *les votes au scrutin secret sont adressés au secrétaire communal, par voie électronique, par le biais de l'adresse électronique personnelle visée à l'article 87, § 4 ;*

Considérant que tous les membres présents prennent part au vote ;

Considérant que le dépouillement des votes par Madame la Secrétaire communale donne les résultats suivants :

Madame Séverine DE LAVELEYE obtient XX voix pour et XX voix contre (XX abstentions) ; qu'elle est en conséquence élue ;

PREND ACTE:

De l'élection de Madame Séverine DE LAVELEYE en qualité de présidente du Conseil communal.

Algemene zaken - Voorzitting van de Gemeenteraad - Verkiezing.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 8bis en 100bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de akte van voordracht van mevrouw Séverine DE LAVELEYE voor het voorzitterschap van de Gemeenteraad, ontvangen door mevr. de Gemeentesecretaris en ten minste drie dagen vóór de zitting overgemaakt aan mevrouw Fatima ABBACH, plaatsvervangster;

Overwegende dat de akte de vereiste dubbele meerderheid heeft verkregen (de meerderheid van de verkozenen van dezelfde lijst als de kandidaat-voorzitster en de kandidaat-plaatsvervangster en de meerderheid van de verkozenen van de Raad); dat de akte derhalve ontvankelijk is;

Gaat achtereenvolgens over tot de geheime stemming voor de verkiezing van de voorzitterschap, volgens de modaliteiten bepaald in artikel 100bis van de Nieuwe Gemeentewet: *de geheime stemmingen worden langs elektronische weg naar de gemeentesecretaris gezonden, via het persoonlijk elektronisch adres bedoeld in artikel 87, § 4;*

Overwegende dat alle aanwezige leden aan de stemming deelnemen;

Overwegende dat de resultaten van de telling door mevrouw de Gemeentesecretaris de volgende zijn: Mevrouw Séverine DE LAVELEYE ontvangt XX stemmen voor en XX tegen (XX onthoudingen); dat ze bijgevolg verkozen is;

NEEMT AKTE:

Van de verkiezing van mevrouw Séverine DE LAVELEYE in de hoedanigheid van voorzitster van de Gemeenteraad.

1 annexe / 1 bijlage

2 **Approbation du procès-verbal du conseil communal.**

Le conseil approuve le procès-verbal de la séance du 20 octobre 2020.

Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraad.

De Raad keurt de proces-verbaal van de zitting van 20 oktober 2020 goed.

1 annexe / 1 bijlage

PERSONNEL & RH - PERSONNEEL & HR

Recrutements et carrières - Aanwervingen en loopbanen

3 **Personnel – Règlement des congés des agents statutaires et en stage – Ajout – Congé thématique pour aidants proches.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, notamment le chapitre IV « Emploi et compétitivité », section V « Interruption de la carrière professionnelle » ;

Vu la loi du 12 mai 2014 relative à la reconnaissance de l'aidant proche ;

Vu la loi du 17 mai 2019 établissant une reconnaissance des aidants proches, modifiant la loi de redressement du 22 janvier 1985 notamment en introduisant un congé thématique rémunéré pour aidants proches ;

Vu l'arrêté royal du 16 juin 2020 portant exécution de la loi du 12 mai 2014 relative à la reconnaissance de l'aidant proche et à l'octroi des droits sociaux à l'aidant proche, qui règle les modalités pour la reconnaissance en tant qu'aidant proche et la rend exécutoire à partir du 1^{er} septembre 2020 ;

Vu le règlement des congés des agents statutaires et en stage adopté en séance du 26 juin 2001 et ses modifications ultérieures, qui ne prévoit pas encore la possibilité de bénéficier de ce congé ;

Considérant qu'il y a donc lieu d'ajouter une section audit règlement afin de garantir l'égalité de traitement entre les différents agents de l'administration quant à ce droit au congé pour aidants proches ;

Vu le protocole d'accord n° 446 intervenu entre les autorités et les organisations syndicales en date du 7 décembre 2020 ;

DÉCIDE,

D'ajouter au règlement des congés des agents statutaires et en stage une section XX relative au congé pour aidants proches :

XX. CONGÉ POUR AIDANTS PROCHES

ARTICLE 1^{er} – GÉNÉRALITÉS

1. Définition

On entend par aidant proche reconnu, la personne dont la qualité d'aidant proche est reconnue en vertu du chapitre 3 de la loi du 12 mai 2014 relative à la reconnaissance de l'aidant proche.

Pour rappel, et sans porter préjudice aux éventuels changements dans la législation, la loi définit l'aidant proche comme étant la personne qui apporte une aide et un soutien continu ou réguliers à la personne aidée et impose les conditions suivantes pour la reconnaissance en tant qu'aidant proche :

- avoir développé une relation de confiance ou de proximité, affective ou géographique avec la personne aidée ;
- avoir une résidence permanente et effective en Belgique ;
- être inscrit au registre de la population ou au registre des étrangers ;
- exercer le soutien et l'aide à des fins non professionnelles, d'une manière gratuite et avec le concours d'au moins un intervenant professionnel ;
- tenir compte du projet de vie de la personne aidée.

Pour être reconnu en tant qu'aidant proche, le personne souhaitant être reconnue doit introduire, avec l'accord de la personne aidée ou de son représentant légal, une demande de reconnaissance, au moyen d'une déclaration sur l'honneur, auprès de sa mutualité. Deux formes de reconnaissance existent : la « reconnaissance générale » et la « reconnaissance pour l'octroi des droits sociaux ».

La reconnaissance de la qualité d'aidant proche prend fin :

- à la demande de l'aidant proche ou de la personne aidée ;
- en cas de décès de la personne aidée ou de l'aidant proche ;
- lorsque la situation de dépendance prend fin ;
- lorsque la personne aidée est prise en charge de manière permanente dans une structure résidentielle pendant une durée de plus de 90 jours consécutifs ;
- lorsque l'aidant proche ne remplit plus les conditions de reconnaissance ;
- en cas de condamnation de l'aidant proche pour des faits de violence, de maltraitance, d'escroquerie ou de négligence.

2. Droit au congé pour aidants proches

Tout agent statutaire ou en stage en vue d'une nomination définitive de l'administration communale qui est aidant proche a droit à un congé pour aidants proches pour autant qu'il a obtenu la reconnaissance « pour l'octroi de droits sociaux » en tant qu'aidant proche. Ce congé peut prendre la forme :

- Soit d'une suspension complète de ses prestations ;
- Soit d'une réduction de ses prestations de travail de 1/5 ;
- Soit d'une réduction de ses prestations de travail à moitié.

Si la reconnaissance de la qualité d'aidant proche prend fin, le congé pour aidants proches se termine en même temps.

ARTICLE 2 – SUSPENSION COMPLETE DES PRESTATIONS

La période maximale de suspension complète des prestations est fixée à un mois par personne aidée. Le droit à une suspension complète est de maximum six mois durant la carrière professionnelle complète.

L'agent qui désire exercer ce droit doit en aviser le Collège des Bourgmestre et Echevins par écrit. Cette notification doit être faite au moins sept jours avant la date à laquelle la suspension de ses prestations prend effet, sauf si les parties conviennent par écrit d'un autre délai. Cette notification peut être faite par la remise d'un document au Collège des Bourgmestre et Echevins, ce dernier signant un double à titre d'accusé de réception, ou au moyen d'une lettre recommandée laquelle est censée reçue le troisième jour ouvrable après son dépôt à la poste. Dans ce document, l'agent doit indiquer la période pendant laquelle il suspend ses prestations et joindre la preuve de la reconnaissance de sa qualité d'aidant de la personne nécessitant une aide.

ARTICLE 3 – RÉDUCTION DES PRESTATIONS DE TRAVAIL A ½ OU 1/5

La réduction des prestations de travail est réservée aux agents travaillant à temps plein. Lors de la période

où l'agent exerce son droit à une réduction de ses prestations de travail, l'agent est occupé dans un régime de travail à temps partiel.

Moyennant l'accord du Collège des Bourgmestre et Echevins, l'agent peut répartir la réduction des prestations de travail sur une période convenue, dans la mesure où la moyenne des prestations de travail réduites correspond à la réduction du nombre normal d'heures de travail d'une occupation à temps plein.

La période maximale de réduction des prestations est fixée à deux mois par personne aidée. Le droit à une réduction des prestations de travail est de maximum douze mois durant la carrière professionnelle complète.

Personeel – Reglement betreffende de verloven van het vastbenoemde personeel en de agenten in stage – Toevoeging – Thematisch verlof voor mantelzorgers.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid hoofdstuk IV 'Tewerkstelling en concurrentievermogen', afdeling V 'Onderbreking van de beroepsloopbaan';

Gelet op de wet van 12 mei 2014 betreffende de erkenning van de mantelzorger;

Gelet op de wet van 17 mei 2019 tot erkenning van de mantelzorgers, die de herstellwet van 22 januari 1985 heeft gewijzigd, onder andere door het invoeren van een bezoldigd thematisch verlof voor mantelzorgers;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juni 2020 tot uitvoering van de wet van 12 mei 2014 betreffende de erkenning van de mantelzorger en de toekenning van sociale rechten aan de mantelzorger, dat de modaliteiten vastlegt voor de erkenning als mantelzorger en deze uitvoerbaar maakt vanaf 1 september 2020;

Gelet op het reglement betreffende de verloven van het vastbenoemde personeel en de agenten in stage, aangenomen in zitting van 26 juni 2001, en latere wijzigingen, dat de mogelijkheid om van dit verlof gebruik te maken nog niet voorziet;

Overwegende dat er bijgevolg een afdeling aan dit reglement moet worden toegevoegd teneinde de gelijke behandeling van de personeelsleden van het gemeentebestuur wat betreft het mantelzorgersverlof te garanderen;

Gelet op protocolakkoord nr. 446 gesloten tussen de overheden en de vakbondsorganisaties op 7 december 2020;

BESLIST,

Aan het reglement betreffende de verloven van het vastbenoemde personeel en de agenten in stage een afdeling XX met betrekking tot het verlof voor mantelzorgers toe te voegen:

XX. VERLOF VOOR MANTELZORGERS

Artikel 1 – Algemeen

1. Definitie

Onder erkend 'mantelzorger' wordt verstaan: de persoon waarvan de hoedanigheid als mantelzorger erkend is krachtens hoofdstuk 3 van de wet van 12 mei 2014 betreffende de erkenning van de mantelzorger.

Ter herinnering en zonder afbreuk te doen aan de eventuele wijzigingen in de wetgeving: de wet definieert de mantelzorger als zijnde de persoon die doorlopende of regelmatige hulp en bijstand verleent aan de geholpen persoon en legt de volgende voorwaarden op voor de erkenning als mantelzorger:

- een vertrouwensrelatie of een nauwe, affectieve of geografische relatie opgebouwd hebben met de geholpen persoon;
- een bestendig en daadwerkelijk verblijf in België hebben;
- ingeschreven zijn in het bevolkings- of vreemdelingenregister;
- de bijstand en hulp niet beroepshalve, kosteloos en in samenwerking met ten minste een professionele zorgverlener verstrekken;
- rekening houden met het levensproject van de geholpen persoon.

Om erkend te worden als mantelzorger, moet diegene die dat wenst, met de toestemming van de geholpen persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger, een erkenningsaanvraag indienen bij zijn ziekenfonds door middel van een verklaring op eer. Er bestaan twee vormen van erkenning: de 'algemene erkenning' en de 'erkenning voor de toekenning van sociale rechten'.

De erkenning als mantelzorger loopt ten einde:

- op verzoek van de mantelzorger of de geholpen persoon;
- bij overlijden van de geholpen persoon of van de mantelzorger;
- wanneer de zorgafhankelijkheid beëindigd wordt;
- wanneer de geholpen persoon langer dan 90 opeenvolgende dagen permanent opgenomen wordt in een residentiële structuur;
- wanneer de mantelzorger niet meer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden;
- bij veroordeling van de mantelzorger voor geweld, mishandeling, oplichting of verwaarlozing.

2. Recht op het verlof voor mantelzorgers

Elk statutair personeelslid en elk personeelslid dat in stage is met het oog op een vaste benoeming heeft het recht op een verlof voor mantelzorgers, voor zover hij de erkenning 'voor de toekenning van sociale rechten' als mantelzorger heeft verkregen. Dit verlof kan de vorm aannemen:

- Ofwel van een volledige schorsing van de arbeidsprestaties;
- Ofwel van een vermindering van de arbeidsprestaties met 1/5;
- Ofwel van een vermindering van de arbeidsprestaties met de helft.

Indien de erkenning als mantelzorger ten einde loopt, eindigt het mantelzorgersverlof terzelfdertijd.

ARTIKEL 2 – VOLLEDIGE SCHORSING VAN DE ARBEIDSPRESTATIES

De maximale duur van de volledige schorsing van de arbeidsprestaties wordt vastgesteld op één maand per geholpen persoon. Het recht op een volledige schorsing bedraagt maximaal zes maanden gedurende de volledige beroepsloopbaan.

Het personeelslid dat dit recht wenst uit te oefenen, dient het College van Burgemeester en Schepenen hiervan schriftelijk op de hoogte te stellen. Deze kennisgeving moet minstens zeven dagen voor de datum waarop de schorsing van de arbeidsprestaties een aanvang neemt plaatsvinden, tenzij de partijen schriftelijk een andere termijn overeenkomen. Deze kennisgeving kan plaatsvinden door middel van de overmaking van een document aan het College van Burgemeester en Schepenen, die bij wijze van ontvangstbewijs een duplicaat tekent, of door middel van een aangetekend schrijven dat geacht wordt ontvangen te zijn op de derde werkdag na de afgifte bij de post. In dat document moet het personeelslid de periode aangeven gedurende dewelke hij de uitvoering van zijn arbeidsovereenkomst schorst en hierbij moet hij het bewijs van zijn erkenning als mantelzorger van de hulpbehoevende persoon voegen.

ARTIKEL 3 – VERMINDERING VAN DE ARBEIDSPRESTATIES MET 1/2 of 1/5

De vermindering van de arbeidsprestaties is voorbehouden aan de personeelsleden die voltijds werken. Gedurende de periode tijdens dewelke het personeelslid zijn recht op een vermindering van zijn arbeidsprestaties uitoefent, wordt hij deeltijds tewerkgesteld.

Middels het akkoord van het College van Burgemeester en Schepenen kan het personeelslid de vermindering van zijn arbeidsprestaties verspreiden over een overeengekomen periode, in de mate dat het gemiddelde van zijn verminderde arbeidsprestaties overeenstemt met de vermindering van het normale aantal arbeidsuren van een voltijdse tewerkstelling.

De maximale duur van de vermindering van de arbeidsprestaties is vastgelegd op twee maanden per geholpen persoon. Het recht op een vermindering van de arbeidsprestaties bedraagt maximaal twaalf maanden gedurende de volledige beroepsloopbaan.

4 Personnel – Règlement des congés des agents contractuels – Ajout – Congé thématique pour aidants proches.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, notamment le chapitre IV « Emploi et compétitivité », section V « Interruption de la carrière professionnelle » ;

Vu la loi du 12 mai 2014 relative à la reconnaissance de l'aidant proche ;

Vu la loi du 17 mai 2019 établissant une reconnaissance des aidants proches, modifiant la loi de redressement du 22 janvier 1985 notamment en introduisant un congé thématique rémunéré pour aidants proches ;

Vu l'arrêté royal du 16 juin 2020 portant exécution de la loi du 12 mai 2014 relative à la reconnaissance de

l'aidant proche et à l'octroi des droit sociaux à l'aidant proche, qui règle les modalités pour la reconnaissance en tant qu'aidant proche et la rend exécutoire à partir du 1^{er} septembre 2020 ;

Vu le règlement des congés du personnel contractuel adopté en séance du 26 juin 2001 et ses modifications ultérieures, qui ne prévoit pas encore la possibilité de bénéficier de ce congé ;

Considérant qu'il y a donc lieu d'ajouter une section audit règlement afin d'y préciser les dispositions vis-à-vis le congé pour aidants proches ;

Vu le protocole d'accord n° 447 intervenu entre les autorités et les organisations syndicales en date du 7 décembre 2020 ;

DÉCIDE,

D'ajouter au règlement des congés du personnel contractuel une section XX relative au congé pour aidants proches comme suit :

XX. CONGÉ POUR AIDANTS PROCHES

ARTICLE 1^{er} – GÉNÉRALITÉS

1. Définition

On entend par aidant proche reconnu, la personne dont la qualité d'aidant proche est reconnue en vertu du chapitre 3 de la loi du 12 mai 2014 relative à la reconnaissance de l'aidant proche.

Pour rappel, et sans porter préjudice aux éventuels changements dans la législation, la loi définit l'aidant proche comme étant la personne qui apporte une aide et un soutien continu ou réguliers à la personne aidée et impose les conditions suivantes pour la reconnaissance en tant qu'aidant proche :

- avoir développé une relation de confiance ou de proximité, affective ou géographique avec la personne aidée ;
- avoir une résidence permanente et effective en Belgique ;
- être inscrit au registre de la population ou au registre des étrangers ;
- exercer le soutien et l'aide à des fins non professionnelles, d'une manière gratuite et avec le concours d'au moins un intervenant professionnel ;
- tenir compte du projet de vie de la personne aidée.

Pour être reconnu en tant qu'aidant proche, le personne souhaitant être reconnue doit introduire, avec l'accord de la personne aidée ou de son représentant légal, une demande de reconnaissance, au moyen d'une déclaration sur l'honneur, auprès de sa mutualité. Deux formes de reconnaissance existent : la « reconnaissance générale » et la « reconnaissance pour l'octroi des droits sociaux ».

La reconnaissance de la qualité d'aidant proche prend fin :

- à la demande de l'aidant proche ou de la personne aidée ;
- en cas de décès de la personne aidée ou de l'aidant proche ;

- lorsque la situation de dépendance prend fin ;
- lorsque la personne aidée est prise en charge de manière permanente dans une structure résidentielle pendant une durée de plus de 90 jours consécutifs ;
- lorsque l'aidant proche ne remplit plus les conditions de reconnaissance ;
- en cas de condamnation de l'aidant proche pour des faits de violence, de maltraitance, d'escroquerie ou de négligence.

2. Droit au congé pour aidants proches

Tout agent contractuel de l'administration communale qui est aidant proche a droit à un congé pour aidants proches pour autant qu'il a obtenu la reconnaissance « pour l'octroi de droits sociaux » en tant qu'aidant proche. Ce congé peut prendre la forme :

- Soit d'une suspension complète de son contrat de travail ;
- Soit d'une réduction de ses prestations de travail de 1/5 ;
- Soit d'une réduction de ses prestations de travail à moitié.

Si la reconnaissance de la qualité d'aidant proche prend fin, le congé pour aidants proches se termine en même temps.

ARTICLE 2 – SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL

La période maximale de suspension complète de l'exécution du contrat de travail est fixée à un mois par personne aidée. Le droit à une suspension complète est de maximum six mois durant la carrière professionnelle complète.

L'agent qui désire exercer ce droit doit en aviser le Collège des Bourgmestre et Echevins par écrit. Cette notification doit être faite au moins sept jours avant la date à laquelle la suspension de son contrat de travail prend effet, sauf si les parties conviennent par écrit d'un autre délai. Cette notification peut être faite par la remise d'un document au Collège des Bourgmestre et Echevins, ce dernier signant un double à titre d'accusé de réception, ou au moyen d'une lettre recommandée laquelle est censée reçue le troisième jour ouvrable après son dépôt à la poste. Dans ce document, l'agent doit indiquer la période pendant laquelle il suspend l'exécution de son contrat de travail et il doit y joindre la preuve de la reconnaissance de sa qualité d'aidant de la personne nécessitant une aide.

ARTICLE 3 – RÉDUCTION DES PRESTATIONS DE TRAVAIL A ½ OU 1/5

La réduction des prestations de travail est réservée aux agents travaillant à temps plein. Lors de la période où il exerce son droit à une réduction de ses prestations de travail, l'agent est occupé dans un régime de travail à temps partiel.

Moyennant l'accord du Collège des Bourgmestre et Echevins, l'agent peut répartir la réduction des prestations de travail sur une période convenue, dans la mesure où la moyenne des prestations de travail réduites correspond à la réduction du nombre normal d'heures de travail d'une occupation à temps plein.

La période maximale de réduction des prestations de travail est fixée à deux mois par personne aidée. Le droit à une réduction des prestations de travail est de maximum douze mois durant la carrière

professionnelle complète.

Personeel – Reglement betreffende de verloven van de contractuele agenten – Toevoeging – Thematisch verlof voor mantelzorgers.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid hoofdstuk IV ‘Tewerkstelling en concurrentievermogen’, afdeling V ‘Onderbreking van de beroepsloopbaan’;

Gelet op de wet van 12 mei 2014 betreffende de erkenning van de mantelzorger;

Gelet op de wet van 17 mei 2019 tot erkenning van de mantelzorgers, die de herstellwet van 22 januari 1985 heeft gewijzigd, onder andere door het invoeren van een bezoldigd thematisch verlof voor mantelzorgers;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juni 2020 tot uitvoering van de wet van 12 mei 2014 betreffende de erkenning van de mantelzorger en de toekenning van sociale rechten aan de mantelzorger, dat de modaliteiten vastlegt voor de erkenning als mantelzorger en deze uitvoerbaar maakt vanaf 1 september 2020;

Gelet op het reglement betreffende de verloven van de contractuele agenten aangenomen in zitting van 26 juni 2001 en zijn latere wijzigingen, dat de mogelijkheid om van dit verlof gebruik te maken nog niet voorziet;

Overwegende dat er dus een afdeling aan voormeld reglement dient te worden toegevoegd teneinde er de bepalingen betreffende het verlof voor mantelzorgers in te verduidelijken;

Gelet op protocolakkoord nr. 447 gesloten tussen de overheden en de vakbondsorganisaties op 7 december 2020;

BESLIST,

Aan het reglement betreffende de verloven van de contractuele agenten een afdeling XX met betrekking tot het verlof voor mantelzorgers toe te voegen als volgt:

XX. VERLOF VOOR MANTELZORGERS

Artikel 1 – Algemeen

1. Definitie

Onder erkend ‘mantelzorger’ wordt verstaan: de persoon waarvan de hoedanigheid als mantelzorger erkend is krachtens hoofdstuk 3 van de wet van 12 mei 2014 betreffende de erkenning van de mantelzorger.

Ter herinnering en zonder afbreuk te doen aan de eventuele wijzigingen in de wetgeving: de wet definieert de mantelzorger als zijnde de persoon die doorlopende of regelmatige hulp en bijstand verleent aan de

geholpen persoon en legt de volgende voorwaarden op voor de erkenning als mantelzorger:

- een vertrouwensrelatie of een nauwe, affectieve of geografische relatie opgebouwd hebben met de geholpen persoon;
- een bestendig en daadwerkelijk verblijf in België hebben;
- ingeschreven zijn in het bevolkings- of vreemdelingenregister;
- de bijstand en hulp niet beroepshalve, kosteloos en in samenwerking met ten minste een professionele zorgverlener verstrekken;
- rekening houden met het levensproject van de geholpen persoon.

Om erkend te worden als mantelzorger, moet diegene die dat wenst, met de toestemming van de geholpen persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger, een erkenningsaanvraag indienen bij zijn ziekenfonds door middel van een verklaring op eer. Er bestaan twee vormen van erkenning: de ‘algemene erkenning’ en de ‘erkenning voor de toekenning van sociale rechten’.

De erkenning als mantelzorger loopt ten einde:

- op verzoek van de mantelzorger of de geholpen persoon;
- bij overlijden van de geholpen persoon of van de mantelzorger;
- wanneer de zorgafhankelijkheid beëindigd wordt;
- wanneer de geholpen persoon langer dan 90 opeenvolgende dagen permanent opgenomen wordt in een residentiële structuur;
- wanneer de mantelzorger niet meer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden;
- bij veroordeling van de mantelzorger voor geweld, mishandeling, oplichting of verwaarlozing.

2. Recht op het verlof voor mantelzorgers

Elk contractueel personeelslid van het gemeentebestuur dat mantelzorger is, heeft het recht op een verlof voor mantelzorgers, voor zover hij de erkenning ‘voor de toekenning van sociale rechten’ als mantelzorger heeft verkregen. Dit verlof kan de vorm aannemen:

- Ofwel van een volledige schorsing van de arbeidsovereenkomst;
- Ofwel van een vermindering van de arbeidsprestaties met 1/5;
- Ofwel van een vermindering van de arbeidsprestaties met de helft.

Indien de erkenning als mantelzorger ten einde loopt, eindigt het mantelzorgersverlof terzelfdertijd.

ARTIKEL 2 – SCHORSING VAN DE ARBEIDSOVEREENKOMST

De maximale duur van de volledige schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst wordt vastgesteld op één maand per geholpen persoon. Het recht op een volledige schorsing bedraagt maximaal zes maanden gedurende de volledige beroepsloopbaan.

Het personeelslid dat dit recht wenst uit te oefenen, dient het College van Burgemeester en Schepenen hiervan schriftelijk op de hoogte te stellen. Deze kennisgeving moet minstens zeven dagen voor de datum

waarop de schorsing van de arbeidsovereenkomst een aanvang neemt plaatsvinden, tenzij de partijen schriftelijk een andere termijn overeenkomen. Deze kennisgeving kan plaatsvinden door middel van de overmaking van een document aan het College van Burgemeester en Schepenen, die bij wijze van ontvangstbewijs een duplicaat tekent, of door middel van een aangetekend schrijven dat geacht wordt ontvangen te zijn op de derde werkdag na de afgifte bij de post. In dat document moet het personeelslid de periode aangeven gedurende dewelke hij de uitvoering van zijn arbeidsovereenkomst schorst en hierbij moet hij het bewijs van zijn erkenning als mantelzorger van de hulpbehoevende persoon voegen.

ARTIKEL 3 – VERMINDERING VAN DE ARBEIDSPRESTATIES MET ½ of 1/5

De vermindering van de arbeidsprestaties is voorbehouden aan de personeelsleden die voltijds werken. Gedurende de periode tijdens dewelke het personeelslid zijn recht op een vermindering van zijn arbeidsprestaties uitoefent, wordt hij deeltijds tewerkgesteld.

Middels het akkoord van het College van Burgemeester en Schepenen kan het personeelslid de vermindering van zijn arbeidsprestaties verspreiden over een overeengekomen periode, in de mate dat het gemiddelde van zijn verminderde arbeidsprestaties overeenstemt met de vermindering van het normale aantal arbeidsuren van een voltijdse tewerkstelling.

De maximale duur van de vermindering van de arbeidsprestaties is vastgelegd op twee maanden per geholpen persoon. Het recht op een vermindering van de arbeidsprestaties bedraagt maximaal twaalf maanden gedurende de volledige beroepsloopbaan.

5 Personnel – Règlement des congés des agents contractuels – Modification (périodes pouvant être prises en compte pour la prolongation du repos postnatal).

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement des congés des agents contractuels adopté en séance du 26 juin 2001 et ses modifications ultérieures, en particulier son chapitre IV « Congé de maternité », articles 8, 9 et 9A ;

Vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 39 à 44 concernant la protection de la maternité ;

Vu l'arrêté royal du 11 octobre 1991 assimilant certaines périodes à des périodes de travail en vue de la prolongation de la période d'interruption du travail au-delà de la huitième semaine après l'accouchement ;

Vu la loi du 12 juin 2020 modifiant les périodes survenues durant le repos prénatal et pouvant être prises en compte pour la prolongation du repos postnatal ;

Considérant que la loi susmentionnée étend la liste des périodes d'absence pouvant être assimilées à des périodes de travail en vue de la prolongation du congé postnatal obligatoire au-delà de la neuvième semaine après l'accouchement ;

Considérant également que, de ce fait, la possibilité de prolonger le congé postnatal d'une semaine lorsque la travailleuse a été incapable d'effectuer son travail pour cause de maladie ou d'accident durant toute la période prévue pour le congé prénatal est abrogée ;

Vu l'Arrêté royal du 8 juillet 2014 modifiant l'arrêté royal du 17 octobre 1994 relatif à la conversion du congé de maternité en congé de paternité en cas de décès ou d'hospitalisation de la mère, ouvrant la possibilité de convertir le congé de maternité en congé de paternité en cas de décès ou d'hospitalisation de la mère pour les co-parents du sexe masculin ou féminin ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de modifier le chapitre IV « Congé de maternité du règlement des congés des agents contractuels afin de le mettre en conformité avec les modifications apportés par l'Arrêté royal du 8 juillet 2014 ainsi que par la loi du 12 juin 2020 ;

Vu le protocole d'accord n° 445 conclu entre les autorités et les organisations syndicales représentatives en date du 7 décembre 2020 ;

DECIDE,

Ancien texte :

IV CONGE DE MATERNITE

ARTICLE 1

L'agent féminin doit fournir à l'administration communale un certificat médical attestant la date présumée de l'accouchement.

Ce certificat est à remettre au plus tard 7 semaines (cc 07/12/04 – MRBC 01/02/05) avant cette date ou, au plus tard 9 semaines (cc 07/12/04 – MRBC 01/02/05) avant cette date en cas de naissance multiple prévue.

ARTICLE 2

L'agent féminin a droit à un congé de maternité de 15 semaines, portées à 17 en cas de naissance multiple.

L'agent féminin ne peut effectuer aucun travail à partir du 7^{ème} jour qui précède la date présumée de l'accouchement jusqu'à la fin d'une période de 9 semaines (cc 07/12/04 – MRBC 01/02/05) qui prend cours le jour de l'accouchement (cc 27/04/04 – MRBC 22/06/04).

A la demande écrite de la travailleuse, l'administration communale est tenue de lui donner congé, dans la période qui précède l'accouchement, au plus tôt à partir de la 6^{ème} semaine (cc 07/12/04 – MRBC 01/02/05), ou à partir de la 8^{ème} (cc 07/12/04 – MRBC 01/02/05) en cas de naissance multiple prévue.

ARTICLE 3 (cc 07/12/04 – MRBC 01/02/05)

La partie des semaines de congé prénatal qui n'a pas été prise avant l'accouchement peut être convertie en congé postnatal, sauf pour les 7 jours qui précèdent la date présumée de l'accouchement.

Toutefois, en cas de naissance prématurée, le congé prénatal converti en congé postnatal, est réduit à concurrence du nombre de jours prestés pendant les 7 jours qui précédaient la date présumée de l'accouchement.

Par contre, lorsque l'agent féminin a épuisé le congé prénatal et que l'accouchement se produit après la date prévue, le congé prénatal est prolongé jusqu'à la date réelle de l'accouchement sans réduire le congé postnatal. Durant cette période l'agent féminin se trouve en congé de maternité.

ARTICLE 4 (cc 07/12/04 – MRBC 01/02/05)

En cas de naissance multiple, à la demande écrite de la travailleuse, l'administration communale est tenue de lui accorder une prolongation du congé postnatal d'un maximum de 2 semaines.

ARTICLE 5

Le congé de maternité est rémunéré en brut par l'assurance soins de santé mais, est assimilé à une période d'activité de service.

ARTICLE 6

Le congé de maternité n'est pas octroyé en cas de fausse couche se produisant avant le 181^{ème} jour de gestation. Les absences en résultant sont converties en congé de maladie.

ARTICLE 7

La travailleuse enceinte qui a averti le service du personnel de son état de grossesse a le droit de s'absenter du travail avec maintien de sa rémunération, le temps nécessaire pour se rendre aux examens médicaux prénataux qui ne peuvent avoir lieu en dehors des heures de travail.

Elle devra avertir – avant chaque examen – son chef de service de son absence et produire un certificat médical.

Les séances de kinésithérapie, d'apnotomie, de relaxation, aquathérapie, ou gymnastique prénatale ne sont pas considérées comme des examens prénataux.

ARTICLE 8

Les périodes d'absences pour maladie dues à la grossesse qui se situent pendant les cinq semaines (sept semaines en cas de naissance multiple prévue) qui tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement sont converties en congé de maternité pour la détermination de la position administrative de l'agent féminin.

ARTICLE 9

L'absence pour maladie pendant les cinq semaines (sept semaines en cas de naissance multiple prévue) qui se situent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement n'est convertie en un congé de maternité que si la maladie est due à la grossesse. Ceci signifie que lorsqu'un agent féminin est absent pour une maladie qui n'a aucun lien avec la grossesse, l'absence n'est pas convertie en congé de maternité.

Article 9a (CC 25/9/2007 MRBC)

A la demande de la travailleuse, la période du repos de maternité postnatal, après la neuvième semaine, est prolongée d'une semaine lorsque la travailleuse a été incapable d'effectuer son travail pour cause de maladie ou d'accident durant toute la période allant de la sixième semaine précédent la date effective de l'accouchement, ou de la huitième semaine lorsqu'une naissance multiple est prévue, jusqu'à l'accouchement.

Cette disposition est applicable aux accouchements ayant lieu à partir du le 1/9/2006.

ARTICLE 10

§ 1. Si, à la date de l'accouchement, la mère de l'enfant décède ou est hospitalisée, le père de l'enfant obtient, à sa demande, un congé de paternité en vue d'assurer l'accueil de l'enfant.

§ 2. En cas de décès de la mère, la durée du congé de paternité est au maximum égale à la durée du congé de maternité non encore épuisée par la mère. L'agent qui est le père de l'enfant et qui souhaite bénéficier du congé de paternité en informe par écrit le collège des Bourgmestre et Echevins dans les sept jours à dater du décès de la mère. Cet écrit mentionne la date du début du congé de paternité et sa durée probable. Un extrait de l'acte de décès de la mère est produit dans les meilleurs délais.

§ 3. En cas d'hospitalisation de la mère, l'agent qui est le père de l'enfant peut bénéficier du congé de paternité aux conditions suivantes :

1°) le nouveau né doit avoir quitté l'hôpital ;

2°) l'hospitalisation de la mère doit avoir une durée de plus de sept jours.

Le congé de paternité ne peut débuter avant le huitième jour qui suit le jour de la naissance de l'enfant et se termine au moment où prend fin l'hospitalisation de la mère et au plus tard au terme de la partie du congé de maternité non encore épuisée par la mère.

L'agent qui est le père de l'enfant et qui souhaite bénéficier du congé de paternité en informe par écrit le collège des Bourgmestre et Echevins. Cet écrit mentionne la date du début du congé et sa durée probable. La demande de congé est appuyée par une attestation certifiant la durée de l'hospitalisation de la mère au-delà des sept jours qui suivent la date de l'accouchement et la date à laquelle le nouveau-né est sorti de l'hôpital.

§ 4. – Le congé de paternité est assimilé à une période d'activité de service. Il fait l'objet d'une indemnité versée par la mutuelle pour les agents contractuels ou est rémunéré par l'administration pour les agents statutaires.

ARTICLE 11 (cc 07/12/04 – MRBC 01/02/05)

Lorsque le nouveau-né doit rester dans l'établissement hospitalier après le 7 premiers jours à compter de sa naissance, à la demande écrite de l'agent féminin, le repos postnatal est prolongé d'une durée égale à la période pendant laquelle l'enfant est hospitalisé après les 7 premiers jours. La durée de cette prolongation ne peut dépasser 24 semaines.

A cet effet, l'agent féminin remet à son service :

1°) à la fin de la période de repos postnatal, une attestation de l'établissement hospitalier certifiant que le nouveau-né est resté hospitalisé après les 7 premiers jours à dater de sa naissance et mentionnant la durée de l'hospitalisation.

2°) le cas échéant, si la prolongation n'a pas atteint la durée de 24 semaines et que le nouveau-né doit encore rester hospitalisé, une nouvelle attestation de l'établissement hospitalier certifiant que le nouveau-né n'a pas encore quitté l'établissement hospitalier et mentionnant la durée de l'hospitalisation.

Nouveau texte :

IV CONGE DE MATERNITE

ARTICLE 1

L'agent féminin doit fournir à l'administration communale un certificat médical attestant la date présumée de l'accouchement.

Ce certificat est à remettre au plus tard 7 semaines avant cette date ou, au plus tard 9 semaines avant cette date en cas de naissance multiple prévue.

ARTICLE 2

L'agent féminin a droit à un congé de maternité de 15 semaines, portées à 17 en cas de naissance multiple.

L'agent féminin ne peut effectuer aucun travail à partir du 7^e jour qui précède la date présumée de l'accouchement jusqu'à la fin d'une période de 9 semaines qui prend cours le jour de l'accouchement.

A la demande écrite de la travailleuse, l'administration communale est tenue de lui donner congé, dans la période qui précède l'accouchement, au plus tôt à partir de la 6^e semaine, ou à partir de la 8^e en cas de naissance multiple prévue.

ARTICLE 3

La partie des semaines de congé prénatal qui n'a pas été prise avant l'accouchement peut être convertie en congé postnatal, sauf pour les 7 jours qui précèdent la date présumée de l'accouchement.

Toutefois, en cas de naissance prématurée, le congé prénatal converti en congé postnatal, est réduit à concurrence du nombre de jours prestés pendant les 7 jours qui précédaient la date présumée de l'accouchement.

Par contre, lorsque l'agent féminin a épuisé le congé prénatal et que l'accouchement se produit après la date prévue, le congé prénatal est prolongé jusqu'à la date réelle de l'accouchement sans réduire le congé postnatal. Durant cette période l'agent féminin se trouve en congé de maternité.

ARTICLE 4

En cas de naissance multiple, à la demande écrite de la travailleuse, l'administration communale est tenue de lui accorder une prolongation du congé postnatal d'un maximum de 2 semaines.

ARTICLE 5

Le congé de maternité n'est pas octroyé en cas de fausse couche se produisant avant le 181^e jour de gestation. Les absences en résultant sont converties en congé de maladie.

ARTICLE 6

La travailleuse enceinte qui a averti le service du Personnel de son état de grossesse a le droit de s'absenter du travail avec maintien de sa rémunération, le temps nécessaire pour se rendre aux examens médicaux prénataux qui ne peuvent avoir lieu en dehors des heures de travail.

Elle devra avertir – avant chaque examen – son **supérieur hiérarchique** de son absence et produire un certificat médical.

Les séances de kinésithérapie, d'hypnotomie, de relaxation, aquathérapie, ou gymnastique prénatale ne sont pas considérées comme des examens prénataux.

ARTICLE 7

Les périodes d'absences pour maladie qui se situent pendant les cinq semaines (sept semaines en cas de naissance multiple prévue) qui tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de

l'accouchement sont assimilées à des périodes de travail pour la détermination de la position administrative de l'agent féminin.

Cette disposition entre en vigueur rétroactivement à partir du 1^{er} mars 2020.

ARTICLE 8

§ 1. Si, à la date de l'accouchement, la mère de l'enfant décède ou est hospitalisée, le père de l'enfant obtient, à sa demande, un congé de paternité en vue d'assurer l'accueil de l'enfant.

Par 'père', on entend : le père ou la personne de sexe féminin ou masculin mariée à la mère ou vivant en couple avec cette dernière au même domicile (par exemple la co-mère). Le cas échéant, le terme « congé de paternité » doit être suppléé par le terme « congé de naissance des co-parents ». Pour ce qui concerne les travailleurs sans filiation avec l'enfant, cette possibilité est ouverte à celui qui, au moment de la naissance de l'enfant :

- 1° soit est marié avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie;**
- 2° soit cohabite légalement avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie et chez laquelle l'enfant a sa résidence principale, et pour autant qu'ils ne soient pas unis par un lien de parenté entraînant une prohibition de mariage dont ils ne peuvent être dispensés ;**
- 3° soit, depuis une période ininterrompue de trois ans précédant la naissance, cohabite de manière permanente et affective avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie et chez laquelle l'enfant a sa résidence principale, et qu'ils ne soient pas unis par un lien de parenté entraînant une prohibition de mariage dont ils ne peuvent être dispensés.**

§ 2. En cas de décès de la mère, la durée du congé de paternité est au maximum égale à la durée du congé de maternité non encore épuisée par la mère. L'agent qui est le père de l'enfant et qui souhaite bénéficier du congé de paternité en informe par écrit le Collège des Bourgmestre et Echevins dans les sept jours à dater du décès de la mère. Cet écrit mentionne la date du début du congé de paternité et sa durée probable. Un extrait de l'acte de décès de la mère est produit dans les meilleurs délais.

§ 3. En cas d'hospitalisation de la mère, l'agent qui est le père de l'enfant peut bénéficier du congé de paternité aux conditions suivantes :

- 1°) le nouveau-né doit avoir quitté l'hôpital ;
- 2°) l'hospitalisation de la mère doit avoir une durée de plus de sept jours.

Le congé de paternité ne peut débuter avant le septième jour qui suit le jour de la naissance de l'enfant et se termine au moment où prend fin l'hospitalisation de la mère et au plus tard au terme de la partie du congé de maternité non encore épuisée par la mère.

L'agent qui est le père de l'enfant et qui souhaite bénéficier du congé de paternité en informe par écrit le Collège des Bourgmestre et Echevins. Cet écrit mentionne la date du début du congé et sa durée probable. La demande de congé est appuyée par une attestation certifiant la durée de l'hospitalisation de la mère au-delà des sept jours qui suivent la date de l'accouchement et la date à laquelle le nouveau-né est sorti de l'hôpital.

§ 4. – Le congé de paternité est assimilé à une période d'activité de service. **Il fait l'objet d'une indemnité versée par la mutuelle.**

ARTICLE 9

Lorsque le nouveau-né doit rester dans l'établissement hospitalier après le 7 premiers jours à compter de sa naissance, à la demande écrite de l'agent féminin, le repos postnatal est prolongé d'une durée égale à la période pendant laquelle l'enfant est hospitalisé après les 7 premiers jours. La durée de cette prolongation

ne peut dépasser 24 semaines.

A cet effet, l'agent féminin remet à son **supérieur hiérarchique** :

1°) à la fin de la période de repos postnatal, une attestation de l'établissement hospitalier certifiant que le nouveau-né est resté hospitalisé après les 7 premiers jours à dater de sa naissance et mentionnant la durée de l'hospitalisation.

2°) le cas échéant, si la prolongation n'a pas atteint la durée de 24 semaines et que le nouveau-né doit encore rester hospitalisé, une nouvelle attestation de l'établissement hospitalier certifiant que le nouveau-né n'a pas encore quitté l'établissement hospitalier et mentionnant la durée de l'hospitalisation.

ARTICLE 10

Le congé de maternité est rémunéré en brut par l'assurance soins de santé mais est assimilé à une période d'activité de service.

Personeel – Reglement betreffende de verloven van de contractuele agenten – Wijziging (periodes die in rekenschap kunnen worden genomen voor de verlenging van de nabevallingsrust).

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op het reglement betreffende de verloven van de contractuele agenten, aangenomen in zitting van 26 juni 2001, en zijn latere wijzigingen, en in het bijzonder hoofdstuk IV 'Bevallingsverlof', artikelen 8, 9 en 9A;

Gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971, inzonderheid artikelen 39 t.e.m. 44 betreffende de moederschapsbescherming;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 oktober 1991 tot gelijkstelling van sommige periodes met periodes van arbeid met het oog op de verlenging van de periode van arbeidsonderbreking na de achtste week na de bevalling;

Gelet op de wet van 12 juni 2020 tot wijziging van de periodes die plaatsvinden tijdens de voorbevallingsrust en in aanmerking kunnen worden genomen voor de verlenging van de nabevallingsrust;

Overwegende dat bovenvermelde wet de lijst afwezigheden die gelijkgesteld kunnen worden aan periodes van arbeid met het oog op de verlenging van de verplichte moederschapsrust na de negende week na de bevalling uitbreidt;

Overwegende tevens dat de mogelijkheid wordt afgeschaft om de moederschapsrust met een week te verlengen wanneer het personeelslid wegens ziekte of ongeval niet in staat was haar werk uit te voeren gedurende de hele periode van prenataal verlof;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 2014 tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 oktober 1994 betreffende de omzetting van het moederschapsverlof in vaderschapsverlof bij overlijden of hospitalisatie van de moeder, dat de mogelijkheid om de moederschapsrust om te zetten in vaderschapsrust in het geval van overlijden of ziekenhuisopname van de moeder openstelt voor meouders van zowel het mannelijke als het vrouwelijke geslacht;

Overwegende bijgevolg dat hoofdstuk IV 'Bevallingsverlof' van het reglement betreffende de verloven van de contractuele agenten dient te worden gewijzigd teneinde dit in overeenstemming te brengen met het

Koninklijk Besluit van 8 juli 2014 alsook met de wet van 12 juni 2020;

Gelet op protocolakkoord nr. 445 gesloten tussen de overheid en de representatieve vakbondsorganisaties op 7 december 2020;

BESLIST,

Oude tekst:

“

IV. Bevallingsverlof

ARTIKEL 1

De vrouwelijke agent moet bij het gemeentebestuur een medisch getuigschrift indienen dat de vermoedelijke datum van de bevalling vaststelt. Dit getuigschrift moet ingediend worden ten laatste 7 weken (gr 07/12/04 – MBHG 01/02/05) vóór deze datum, of ten laatste 9 weken (gr 07/12/04 – MBHG 01/02/05) vóór deze datum in het geval van een voorziene meervoudige geboorte.

ARTIKEL 2

De vrouwelijke agent heeft recht op een bevallingsverlof van 15 weken, of 17 weken in geval van een meervoudige geboorte.

De vrouwelijke agent mag geen arbeid meer leveren vanaf de 7e dag voorafgaand aan de vermoedelijke datum van de geboorte tot op het einde van een periode van 9 weken (gr 07/12/04 – MBHG 01/02/05) die begint op de dag van de bevalling (gr 27/04/04 – MBHG 22/06/04).

Op eenvoudige schriftelijke aanvraag moet het gemeentebestuur haar echter verlof toekennen in de periode voorafgaand aan de geboorte, ten vroegste vanaf de 6e week (gr 07/12/04 – MBHG 01/02/05) of vanaf de 8e week (gr 07/12/04 – MBHG 01/02/05) in geval van meervoudige geboorte.

ARTIKEL 3 (gr 07/12/04 – MBHG 01/02/05)

Het gedeelte van dit prenataal verlof dat niet opgenomen werd vóór de geboorte, mag omgezet worden in postnataal verlof, met uitzondering van de 7 dagen voorafgaand aan de vermoedelijke bevallingsdatum.

In geval van meervoudige vroegtijdige geboorten, wordt het prenataal verlof dat werd omgezet in postnataal verlof, verminderd in verhouding tot het aantal dagen die gepresteerd werden binnen de 7 dagen die de vermoedelijke bevallingsdatum voorafgingen.

Echter, indien de vrouwelijke agent haar prenataal verlof opgenomen heeft en de bevalling gebeurt na de vermoedelijke datum, wordt het prenataal verlof verlengd tot de dag van de werkelijke bevalling, zonder het postnataal bevallingsverlof te verminderen. Gedurende deze periode is de vrouwelijke agent met bevallingsverlof.

ARTIKEL 4 (gr 07/12/04 – MBHG 01/02/05)

Bij meervoudige geboorten, mits geschreven aanvraag van de werkneemster, is het bestuur ertoe gehouden haar een verlenging van het prenatale verlof toe te kennen met een maximum van 2 weken.

ARTIKEL 5

Het bevallingsverlof wordt bruto bezoldigd door de ziekteverzekering en wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

ARTIKEL 6

Het bevallingsverlof wordt niet toegekend in geval van een miskraam die zich voordoet vóór de 181e dag van de zwangerschap. De hieruit volgende afwezigheden worden omgezet in ziekteverlof.

ARTIKEL 7

De vrouwelijke agent, die de dienst personeel op de hoogte heeft gesteld van haar zwangerschap, heeft het recht om de nodige tijd afwezig te zijn om zich te begeven naar de prenatale onderzoeken die niet buiten de diensturen kunnen gebeuren, en dit met behoud van haar loon.

Ze moet – voorafgaandelijk aan elk onderzoek – de dienstchef van haar afwezigheid op de hoogte stellen en een medisch attest voorleggen.

De behandelingen van kinesitherapie, aptonomie, relaxatie, aquatherapie of prenatale gymnastiek worden niet als prenatale onderzoeken beschouwd.

ARTIKEL 8

De periodes van afwezigheid wegens ziekte te wijten aan de zwangerschap, gedurende de vijf weken (zeven weken in geval van een meervoudige geboorte), vóór de 7e dag voor de dag van de werkelijke geboorte, worden omgezet in bevallingsverlof voor de bepaling van de administratieve stand van de vrouwelijke agent.

ARTIKEL 9

De afwezigheid wegens ziekte gedurende een periode van vijf weken vóór de 7e dag voor de dag van de werkelijke geboorte (zeven weken in geval van een meervoudige geboorte), wordt slechts omgezet in bevallingsverlof indien de afwezigheid te wijten is aan de zwangerschap. Dit betekent dus dat de afwezigheden die niet te wijten zijn aan de zwangerschap, niet worden omgezet in bevallingsverlof.

Artikel 9a (gr 25/9/2007 MBHG)

Op aanvraag van de werkneemster kan het postnataal verlof na de negende week met een week verlengd worden wanneer ze tijdens de ganse periode van 6 weken voorafgaand aan de bevallingsdatum (of 8 weken in geval van een meerling) arbeidsongeschikt ten gevolge van ziekte op ongeval was.

Deze mogelijkheid geldt voor de bevallingen die plaatsvinden vanaf 1 september 2006.

ARTIKEL 10

§1. Indien op de dag van de bevalling de moeder van het kind overlijdt, of verpleegd moet worden, verkrijgt de vader op aanvraag een vaderschapsverlof met het oog op de opvang van het kind.

§2. In geval van overlijden van de moeder, is de duur van het vaderschapsverlof ten hoogste gelijk aan de duur van het bevallingsverlof, niet opgenomen door de moeder.

De agent die vader is van het kind en die wenst te genieten van een vaderschapsverlof, licht het College van Burgemeester en Schepenen hierover schriftelijk in binnen de zeven dagen na de datum van overlijden van de moeder. Dit schrijven vermeldt de begindatum van het vaderschapsverlof en de vermoedelijke duur ervan. Een overlijdensakte van de moeder wordt zo spoedig mogelijk ingediend.

§3. Indien de moeder moet verpleegd worden, kan de agent, die de vader van het kind is, genieten van een vaderschapsverlof onder de volgende voorwaarden:

- 1°) de pasgeborene moet het ziekenhuis hebben verlaten
- 2°) de verpleging van de moeder moet langer dan 7 dagen duren

Het vaderschapsverlof mag niet vroeger aanvangen dan de 8e dag die volgt op de dag van de geboorte van het kind; het vaderschapsverlof eindigt op het ogenblik dat de verpleging van de moeder eindigt, en ten laatste op het einde van het nog niet opgenomen bevallingsverlof van de moeder.

De agent die vader is van het kind en wenst te genieten van een vaderschapsverlof verwittigt schriftelijk het College van Burgemeester en Schepenen. Dit schrijven vermeldt de begindatum van het verlof en de vermoedelijke duur ervan. De verlofaanvraag wordt gestaafd met een attest dat de duur van de verpleging van de moeder vermeldt, na de 7 dagen die volgen op de datum van de bevalling, en de datum dat de pasgeborene het ziekenhuis verlaten heeft.

§4. Het vaderschapsverlof wordt gelijkgesteld met een periode van actieve dienst. Het wordt vergoed door de ziekteverzekering voor de contractuele agenten en wordt bezoldigd door het bestuur voor de benoemde agenten.

ARTIKEL 11 (gr 07/12/04 – MBHG 01/02/05)

Indien de pasgeborene in de verpleginginstelling moet blijven na de 7 eerste dagen te rekenen vanaf zijn geboorte, wordt het postnatale verlof, mits een schriftelijke aanvraag van de vrouwelijke agent, verlengd met een periode die gelijk is aan de periode waarin het kind gehospitaliseerd was, na de 7 eerste dagen. Deze verlenging mag niet langer zijn dan 24 weken.

Hiervoor moet de vrouwelijke agent de volgende documenten indienen bij haar dienst:

- 1°) aan het einde van het postnatale verlof een getuigschrift van het ziekenhuis dat bewijst dat de pasgeborene is gehospitaliseerd gebleven na de 7 eerste dagen na zijn geboortedatum en dat de duurtijd van de hospitalisatie vermeldt
- 2°) als de verlenging geen 24 weken heeft geduurd en de pasgeborene nog steeds gehospitaliseerd moet blijven, een nieuw getuigschrift van het ziekenhuis dat bewijst dat de pasgeborene het ziekenhuis nog niet heeft verlaten en dat de lengte van de hospitalisatie vermeldt.”

Nieuwe tekst:

‘IV. Bevallingsverlof

ARTIKEL 1

Het vrouwelijke personeelslid moet bij het gemeentebestuur een medisch getuigschrift indienen dat de vermoedelijke datum van de bevalling vaststelt. Dit getuigschrift moet ingediend worden ten laatste 7 weken vóór deze datum, of ten laatste 9 weken vóór deze datum in het geval van een voorziene meervoudige geboorte.

ARTIKEL 2

Het vrouwelijke personeelslid heeft recht op een bevallingsverlof van 15 weken, of 17 weken in geval van een meervoudige geboorte.

Het vrouwelijke personeelslid mag geen arbeid meer leveren vanaf de 7e dag voorafgaand aan de vermoedelijke datum van de geboorte tot op het einde van een periode van 9 weken die begint op de dag van de bevalling.

Op eenvoudige schriftelijke aanvraag moet het gemeentebestuur haar echter verlof toekennen in de periode voorafgaand aan de geboorte, ten vroegste vanaf de 6e week of vanaf de 8e week in het geval van meervoudige geboorte.

ARTIKEL 3

Het gedeelte van dit prenataal verlof dat niet opgenomen werd vóór de geboorte, mag omgezet worden in postnataal verlof, met uitzondering van de 7 dagen voorafgaand aan de vermoedelijke bevallingsdatum.

In het geval van meervoudige vroegtijdige geboorten, wordt het prenataal verlof dat werd omgezet in postnataal verlof, verminderd in verhouding tot het aantal dagen die gepresteerd werden binnen de 7 dagen die de vermoedelijke bevallingsdatum voorafgingen.

Echter, indien het vrouwelijke personeelslid haar prenataal verlof opgenomen heeft en de bevalling gebeurt na de vermoedelijke datum, wordt het prenataal verlof verlengd tot de dag van de werkelijke bevalling, zonder het postnataal bevallingsverlof te verminderen. Gedurende deze periode is het vrouwelijke personeelslid met bevallingsverlof.

ARTIKEL 4

Bij meervoudige geboorten, mits geschreven aanvraag van de werkneemster, is het bestuur ertoe gehouden haar een verlenging van het prenatale verlof toe te komen met een maximum van 2 weken.

ARTIKEL 5

Het bevallingsverlof wordt niet toegekend in geval van een miskraam die zich voordoet vóór de 181e dag van de zwangerschap. De hieruit volgende afwezigheden worden omgezet in ziekteverlof.

ARTIKEL 6

Het vrouwelijke personeelslid, dat de Personeelsdienst op de hoogte heeft gesteld van haar zwangerschap, heeft het recht om de nodige tijd afwezig te zijn om zich te begeven naar de prenatale onderzoeken die niet buiten de diensturen kunnen gebeuren, en dit met behoud van haar loon.

Ze moet – voorafgaandelijk aan elk onderzoek – **haar hiërarchische overste** van haar afwezigheid op de hoogte stellen en een medisch attest voorleggen.

De behandelingen van kinesitherapie, **haptonomie**, relaxatie, aquatherapie of prenatale gymnastiek worden

niet als prenatale onderzoeken beschouwd.

ARTIKEL 7

De periodes van afwezigheid wegens ziekte te wijten aan de zwangerschap, gedurende de vijf weken (zeven weken in geval van een meervoudige geboorte) vóór de 7e dag voor de dag van de werkelijke geboorte, worden gelijkgesteld met dienstactiviteit voor de bepaling van de administratieve stand van het vrouwelijke personeelslid.

Deze bepaling treedt retroactief in werking vanaf 1 maart 2020.

ARTIKEL 8

§1. Indien op de dag van de bevalling de moeder van het kind overlijdt, of verpleegd moet worden, verkrijgt de vader op aanvraag een vaderschapsverlof met het oog op de opvang van het kind.

Onder ‘vader’ wordt verstaan: de vader of de persoon van het vrouwelijke of mannelijke geslacht die met de moeder getrouwd is of met die laatste samenwoont op hetzelfde adres (bv. de meemoeder). In voorkomend geval moet de term ‘vaderschapsverlof’ worden vervangen door de term ‘geboorteverlof voor meouders’. Voor wat de personeelsleden zonder afstammingsband met het kind betreft, wordt deze mogelijkheid opengesteld voor diegene die op het ogenblik van de geboorte van het kind:

1° hetzij gehuwd is met diegene ten aanzien van wie de afstamming vaststaat;

2° hetzij wettelijk samenwoont met diegene ten aanzien van wie de afstamming vaststaat en bij wie het kind zijn hoofdverblijfplaats heeft, en die niet is verbonden door een band van bloedverwantschap die leidt tot een huwelijksverbod waarvoor geen ontheffing kan worden verleend;

3° hetzij sedert een onafgebroken periode van drie jaar voorafgaand aan de geboorte op permanente en affectieve wijze samenwoont met diegene ten aanzien van wie de afstamming vaststaat en bij wie het kind zijn hoofdverblijfplaats heeft, en niet is verbonden door een band van bloedverwantschap die leidt tot een huwelijksverbod waarvoor geen ontheffing kan worden verleend.

§2. In geval van overlijden van de moeder, is de duur van het vaderschapsverlof ten hoogste gelijk aan de duur van het bevallingsverlof, niet opgenomen door de moeder.

Het personeelslid dat vader is van het kind en die wenst te genieten van een vaderschapsverlof, licht het College van Burgemeester en Schepenen hierover schriftelijk in binnen de zeven dagen na de datum van overlijden van de moeder. Dit schrijven vermeldt de begindatum van het vaderschapsverlof en de vermoedelijke duur ervan. Een overlijdensakte van de moeder wordt zo spoedig mogelijk ingediend.

§3. Indien de moeder moet verpleegd worden, kan de agent, die de vader van het kind is, genieten van een vaderschapsverlof onder de volgende voorwaarden :

1°) de pasgeborene moet het ziekenhuis hebben verlaten

2°) de verpleging van de moeder moet langer dan 7 dagen duren

Het vaderschapsverlof mag niet vroeger aanvangen dan de 7e dag die volgt op de dag van de geboorte van het kind; het vaderschapsverlof eindigt op het ogenblik dat de verpleging van de moeder eindigt, en ten laatste op het einde van het nog niet opgenomen bevallingsverlof van de moeder.

Het personeelslid dat vader is van het kind en wenst te genieten van een vaderschapsverlof verwittigt schriftelijk het College van Burgemeester en Schepenen. Dit schrijven vermeldt de begindatum van het verlof en de vermoedelijke duur ervan. De verlofaanvraag wordt

gestaafd met een attest dat de duur van de verpleging van de moeder vermeldt, na de 7 dagen die volgen op de datum van de bevalling, en de datum dat de pasgeborene het ziekenhuis verlaten heeft.

§4. Het vaderschapsverlof wordt gelijkgesteld met een periode van actieve dienst. **Het wordt vergoed door de ziekteverzekering.**

ARTIKEL 9

Indien de pasgeborene in de verplegingsinstelling moet blijven na de 7 eerste dagen te rekenen vanaf zijn geboorte, wordt het postnatale verlof, mits een schriftelijke aanvraag van het vrouwelijke personeelslid, verlengd met een periode die gelijk is aan de periode waarin het kind gehospitaliseerd was, na de 7 eerste dagen. Deze verlenging mag niet langer zijn dan 24 weken.

Hiervoor moet het vrouwelijke personeelslid de volgende documenten overmaken aan haar **hiërarchische overste**:

1°) aan het einde van het postnatale verlof een getuigschrift van het ziekenhuis dat bewijst dat de pasgeborene is gehospitaliseerd gebleven na de 7 eerste dagen na zijn geboortedatum en dat de duurtijd van de hospitalisatie vermeldt

2°) als de verlenging geen 24 weken heeft geduurd en de pasgeborene nog steeds gehospitaliseerd moet blijven, een nieuw getuigschrift van het ziekenhuis dat bewijst dat de pasgeborene het ziekenhuis nog niet heeft verlaten en dat de lengte van de hospitalisatie vermeldt.

ARTIKEL 10

Het **moederschapsverlof** wordt bezoldigd door de ziekteverzekering, maar wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

6 Personnel – Règlement des congés des agents statutaires et en stage – Modification (périodes pouvant être prises en compte pour la prolongation du repos postnatal).

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement des congés des agents statutaires et en stage adopté en séance du 26 juin 2001 et ses modifications ultérieures, en particulier son chapitre IV « Congé de maternité », articles 8, 9 et 9A ;

Vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 39 à 44 concernant la protection de la maternité ;

Vu l'arrêté royal du 11 octobre 1991 assimilant certaines périodes à des périodes de travail en vue de la prolongation de la période d'interruption du travail au-delà de la huitième semaine après l'accouchement ;

Vu la loi du 12 juin 2020 modifiant les périodes survenues durant le repos prénatal et pouvant être prises en compte pour la prolongation du repos postnatal ;

Considérant que la loi susmentionnée étend la liste des périodes d'absence pouvant être assimilées à des périodes de travail en vue de la prolongation du congé postnatal obligatoire au-delà de la neuvième semaine après l'accouchement ;

Considérant également que, de ce fait, la possibilité de prolonger le congé postnatal d'une semaine lorsque la travailleuse a été incapable d'effectuer son travail pour cause de maladie ou d'accident durant toute la période prévue pour le congé prénatal est abrogée ;

Vu l'Arrêté royal du 8 juillet 2014 modifiant l'arrêté royal du 17 octobre 1994 relatif à la conversion du congé de maternité en congé de paternité en cas de décès ou d'hospitalisation de la mère, ouvrant la possibilité de convertir le congé de maternité en congé de paternité en cas de décès ou d'hospitalisation de la mère pour les co-parents du sexe masculin ou féminin ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de modifier le chapitre IV « Congé de maternité » du règlement des congés des agents statutaires et en stage afin d'assurer le traitement équitable entre agents statutaires et en stage d'une part et les agents travaillant sur base contractuelle de l'autre part ;

Considérant que les agents en stage en vue d'une nomination définitive ne sont plus rémunérées par la mutuelle pendant le congé de maternité ou de paternité mais pris en charge par l'administration communale et qu'il y a lieu d'adapter le règlement des congés des agents statutaires et en stage en conséquence ;

Vu le protocole d'accord n° 444 conclu entre les autorités et les organisations syndicales représentatives en date du 7 décembre 2020 ;

DECIDE,

De remplacer le chapitre IV « Congé de maternité » du règlement des congés des agents statutaires et en stage comme suit :

Ancien texte :

IV CONGE DE MATERNITE

ARTICLE 1

L'agent féminin doit fournir à l'administration communale un certificat médical attestant la date présumée de l'accouchement.

Ce certificat est à remettre au plus tard 7 semaines (cc 07/12/04 – MRBC 01/02/05) avant cette date ou, au plus tard 9 semaines (cc 07/12/04 – MRBC 01/02/05) avant cette date en cas de naissance multiple prévue.

ARTICLE 2

L'agent féminin a droit à un congé de maternité de 15 semaines, portées à 17 en cas de naissance multiple. L'agent féminin ne peut effectuer aucun travail à partir du 7ème jour qui précède la date présumée de l'accouchement jusqu'à la fin d'une période de 9 semaines (cc 07/12/04 – MRBC 01/02/05) qui prend cours le jour de l'accouchement (cc 27/04/04 – MRBC 22/06/04).

A la demande écrite de la travailleuse, l'administration communale est tenue de lui donner congé, dans la période qui précède l'accouchement, au plus tôt à partir de la 6ème semaine (cc 07/12/04 – MRBC 01/02/05), ou à partir de la 8ème (cc 07/12/04 – MRBC 01/02/05) en cas de naissance multiple prévue.

ARTICLE 3 (cc 07/12/04 – MRBC 01/02/05)

La partie des semaines de congé prénatal qui n'a pas été prise avant l'accouchement peut être convertie en congé postnatal, sauf pour les 7 jours qui précèdent la date présumée de l'accouchement.

Toutefois, en cas de naissance prématurée, le congé prénatal converti en congé postnatal, est réduit à concurrence du nombre de jours prestés pendant les 7 jours qui précédaient la date présumée de l'accouchement.

Par contre, lorsque l'agent féminin a épuisé le congé prénatal et que l'accouchement se produit après la date prévue, le congé prénatal est prolongé jusqu'à la date réelle de l'accouchement sans réduire le congé postnatal. Durant cette période l'agent féminin se trouve en congé de maternité.

ARTICLE 4 (cc 07/12/04 – MRBC 01/02/05)

En cas de naissance multiple, à la demande écrite de la travailleuse, l'administration communale est tenue de lui accorder une prolongation du congé postnatal d'un maximum de 2 semaines.

ARTICLE 5

Le congé de maternité est rémunéré par l'administration pour les agents statutaires et par l'assurance soins de santé pour les agents en stage (cc 27/04/04 – MRBC 22/06/04) et est assimilé à une période d'activité de service.

ARTICLE 6

Le congé de maternité n'est pas octroyé en cas de fausse couche se produisant avant le 181^{ème} jour de gestation. Les absences en résultant sont converties en congé de maladie.

ARTICLE 7

La travailleuse enceinte qui a averti le service du personnel de son état de grossesse a le droit de s'absenter du travail avec maintien de sa rémunération, le temps nécessaire pour se rendre aux examens médicaux prénataux qui ne peuvent avoir lieu en dehors des heures de travail.

Elle devra avertir – avant chaque examen – son chef de service de son absence et produire un certificat médical.

Les séances de kinésithérapie, d'apnotomie, de relaxation, aquathérapie, ou gymnastiques prénatales ne sont pas considérées comme des examens prénataux.

ARTICLE 8

Les périodes d'absences pour maladie dues à la grossesse qui se situent pendant les cinq semaines (sept semaines en cas de naissance multiple prévue) qui tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement sont converties en congé de maternité pour la détermination de la position administrative de l'agent féminin.

ARTICLE 9

L'absence pour maladie pendant les cinq semaines (sept semaines en cas de naissance multiple prévue) qui se situent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement n'est convertie en un congé de maternité que si la maladie est due à la grossesse. Ceci signifie que lorsqu'un agent féminin est absent pour une maladie qui n'a aucun lien avec la grossesse, l'absence n'est pas convertie en congé de maternité.

ARTICLE 9A (CC 25/9/2007 MRBC)

A la demande de la travailleuse, la période du repos de maternité postnatal, après la neuvième semaine, est prolongée d'une semaine lorsque la travailleuse a été incapable d'effectuer son travail pour cause de maladie ou d'accident durant toute la période allant de la sixième semaine précédent la date effective de l'accouchement, ou de la huitième semaine lorsqu'une naissance multiple est prévue, jusqu'à l'accouchement.

Cette disposition est applicable aux accouchements ayant lieu à partir du le 1/9/2006.

ARTICLE 10

§ 1. Si, à la date de l'accouchement, la mère de l'enfant décède ou est hospitalisée, le père de l'enfant obtient, à sa demande, un congé de paternité en vue d'assurer l'accueil de l'enfant.

§ 2. En cas de décès de la mère, la durée du congé de paternité est au maximum égale à la durée du congé de maternité non encore épuisée par la mère. L'agent qui est le père de l'enfant et qui souhaite bénéficier du congé de paternité en informe par écrit le collège des Bourgmestre et Echevins dans les sept jours à dater du décès de la mère. Cet écrit mentionne la date du début du congé de paternité et sa durée probable. Un extrait de l'acte de décès de la mère est produit dans les meilleurs délais.

§ 3. En cas d'hospitalisation de la mère, l'agent qui est le père de l'enfant peut bénéficier du congé de paternité aux conditions suivantes :

1°) le nouveau-né doit avoir quitté l'hôpital ;

2°) l'hospitalisation de la mère doit avoir une durée de plus de sept jours.

Le congé de paternité ne peut débuter avant le septième jour qui suit le jour de la naissance de l'enfant et se termine au moment où prend fin l'hospitalisation de la mère et au plus tard au terme de la partie du congé de maternité non encore épuisée par la mère.

L'agent qui est le père de l'enfant et qui souhaite bénéficier du congé de paternité en informe par écrit le collège des Bourgmestre et Echevins. Cet écrit mentionne la date du début du congé et sa durée probable.

La demande de congé est appuyée par une attestation certifiant la durée de l'hospitalisation de la mère au-delà des sept jours qui suivent la date de l'accouchement et la date à laquelle le nouveau-né est sorti de l'hôpital.

§ 4. Le congé de paternité est assimilé à une période d'activité de service. Il fait l'objet d'une indemnité versée par la mutuelle pour les agents contractuels ou est rémunéré par l'administration pour les agents statutaires.

ARTICLE 11 (cc 07/12/04 – MRBC 01/02/05)

Lorsque le nouveau-né doit rester dans l'établissement hospitalier après les 7 premiers jours à compter de sa naissance, à la demande écrite de l'agent féminin, le repos postnatal est prolongé d'une durée égale à la période pendant laquelle l'enfant est hospitalisé après les 7 premiers jours. La durée de cette prolongation ne peut dépasser 24 semaines.

A cet effet, l'agent féminin remet à son service :

1°) à la fin de la période de repos postnatal, une attestation de l'établissement hospitalier certifiant que le nouveau-né est resté hospitalisé après les 7 premiers jours à dater de sa naissance et mentionnant la durée de l'hospitalisation.

2°) le cas échéant, si la prolongation n'a pas atteint la durée de 24 semaines et que le nouveau-né doit encore rester hospitalisé, une nouvelle attestation de l'établissement hospitalier certifiant que le nouveau-né n'a pas encore quitté l'établissement hospitalier et mentionnant la durée de l'hospitalisation.

ARTICLE 12 (cc 07/12/04 – MRBC 01/02/05)

Les congés mentionnés aux articles 4 et 11 sont rémunérés par l'administration pour les agents statutaires et par l'assurance soins de santé pour les agents en stage.

Nouveau texte :

IV CONGE DE MATERNITE

ARTICLE 1

L'agent féminin doit fournir à l'administration communale un certificat médical attestant la date présumée de l'accouchement.

Ce certificat est à remettre au plus tard 7 semaines avant cette date ou, au plus tard 9 semaines avant cette date en cas de naissance multiple prévue.

ARTICLE 2

L'agent féminin a droit à un congé de maternité de 15 semaines, portées à 17 en cas de naissance multiple.

L'agent féminin ne peut effectuer aucun travail à partir du 7^e jour qui précède la date présumée de l'accouchement jusqu'à la fin d'une période de 9 semaines qui prend cours le jour de l'accouchement.

A la demande écrite de la travailleuse, l'administration communale est tenue de lui donner congé, dans la période qui précède l'accouchement, au plus tôt à partir de la 6^e semaine, ou à partir de la 8^e en cas de naissance multiple prévue.

ARTICLE 3

La partie des semaines de congé prénatal qui n'a pas été prise avant l'accouchement peut être convertie en congé postnatal, sauf pour les 7 jours qui précèdent la date présumée de l'accouchement.

Toutefois, en cas de naissance prématurée, le congé prénatal converti en congé postnatal, est réduit à concurrence du nombre de jours prestés pendant les 7 jours qui précédaient la date présumée de l'accouchement.

Par contre, lorsque l'agent féminin a épuisé le congé prénatal et que l'accouchement se produit après la date prévue, le congé prénatal est prolongé jusqu'à la date réelle de l'accouchement sans réduire le congé postnatal. Durant cette période l'agent féminin se trouve en congé de maternité.

ARTICLE 4

En cas de naissance multiple, à la demande écrite de la travailleuse, l'administration communale est tenue de lui accorder une prolongation du congé postnatal d'un maximum de 2 semaines.

ARTICLE 5

Le congé de maternité n'est pas octroyé en cas de fausse couche se produisant avant le 181^e jour de gestation. Les absences en résultant sont converties en congé de maladie.

ARTICLE 6

La travailleuse enceinte qui a averti le service du personnel de son état de grossesse a le droit de s'absenter du travail avec maintien de sa rémunération, le temps nécessaire pour se rendre aux examens médicaux prénataux qui ne peuvent avoir lieu en dehors des heures de travail.

Elle devra avertir – avant chaque examen – son **supérieur hiérarchique** de son absence et produire un certificat médical.

Les séances de kinésithérapie, d'hypnotomie, de relaxation, aquathérapie ou gymnastiques prénatales ne sont pas considérées comme des examens prénataux.

ARTICLE 7

Les périodes d'absences pour maladie qui se situent pendant les cinq semaines (sept semaines en cas de naissance multiple prévue) qui tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement sont assimilées à des périodes de travail pour la détermination de la position administrative de l'agent féminin.

Cette disposition entre en vigueur rétroactivement à partir du 1^{er} mars 2020.

ARTICLE 8

§ 1. Si, à la date de l'accouchement, la mère de l'enfant décède ou est hospitalisée, le père de l'enfant obtient, à sa demande, un congé de paternité en vue d'assurer l'accueil de l'enfant.

Par 'père', on entend : le père ou la personne de sexe féminin ou masculin mariée à la mère ou vivant en couple avec cette dernière au même domicile (par exemple la co-mère). Le cas échéant, le terme « congé de paternité » doit être suppléé par le terme « congé de naissance des co-parents ». Pour ce qui concerne les travailleurs sans filiation avec l'enfant, cette possibilité est ouverte à celui qui, au moment de la naissance de l'enfant :

- 1° soit est marié avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie;**
- 2° soit cohabite légalement avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie et chez laquelle l'enfant a sa résidence principale, et pour autant qu'ils ne soient pas unis par un lien de parenté entraînant une prohibition de mariage dont ils ne peuvent être dispensés ;**
- 3° soit, depuis une période ininterrompue de trois ans précédant la naissance, cohabite de manière permanente et affective avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie et chez laquelle l'enfant a sa résidence principale, et qu'ils ne soient pas unis par un lien de parenté entraînant une prohibition de mariage dont ils ne peuvent être dispensés.**

§ 2. En cas de décès de la mère, la durée du congé de paternité est au maximum égale à la durée du congé de maternité non encore épuisée par la mère. L'agent qui est le père de l'enfant et qui souhaite bénéficier du congé de paternité en informe par écrit le Collège des Bourgmestre et Echevins dans les sept jours à dater du décès de la mère. Cet écrit mentionne la date du début du congé de paternité et sa durée probable. Un extrait de l'acte de décès de la mère est produit dans les meilleurs délais.

§ 3. En cas d'hospitalisation de la mère, l'agent qui est le père de l'enfant peut bénéficier du congé de paternité aux conditions suivantes :

- 1°) le nouveau-né doit avoir quitté l'hôpital ;
- 2°) l'hospitalisation de la mère doit avoir une durée de plus de sept jours.

Le congé de paternité ne peut débuter avant le septième jour qui suit le jour de la naissance de l'enfant et se termine au moment où prend fin l'hospitalisation de la mère et au plus tard au terme de la partie du congé de maternité non encore épuisée par la mère.

L'agent qui est le père de l'enfant et qui souhaite bénéficier du congé de paternité en informe par écrit le

Collège des Bourgmestre et Echevins. Cet écrit mentionne la date du début du congé et sa durée probable. La demande de congé est appuyée par une attestation certifiant la durée de l'hospitalisation de la mère au-delà des sept jours qui suivent la date de l'accouchement et la date à laquelle le nouveau-né est sorti de l'hôpital.

§ 4. Le congé de paternité est assimilé à une période d'activité de service. **Il est rémunéré par l'administration.**

ARTICLE 9

Lorsque le nouveau-né doit rester dans l'établissement hospitalier après les 7 premiers jours à compter de sa naissance, à la demande écrite de l'agent féminin, le repos postnatal est prolongé d'une durée égale à la période pendant laquelle l'enfant est hospitalisé après les 7 premiers jours. La durée de cette prolongation ne peut dépasser 24 semaines.

A cet effet, l'agent féminin remet à son **supérieur hiérarchique** :

1°) à la fin de la période de repos postnatal, une attestation de l'établissement hospitalier certifiant que le nouveau-né est resté hospitalisé après les 7 premiers jours à dater de sa naissance et mentionnant la durée de l'hospitalisation.

2°) le cas échéant, si la prolongation n'a pas atteint la durée de 24 semaines et que le nouveau-né doit encore rester hospitalisé, une nouvelle attestation de l'établissement hospitalier certifiant que le nouveau-né n'a pas encore quitté l'établissement hospitalier et mentionnant la durée de l'hospitalisation.

ARTICLE 10

Les congés **de maternité ou de paternité** sont rémunérés par **l'administration**.

Personeel – Reglement betreffende de verloven van het vastbenoemde personeel en de agenten in stage – Wijziging (periodes die in rekenschap kunnen worden genomen voor de verlenging van de nabevallingsrust).

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op het reglement betreffende de verloven van het vastbenoemde personeel en de agenten in stage, aangenomen in zitting van 26 juni 2001, en zijn latere wijzigingen, en in het bijzonder hoofdstuk IV 'Bevallingsverlof', artikelen 8, 9 en 9A;

Gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971, inzonderheid artikelen 39 t.e.m. 44 betreffende de moederschapsbescherming;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 oktober 1991 tot gelijkstelling van sommige periodes met periodes van arbeid met het oog op de verlenging van de periode van arbeidsonderbreking na de achtste week na de bevalling;

Gelet op de wet van 12 juni 2020 tot wijziging van de periodes die plaatsvinden tijdens de voorbevallingsrust en in aanmerking kunnen worden genomen voor de verlenging van de nabevallingsrust;

Overwegende dat bovenvermelde wet de lijst afwezigheden die gelijkgesteld kunnen worden aan periodes van arbeid met het oog op de verlenging van de verplichte moederschapsrust na de negende week na de

bevalling uitbreidt;

Overwegende tevens dat de mogelijkheid wordt afgeschaft om de moederschapsrust met een week te verlengen wanneer het personeelslid wegens ziekte of ongeval niet in staat was haar werk uit te voeren voor de hele periode van het prenatale verlof;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 2014 tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 oktober 1994 betreffende de omzetting van het moederschapsverlof in vaderschapsverlof bij overlijden of hospitalisatie van de moeder, dat de mogelijkheid om de moederschapsrust om te zetten in vaderschapsrust in het geval van overlijden of ziekenhuisopname van de moeder openstelt voor meouders van zowel het mannelijke als het vrouwelijke geslacht;

Overwegende bijgevolg dat hoofdstuk IV 'Bevallingsverlof' van het reglement betreffende de verloven van het vastbenoemde personeel en de agenten in stage moet worden gewijzigd teneinde te zorgen voor een gelijke behandeling tussen de statutaire personeelsleden en de personeelsleden die in stage zijn enerzijds en de personeelsleden die op contractuele basis werken enerzijds;

Overwegende dat de personeelsleden die in stage met het oog op een vaste benoeming zijn gedurende de moederschaps- of vaderschapsrust niet langer door het ziekenfonds worden uitbetaald, maar ten laste worden genomen door het gemeentebestuur en dat het reglement betreffende de verloven van het vastbenoemde personeel en de agenten in stage dientengevolge dient te worden gewijzigd;

Gelet op protocolakkoord nr. 444 gesloten tussen de overheid en de representatieve vakbondsorganisaties op 7 december 2020;

BESLIST,

Hoofdstuk IV 'Bevallingsverlof' van het reglement betreffende de verloven van het vastbenoemde personeel en de agenten in stage als volgt te wijzigen:

Oude tekst:

IV. Bevallingsverlof

ARTIKEL 1

De vrouwelijke agent moet bij het gemeentebestuur een medisch getuigschrift indienen dat de vermoedelijke datum van de bevalling vaststelt. Dit getuigschrift moet ingediend worden ten laatste 7 weken (gr 07/12/04 – MBHG 01/02/05) vóór deze datum, of ten laatste 9 weken (gr 07/12/04 – MBHG 01/02/05) vóór deze datum in het geval van een voorziene meervoudige geboorte.

ARTIKEL 2

De vrouwelijke agent heeft recht op een bevallingsverlof van 15 weken, of 17 weken in geval van een meervoudige geboorte.

De vrouwelijke agent mag geen arbeid meer leveren vanaf de 7e dag voorafgaand aan de vermoedelijke datum van de geboorte tot op het einde van een periode van 9 weken (gr 07/12/04 – MBHG 01/02/05) die begint op de dag van de bevalling (gr 27/04/04 – MBHG 22/06/04).

Op eenvoudige schriftelijke aanvraag moet het gemeentebestuur haar echter verlof toekennen in de periode voorafgaand aan de geboorte, ten vroegste vanaf de 6e week (gr 07/12/04 – MBHG 01/02/05) of vanaf de 8e week (gr 07/12/04 – MBHG 01/02/05) in geval van meervoudige geboorte.

ARTIKEL 3 (gr 07/12/04 – MBHG 01/02/05)

Het gedeelte van dit prenataal verlof dat niet opgenomen werd vóór de geboorte, mag omgezet worden in postnataal verlof, met uitzondering van de 7 dagen voorafgaand aan de vermoedelijke bevallingsdatum.

In geval van meervoudige vroegtijdige geboorten, wordt het prenataal verlof dat werd omgezet in postnataal verlof, verminderd in verhouding tot het aantal dagen die gepresteerd werden binnen de 7 dagen die de vermoedelijke bevallingsdatum voorafgingen.

Echter, indien de vrouwelijke agent haar prenataal verlof opgenomen heeft en de bevalling gebeurt na de vermoedelijke datum, wordt het prenataal verlof verlengd tot de dag van de werkelijke bevalling, zonder het postnataal bevallingsverlof te verminderen. Gedurende deze periode is de vrouwelijke agent met bevallingsverlof.

ARTIKEL 4 (gr 07/12/04 – MBHG 01/02/05)

Bij meervoudige geboorten, mits geschreven aanvraag van de werkneemster, is het bestuur ertoe gehouden haar een verlenging van het prenatale verlof toe te kennen met een maximum van 2 weken.

ARTIKEL 5

Het bevallingsverlof wordt bezoldigd door het gemeentebestuur voor de statutaire agenten en door de ziekteverzekering voor de agenten in stage (gr 27/04/04 – MBHG 22/06/04) en wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

ARTIKEL 6

Het bevallingsverlof wordt niet toegekend in geval van een miskraam die zich voordoet vóór de 181e dag van de zwangerschap. De hieruit volgende afwezigheden worden omgezet in ziekteverlof.

ARTIKEL 7

De vrouwelijke agent, die de dienst personeel op de hoogte heeft gesteld van haar zwangerschap, heeft het recht om de nodige tijd afwezig te zijn om zich te begeven naar de prenatale onderzoeken die niet buiten de diensturen kunnen gebeuren, en dit met behoud van haar loon.

Ze moet – voorafgaandelijk aan elk onderzoek – de dienstchef van haar afwezigheid op de hoogte stellen en een medisch attest voorleggen.

De behandelingen van kinesithérapie, aptonomie, relaxatie, aquatherapie of prenatale gymnastiek worden niet als prenatale onderzoeken beschouwd.

ARTIKEL 8

De periodes van afwezigheid wegens ziekte te wijten aan de zwangerschap, gedurende de vijf weken (zeven weken in geval van een meervoudige geboorte), vóór de 7e dag voor de dag van de werkelijke geboorte, worden omgezet in bevallingsverlof voor de bepaling van de administratieve stand van de vrouwelijke agent.

ARTIKEL 9

De afwezigheid wegens ziekte gedurende een periode van zes weken vóór de 7e dag voor de dag van de werkelijke geboorte (acht weken in geval van een meervoudige geboorte), wordt slechts omgezet in bevallingsverlof indien de afwezigheid te wijten is aan de zwangerschap. Dit betekent dus dat de afwezigheden die niet te wijten zijn aan de zwangerschap, niet worden omgezet in bevallingsverlof.

Artikel 9a (gr 25/9/2007 MBHG)

Op aanvraag van de werkneemster kan het postnataal verlof na de negende week met een week verlengd worden wanneer ze tijdens de ganse periode van 6 weken voorafgaand aan de bevallingsdatum (of 8 weken in geval van een meerling) arbeidsongeschikt ten gevolge van ziekte op ongeval was.

Deze mogelijkheid geldt voor de bevallingen die plaatsvinden vanaf 1 september 2006.

ARTIKEL 10

§1. Indien op de dag van de bevalling de moeder van het kind overlijdt, of verpleegd moet worden, verkrijgt de vader op aanvraag een vaderschapsverlof met het oog op de opvang van het kind.

§2. In geval van overlijden van de moeder, is de duur van het vaderschapsverlof ten hoogste gelijk aan de duur van het bevallingsverlof, niet opgenomen door de moeder.

De agent die vader is van het kind en die wenst te genieten van een vaderschapsverlof, licht het College van Burgemeester en Schepenen hierover schriftelijk in binnen de zeven dagen na de datum van overlijden van de moeder. Dit schrijven vermeldt de begindatum van het vaderschapsverlof en de vermoedelijke duur ervan. Een overlijdensakte van de moeder wordt zo spoedig mogelijk ingediend.

§3. Indien de moeder moet verpleegd worden, kan de agent, die de vader van het kind is, genieten van een vaderschapsverlof onder de volgende voorwaarden :

- 1°) de pasgeborene moet het ziekenhuis hebben verlaten
- 2°) de verpleging van de moeder moet langer dan 7 dagen duren

Het vaderschapsverlof mag niet vroeger aanvangen dan de 7e dag die volgt op de dag van de geboorte van het kind; het vaderschapsverlof eindigt op het ogenblik dat de verpleging van de moeder eindigt, en ten laatste op het einde van het nog niet opgenomen bevallingsverlof van de moeder.

De agent die vader is van het kind en wenst te genieten van een vaderschapsverlof verwittigt schriftelijk het College van Burgemeester en Schepenen. Dit schrijven vermeldt de begindatum van het verlof en de vermoedelijke duur ervan. De verlofaanvraag wordt gestaafd met een attest dat de duur van de verpleging van de moeder vermeldt, na de 7 dagen die volgen op de datum van de bevalling, en de datum dat de pasgeborene het ziekenhuis verlaten heeft.

§4. Het vaderschapsverlof wordt gelijkgesteld met een periode van actieve dienst. Het wordt vergoed door de ziekteverzekering voor de contractuele agenten en wordt bezoldigd door het bestuur voor de benoemde agenten..

ARTIKEL 11 (gr 07/12/04 – MBHG 01/02/05)

Indien de pasgeborene in de verpleginginstelling moet blijven na de 7 eerste dagen te rekenen vanaf zijn geboorte, wordt het postnatale verlof, mits een schriftelijke aanvraag van de vrouwelijke agent, verlengd met een periode die gelijk is aan de periode waarin het kind gehospitaliseerd was, na de 7 eerste dagen. Deze verlenging mag niet langer zijn dan 24 weken.

Hiervoor moet de vrouwelijke agent de volgende documenten indienen bij haar dienst :

1°) aan het einde van het postnatale verlof een getuigschrift van het ziekenhuis dat bewijst dat de pasgeborene is gehospitaliseerd gebleven na de 7 eerste dagen na zijn geboortedatum en dat de duurtijd van de hospitalisatie vermeldt

2°) als de verlenging geen 24 weken heeft geduurd en de pasgeborene nog steeds gehospitaliseerd moet blijven, een nieuw getuigschrift van het ziekenhuis dat bewijst dat de pasgeborene het ziekenhuis nog niet heeft verlaten en dat de duurtijd van de hospitalisatie vermeldt.

ARTIKEL 12 (gr 07/12/04 – MBHG 01/02/05)

De verloven vermeld in artikels 4 en 11 zijn bezoldigd door het gemeentebestuur voor de statutaire agenten en door de ziekteverzekering voor de agenten in stage.

Nieuwe tekst:

IV. Bevallingsverlof

ARTIKEL 1

Het vrouwelijke personeelslid moet bij het gemeentebestuur een medisch getuigschrift indienen dat de vermoedelijke datum van de bevalling vaststelt. Dit getuigschrift moet ingediend worden ten laatste 7 weken vóór deze datum, of ten laatste 9 weken vóór deze datum in het geval van een voorziene meervoudige geboorte.

ARTIKEL 2

Het vrouwelijke personeelslid heeft recht op een bevallingsverlof van 15 weken, of 17 weken in geval van een meervoudige geboorte.

Het vrouwelijke personeelslid mag geen arbeid meer leveren vanaf de 7e dag voorafgaand aan de vermoedelijke datum van de geboorte tot op het einde van een periode van 9 weken die begint op de dag van de bevalling.

Op eenvoudige schriftelijke aanvraag moet het gemeentebestuur haar echter verlof toekennen in de periode voorafgaand aan de geboorte, ten vroegste vanaf de 6e week of vanaf de 8e week in geval van meervoudige geboorte.

ARTIKEL 3

Het gedeelte van dit prenataal verlof dat niet opgenomen werd vóór de geboorte, mag omgezet worden in postnataal verlof, met uitzondering van de 7 dagen voorafgaand aan de vermoedelijke bevallingsdatum.

In geval van meervoudige vroegtijdige geboorten, wordt het prenataal verlof dat werd omgezet in postnataal verlof, verminderd in verhouding tot het aantal dagen die gepresteerd werden binnen de 7 dagen die de vermoedelijke bevallingsdatum voorafgingen.

Echter, indien het vrouwelijke personeelslid haar prenataal verlof opgenomen heeft en de bevalling plaatsvindt na de vermoedelijke datum, wordt het prenataal verlof verlengd tot de dag van de werkelijke bevalling, zonder het postnataal bevallingsverlof te verminderen. Gedurende deze periode is het vrouwelijke personeelslid met bevallingsverlof.

ARTIKEL 4

Bij meervoudige geboorten, mits geschreven aanvraag van de werkneemster, is het bestuur ertoe gehouden haar een verlenging van het prenatale verlof toe te kennen met een maximum van 2 weken.

ARTIKEL 5

Het bevallingsverlof wordt niet toegekend in geval van een miskraam die zich voordoet vóór de 181e dag van de zwangerschap. De hieruit volgende afwezigheden worden omgezet in ziekteverlof.

ARTIKEL 6

Het vrouwelijke personeelslid, dat de Personeelsdienst op de hoogte heeft gesteld van haar zwangerschap, heeft het recht om de nodige tijd afwezig te zijn om zich te begeven naar de prenatale onderzoeken die niet buiten de diensturen kunnen gebeuren, en dit met behoud van haar loon.

Ze moet – voorafgaandelijk aan elk onderzoek – haar **hiërarchische overste** van haar afwezigheid op de hoogte stellen en een medisch attest voorleggen.

De behandelingen van kinesitherapie, haptonomie, relaxatie, aquatherapie of prenatale gymnastiek worden niet als prenatale onderzoeken beschouwd.

ARTIKEL 7

De periodes van afwezigheid wegens ziekte die plaatsvinden gedurende de vijf weken (zeven weken in het geval van voorziene meervoudige geboorte) vóór de zevende dag voorafgaand aan de dag van de daadwerkelijke bevalling worden gelijkgesteld met periodes van arbeid voor de bepaling van de administratieve stand van het vrouwelijke personeelslid.

Deze bepaling treedt retroactief in werking vanaf 1 maart 2020.

ARTIKEL 8

§1. Indien op de dag van de bevalling de moeder van het kind overlijdt, of verpleegd moet worden, verkrijgt de vader op aanvraag een vaderschapsverlof met het oog op de opvang van het kind.

Onder ‘vader’ wordt verstaan: de vader of de persoon van het vrouwelijke of mannelijke geslacht die met de moeder getrouwd is of met die laatste samenwoont op hetzelfde adres (bv. de meemoeder). In voorkomend geval moet de term ‘vaderschapsverlof’ worden vervangen door de term ‘geboorteverlof voor meeouders’. Voor wat de personeelsleden zonder afstammingsband met het kind betreft, wordt deze mogelijkheid opengesteld voor diegene die op het ogenblik van de geboorte van het kind:

1° hetzij gehuwd is met diegene ten aanzien van wie de afstamming vaststaat;

2° hetzij wettelijk samenwoont met diegene ten aanzien van wie de afstamming vaststaat en bij wie het kind zijn hoofdverblijfplaats heeft, en die niet is verbonden door een band van

bloedverwantschap die leidt tot een huwelijksverbod waarvoor de Koning geen ontheffing kan worden verleend;

3° hetzij sedert een onafgebroken periode van drie jaar voorafgaand aan de geboorte op permanente en affectieve wijze samenwoont met diegene ten aanzien van wie de afstamming vaststaat en bij wie het kind zijn hoofdverblijfplaats heeft, en niet is verbonden door een band van bloedverwantschap die leidt tot een huwelijksverbod waarvoor geen ontheffing kan worden verleend.

§2. In geval van overlijden van de moeder, is de duur van het vaderschapsverlof ten hoogste gelijk aan de duur van het bevallingsverlof, niet opgenomen door de moeder.

Het personeelslid dat vader is van het kind en wenst te genieten van een vaderschapsverlof, licht het College van Burgemeester en Schepenen hierover schriftelijk in binnen de zeven dagen na de datum van overlijden van de moeder. Dit schrijven vermeldt de begindatum van het vaderschapsverlof en de vermoedelijke duur ervan. Een overlijdensakte van de moeder wordt zo spoedig mogelijk ingediend.

§3. Indien de moeder moet verpleegd worden, kan het personeelslid dat de vader van het kind is, genieten van een vaderschapsverlof onder de volgende voorwaarden :

- 1° de pasgeborene moet het ziekenhuis hebben verlaten
- 2° de verpleging van de moeder moet langer dan 7 dagen duren

Het vaderschapsverlof mag niet vroeger aanvangen dan de 7e dag die volgt op de dag van de geboorte van het kind; het vaderschapsverlof eindigt op het ogenblik dat de verpleging van de moeder eindigt, en ten laatste op het einde van het nog niet opgenomen bevallingsverlof van de moeder.

Het personeelslid dat de vader is van het kind en wenst te genieten van een vaderschapsverlof verwittigt schriftelijk het College van Burgemeester en Schepenen. Dit schrijven vermeldt de begindatum van het verlof en de vermoedelijke duur ervan. De verlofaanvraag wordt gestaafd met een attest dat de duur van de verpleging van de moeder vermeldt, na de 7 dagen die volgen op de datum van de bevalling, en de datum dat de pasgeborene het ziekenhuis verlaten heeft.

§4. Het vaderschapsverlof wordt gelijkgesteld met een periode van actieve dienst. **Het wordt bezoldigd door het gemeentebestuur.**

ARTIKEL 9

Indien de pasgeborene in de verplegingsinstelling moet blijven na de 7 eerste dagen te rekenen vanaf zijn geboorte, wordt het postnatale verlof, mits een schriftelijke aanvraag van het vrouwelijke personeelslid, verlengd met een periode die gelijk is aan de periode waarin het kind gehospitaliseerd was, na de 7 eerste dagen. Deze verlenging mag niet langer zijn dan 24 weken.

Hiervoor moet het vrouwelijke personeelslid de volgende documenten overmaken aan haar **hiërarchische overste**:

- 1° aan het einde van het postnatale verlof een getuigschrift van het ziekenhuis dat bewijst dat de pasgeborene is gehospitaliseerd gebleven na de 7 eerste dagen na zijn geboortedatum en dat de duurtijd van de hospitalisatie vermeldt
- 2° als de verlenging geen 24 weken heeft geduurd en de pasgeborene nog steeds gehospitaliseerd moet blijven, een nieuw getuigschrift van het ziekenhuis dat bewijst dat de pasgeborene het ziekenhuis nog niet heeft verlaten en dat de duurtijd van de hospitalisatie vermeldt.

ARTIKEL 10

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Subsides - Subsidies

7 Subsides - Avenant Convention 2019 - Subvention de 304.565,00 € à la commune de Forest pour la réalisation de petits travaux d'infrastructure pour la sécurisation de celle-ci.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil du 2 juillet 2019 approuvant la convention de mise à disposition d'une subvention de la Région de Bruxelles-Capitale de 304.565,00 € pour le réaménagement des rues et carrefours ;

Considérant que la Convention portait sur 3 projets à savoir :

- Réalisation d'une zone test « rue scolaire » à la rue du Mystère,
- Aménagement du carrefour rue de Lisala – rue de Lusambo,
- Aménagement d'un plateau ralentisseur à proximité de l'école située rue de Meyerbeer.

Considérant la demande de la commune de Forest de modifier les projets à subsidier et de ne financer qu'un seul projet avec la subvention 2019 à savoir : « Aménagement du carrefour rue de Lisala – rue de Lusambo »;

Considérant que les deux autres projets seront financés dans le cadre de la Convention 2020 de soutien régional aux actions communales de mobilité et de sécurité routière, approuvé par le Conseil le 15/09/2020;

Considérant l'accord de la Région de modifier la Convention 2019 afin qu'elle porte uniquement sur les travaux réalisés pour la « Rue Lusambo, école le Tremplin :sécurisation de l'abord d'école » ;

Considérant l'avenant à la Convention conclue 2019 joint au dossier modifiant les « article 1 – objet de la convention » et « article 4 : Modalités de liquidation et pièces à fournir lors des demandes de paiement »;

Considérant que cet avenant vise à redéfinir les travaux réalisés et financés par la Région ainsi que les modalités de liquidation y afférentes, les autres articles de la Convention restent valable ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver l'avenant joint au dossier ;

DECIDE :

D'approuver l'avenant à la Convention conclue en 2019 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Forest, ci-annexée ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de l'avenant.

Subsidies – Bijakte overeenkomst 2019 – Toelage van 304.565,00 € aan de gemeente Vorst voor de uitvoering van kleine infrastructuurwerken voor de veiligheid.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Raad van 2 juli 2019 tot goedkeuring van de overeenkomst van terbeschikkingstelling van een toelage van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 304.565,00 € voor de herinrichting van de straten en kruispunten;

Overwegende dat de Overeenkomst betrekking had op 3 projecten, namelijk:

- Realisatie van een testzone “schoolstraat” in de Mysteriesstraat,
- Aanleg van het kruispunt Lisalastraat – Lusambostraat,
- Aanleg van een verkeersdrempel vlak bij de school gelegen Meyerbeerstraat.

Overwegende de aanvraag van de gemeente Vorst om de te subsidiëren projecten te wijzigen en slechts één project te financieren met de subsidie 2019, namelijk: “Aanleg van het kruispunt Lisalastraat – Lusambostraat”;

Overwegende dat de twee andere projecten zullen worden gefinancierd in het kader van de Overeenkomst 2020 inzake gewestelijke steun voor gemeentelijke mobiliteits- en verkeersveiligheidsacties, goedgekeurd door de Raad op 15 september 2020;

Overwegende het akkoord van het Gewest om de Overeenkomst 2019 zodanig te wijzigen dat ze enkel betrekking heeft op de werkzaamheden voor “Lusambostraat, school Le Tremplin: beveiliging van de schoolomgeving”;

Overwegende de aan het dossier gehechte bijakte bij de Overeenkomst 2019 tot wijziging van "artikel 1 - Voorwerp van de overeenkomst" en "artikel 4": Betalingsmodaliteiten en te bezorgen stukken bij de aanvragen tot betaling”;

Overwegende dat deze bijakte tot doel heeft de door het Gewest uitgevoerde en gefinancierde werken en de bijhorende vereffeningsregels te herdefiniëren, blijven de overige artikelen van de Overeenkomst van kracht;

Overwegende dat de bij het dossier gevoegde bijakte goedgekeurd moet worden;

BESLIST:

De bijakte bij de Overeenkomst die in 2019 werd afgesloten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst, als bijlage, goed te keuren;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, te gelasten de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van de bijakte.

2 annexes / 2 bijlagen

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège du 20 août 2020 de répondre à l'appel à projets 2020 "Action Climat" à l'intention des communes et CPAS bruxellois ;

Considérant que la commune a déposé trois dossiers de candidatures ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 décembre 2020, d'octroyer à la commune de Forest les subsides suivants :

- Un subside de 150.000 € pour l'élaboration d'un Programme local d'Action Climat
- Un subside de 34.000 € pour la mise en œuvre du projet "Good Water"
- Un subside de 40.000 € pour la mise en œuvre du projet "Végétalab"

Considérant qu'il y a lieu d'approuver les trois conventions relatives aux subsides mentionnés ci-dessus et jointes au dossier ;

DECIDE

D'adopter les trois conventions entre la commune et Bruxelles Environnement, jointes en annexe ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la commune lors de la signature de ces conventions.

Subsidies – Overeenkomsten tussen de gemeente en Leefmilieu Brussel betreffende de toekenning van subsidies voor de uitvoering voor lokale klimaatacties - Projectoproep 2020.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van 20 augustus 2020 om in te gaan op de projectoproep "Klimaatactie 2020" voor de Brusselse gemeenten en OCMW's;

Overwegende dat de gemeente drie kandidaatstellingsdossiers heeft ingediend;

Gelet op de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 10 december 2020 om de gemeente Vorst de volgende subsidies toe te kennen:

- Een subsidie van 150.000 € voor het opstellen van een lokaal klimaatactieprogramma
- Een subsidie van 34.000 € voor de uitvoering van het project "GoodWater"
- Een subsidie van 40.000 € voor de uitvoering van het project "Vegetalab";

Overwegende dat de drie overeenkomsten betreffende de bovenvermelde subsidies, die bij het dossier worden gevoegd, goedgekeurd moeten worden;

BESLIST

De drie overeenkomsten tussen de gemeente en Leefmilieu Brussel, als bijlage, goed te keuren;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de gemeente geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van deze overeenkomsten.

3 annexes / 3 bijlagen

RECEVEUR - ONTVANGER

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

9 Tutelle CPAS – Budget CPAS 2020 – Modification budgétaire N°4.

LE CONSEIL,

Vu l'article 112 § 1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale du CPAS du 17 décembre 2020, adoptant la modification N°4 du budget 2020 du CPAS;

Attendu que la décision du Conseil de l'Action Sociale du CPAS du 17 décembre 2020, arrêtant la modification N°4 du budget 2020 a été réceptionnée par l'administration communale le 22 décembre 2020;

Vu la circulaire n° CIRC 2020/14 du 03 novembre 2020 émanant de BPL relative à l'octroi d'une prime unique au personnel « Communal et CPAS » dont le montant total est de 638.251,37 €;

Considérant que la présente modification N°4 du budget 2020 du CPAS a donc pour objet l'octroi de la prime unique au personnel du CPAS pour 2020 ;

Attendu que la modification budgétaire communale N°10, approuvée au Conseil Communal du 15 décembre 2020 prévoit un montant de 204.623,39 « quote-part CPAS prime unique » ;

Attendu que la modification budgétaire N°4 du CPAS, prévoit un montant de 242.709,49 € « quote-part CPAS prime unique »

Considérant que le montant demandé par le CPAS est supérieur de 38.086,10 € à celui prévu et voté au Conseil Communal du 15 décembre 2020 « modification budgétaire N°10 »

Vu le courriel du Président du CPAS en date du 23 décembre 2020, admettant le montant prévu par la commune (en annexe) ;

DECIDE,

D'approuver la décision du Conseil du CPAS du 17 décembre 2020 adoptant la modification budgétaire N° 4 du budget 2020 du CPAS avec un montant de 204.623,39 € à rétrocéder au CPAS .

Toezicht OCMW – Begroting OCMW 2020 – Begrotingswijziging nr. 4.

DE RAAD,

Gelet op artikel 112 §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW van 17 december 2020 tot goedkeuring van wijziging nr. 4 van de begroting 2020 van het OCMW;

Overwegende dat de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW van 17 december 2020 tot goedkeuring van wijziging nr. 4 van de begroting 2020 ontvangen door het gemeentebestuur op 22 december 2020;

Gelet op de omzendbrief CIRC 2020/14 van 3 november 2020 van Brussel Plaatselijke Besturen, betreffende de toekenning van een eenmalige premie aan het gemeente- en OCMW-personeel, voor een bedrag van 638.251,37 €;

Overwegende dat onderhavige begrotingswijziging nr. 4 van de begroting 2020 van het OCMW dus als voorwerp heeft de toekenning van de eenmalige premie aan het OCMW-personeel voor 2020;

Overwegende dat begrotingswijziging nr. 10, goedgekeurd in de Gemeenteraad van 15 december 2020, voorziet in een bedrag van 204.623,39 €, “aandeel OCMW eenmalige premie”;

Overwegende dat begrotingswijziging nr. 4 van het OCMW voorziet in een bedrag van 242.709,49 € “aandeel OCMW eenmalige premie”;

Overwegende dat het door het OCMW gevraagde bedrag 38.086,10 € hoger is dan het bedrag goedgekeurd in de Gemeenteraad van 15 december 2020 “begrotingswijziging nr. 10”;

Gelet op de e-mail van de OCMW-voorzitter van 23 december 2020 waarin wordt ingestemd met het door de gemeente voorziene bedrag (in bijlage);

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan de beslissing van de Raad van het OCMW van 17 december 2020 tot goedkeuring van begrotingswijziging nr. 4 van de begroting 2020 van het OCMW met een bedrag van 204.623,39 € over te dragen aan het OCMW.

6 annexes / 6 bijlagen

10 **Tutelle CPAS – Budget CPAS 2020 – Modification budgétaire n°5.**

LE CONSEIL,

Vu l’article 112 § 1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d’Action Sociale (CPAS) ;

Vu la décision du Conseil de l’Action Sociale du CPAS du 17 décembre 2020, adoptant la modification n°5 du budget 2020 du CPAS;

Attendu que la décision du Conseil de l’Action Sociale du CPAS du 17 décembre 2020, arrêtant la modification n°5 du budget 2020 à été réceptionnée par l’administration communale le 22 décembre 2020;

Considérant que la présente modification n°5 du budget 2020 du CPAS a donc pour objet :

- La revalorisation de l'estimation des dépenses de dette pour un montant de 20.000,00 €;
- La Création d'un Fond de réserve d'exploitation « Subside COVID-19 » afin d'utiliser le solde non utilisé en 2020 dans le courant de l'exercice budgétaire 2021 ;
- Le transfert des dépenses effectuées suite à la crise sanitaire dans la nouvelle fonction 8790 ;

Considérant le solde nul de ces modifications et l'absence d'impact négatif sur la dotation communale 2020 au CPAS ;

Considérant que ces variations sont présentées dans la note explicative ci-jointe ;

DECIDE,

D'approuver la décision du Conseil du CPAS du 17 décembre 2020 adoptant la modification budgétaire n°5 du budget 2020.

Toezicht OCMW – Begroting OCMW 2020 – Begrotingswijziging nr. 5.

DE RAAD,

Gelet op artikel 112 §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW van 17 december 2020 tot goedkeuring van wijziging nr. 5 van de begroting 2020 van het OCMW;

Overwegende dat de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW tot goedkeuring van wijziging nr. 5 van de begroting 2020 ontvangen door het gemeentebestuur op 22 december 2020;

Overwegende dat onderhavige begrotingswijziging nr. 5 van de begroting 2020 van het OCMW dus als voorwerp heeft:

- de herwaardering van de raming van de schulduitgaven voor een bedrag van 20.000,00 €;
- de creatie van een exploitatiereservefonds "Subsidie Covid-19" om het in 2020 ongebruikte saldo in de loop van begrotingsjaar 2021 te gebruiken;
- de overdracht van de uitgaven ingevolge de gezondheidscrisis in de nieuwe functie 8790;

Overwegende het nulsaldo van deze wijzigingen en de afwezigheid van negatieve impact op de gemeentedotatie 2020 aan het OCMW;

Overwegende dat deze aanpassingen verklaard worden in de bijgevoegde nota;

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan de beslissing van de OCMW-raad van 17 december 2020 tot goedkeuring van begrotingswijziging nr. 5 van de begroting 2020.

11 **Tutelle CPAS – Décisions du Conseil de l'Action Sociale du CPAS en séance du 17 décembre 2020 – Marchés publics - Marché d'assurance - Convention de collaboration - Tutelle générale.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 110 §2 de la nouvelle loi organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale (CAS) du CPAS en séance du 17 décembre 2020 ayant pour objet « Marchés conjoints d'assurance - Convention de collaboration »;

Considérant que l'actuel marché public conjoint d'assurances associant la Commune et le CPAS de Forest vient à échéance le 31 décembre 2021 ;

Considérant qu'il faut recourir à un auteur de projet chargé de passer un marché d'assurances pour la Commune et un autre pour le CPAS ;

Considérant qu'il faut formaliser la collaboration entre la Commune et le CPAS pour la passation du marché relatif à la désignation du marché conseiller en assurances ;

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale (CAS) du CPAS en séance du 17 décembre 2020 ayant pour objet « Marchés conjoints d'assurance - Convention de collaboration » réceptionnée par l'administration communale le 22 décembre 2020 selon l'art. 110. § 1^{er} de la nouvelle loi organique;

DECIDE,

D'approuver la convention entre la commune de Forest et le CPAS de Forest relative à la réalisation d'un marché-conjoint de conseil en assurances en annexe.

Toezicht OCMW - Beslissingen van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW in zitting van 17 december 2020 - Overheidsopdrachten - Opdracht inzake verzekering - Samenwerkingsovereenkomst - Algemeen toezicht.

DE RAAD,

Gelet op artikel 110 §2 van de organieke wet betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW in zitting van 17 december 2020 betreffende de "Gezamenlijke opdracht inzake verzekering - Samenwerkingsovereenkomst";

Overwegende dat de huidige gezamenlijke overheidsopdracht inzake verzekeringen van de Gemeente en het OCMW van Vorst afloopt op 31 december 2021;

Overwegende dat er een beroep dient te worden gedaan op een projectontwerper voor de plaatsing van een opdracht inzake verzekeringen voor de Gemeente en een andere voor het OCMW;

Overwegende dat de samenwerking tussen de Gemeente en het OCMW voor de plaatsing van de opdracht

betreffende de gunning van de adviesopdracht inzake verzekeringen, moet worden geformaliseerd;

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW in zitting van 17 december 2020 betreffende de “Gezamenlijke opdracht inzake verzekering - Samenwerkingsovereenkomst” ontvangen door het gemeentebestuur op 22 december 2020 volgens art. 110 §1 van de nieuwe organieke wet;

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst tussen de Gemeente Vorst en het OCMW van Vorst betreffende een gezamenlijke adviesopdracht inzake verzekeringen, als bijlage.

4 annexes / 4 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

- 12 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Saint Antoine – Permis d’urbanisme (07/PFD/1723753) délivré au SPFMT- BELIRIS par Madame la fonctionnaire délégué de la Région Bruxelles-Capitale le 30/08/2020 pour la Construction d’un immeuble comprenant 16 logements, une crèche et un parking souterrain à 1190 Forest, rue de Fierlant 69-93 – Recours en annulation au Conseil d’Etat de CAPELLE Blandine et consorts – Intervention de la commune de Forest – Autorisation.**

LE CONSEIL,

Vu la lettre du greffe du Conseil d’Etat à Forest du 30 novembre 2020 concernant l’affaire G/A 232.137 / XV – 4586, en cause : CAPELLE Blandine et consorts et son annexe;

Considérant que cette requête concerne un recours en annulation et qu’elle tend à l’annulation du permis d’urbanisme attaqué, visé au titre de la présente délibération ;

Considérant que ce permis d’urbanisme est relatif à un projet porté par le service Revitalisation de Quartier dans le cadre du Contrat de quartier Wielemans et que l’objet querellé est un bâtiment qui abritera une crèche et du logement communal ;

Considérant que la lettre du greffe a été réceptionnée par Forest le 02 décembre 2020 et qu’elle lui indique que si elle désire intervenir dans la procédure en annulation, il y aurait lieu d’adresser au greffe du Conseil d’Etat sous pli recommandé à la poste et dans les trente jours de la réception de cette lettre, une demande en intervention;

Vu la nouvelle loi communale et, notamment, ses articles 234, 270 et 123, 8°;

Vu l’arrêt n°186.357 S.A. Cora, 18 septembre 2008 du Conseil d’Etat ; *Qu’on y lit qu’ « au même titre que le recours principal, l’intervention doit être autorisée par le conseil communal » et qu’ « il est de jurisprudence constante que cette autorisation peut être donnée après la délibération du collègue et jusqu’à la clôture de débats » ;*

Vu la décision du collège #007/10.12.2020/B/0072# :

De déposer une requête en intervention dans le cadre de la procédure en annulation au Conseil d'Etat initiée par Capelle Blandine et consorts contre la délivrance du Permis d'urbanisme (07/PFD/1723753) délivré au SPFMT-BELIRIS par Madame la fonctionnaire délégué de la Région Bruxelles-Capitale le 30/08/2020 pour la Construction d'un immeuble comprenant 16 logements, une crèche et un parking souterrain à 1190 Forest, rue de Fierlant 69-93 ;

De demander au Conseil communal lors de sa prochaine séance d'autoriser l'intervention de la commune dans ce recours en annulation ;

[...]

DECIDE:

D'autoriser l'intervention de la commune dans la procédure en annulation au Conseil d'Etat initiée par Capelle Blandine et consorts contre la délivrance du Permis d'urbanisme (07/PFD/1723753) délivré au SPFMT-BELIRIS par Madame la fonctionnaire délégué de la Région Bruxelles-Capitale le 30/08/2020 pour la Construction d'un immeuble comprenant 16 logements, une crèche et un parking souterrain à 1190 Forest, rue de Fierlant 69-93.

Heropleving van de wijken – Wijkcontract Sint-Antonius – Stedenbouwkundige vergunning (07/PFD/1723753) afgeleverd aan de FODMV - BELIRIS door mevrouw de gemachtigde ambtenaar van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 30/08/2020 voor de bouw van een gebouw met 16 woningen, een kinderdagverblijf en een ondergrondse parking te 1190 Vorst, de Fierlantstraat 69-93 – Beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State van CAPELLE Blandine en consorten – Tussenkomst van de gemeente Vorst – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de brief van de griffie van de Raad van State aan Vorst van 30 november 2020 betreffende de zaak G/A 232.137 / XV – 4586 in het geding: CAPELLE Blandine en consorten en zijn bijlage;

Overwegende dat dit verzoekschrift een beroep tot nietigverklaring betreft tot annulering van de aangevochten stedenbouwkundige vergunning, zoals beoogd in het licht van deze beraadslaging;

Overwegende dat deze stedenbouwkundige vergunning betrekking heeft op een project van de dienst Heropleving van de wijken in het kader van het Wijkcontract Wielemans en dat het betwiste voorwerp een gebouw is dat een kinderdagverblijf en gemeentewoningen zal huisvesten;

Overwegende dat Vorst de brief van de griffie ontvangen heeft op 2 december 2020 en dat hierin werd aangegeven dat er, indien Vorst in de procedure tot nietigverklaring wenst tussen te komen, per aangetekend schrijven binnen de dertig dagen na ontvangst van deze brief, een vordering tot tussenkomst moet worden gericht aan de griffie van de Raad van State;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en, inzonderheid artikelen 234, 270 en 123, 8°;

Gelet op besluit nr. 186.357 S.A. Cora, 18 september 2008 van de Raad van State; *Dat daarin staat dat nei als het hoofdberoep de tussenkomst moet worden goedgekeurd door de gemeenteraad en dat het vaste rechtspraak is dat deze goedkeuring kan worden gegeven na beraadslaging van het college en tot aan de afsluiting van de debatten;*

Gelet op de beslissing van het College #007/10.12.2020/B/0072#:

Om een verzoek tot tussenkomst in te dienen in het kader van de procedure tot nietigverklaring bij

de Raad van State, geïnitieerd door Capelle Blandine en consorten, tegen de aflevering van de Stedenbouwkundige vergunning (07/PFD/1723753), verstrekt door mevrouw de gemachtigde ambtenaar van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 30/08/2020, voor de bouw van een gebouw met 16 woningen, een kinderdagverblijf en een ondergrondse parking te 1190 Vorst, de Fierlantstraat 69-93;

Om aan de Gemeenteraad te vragen in zijn eerstvolgende zitting de tussenkomst van de gemeente in dit beroep tot nietigverklaring goed te keuren;

[...]

BESLIST:

De tussenkomst goed te keuren van de gemeente in de procedure tot nietigverklaring bij de Raad van State, geïnitieerd door Capelle Blandine en consorten, tegen de aflevering van de Stedenbouwkundige vergunning (07/PFD/1723753), verstrekt aan de FODMV-BELIRIS door mevrouw de gemachtigde ambtenaar van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 30/08/2020, voor de bouw van een gebouw met 16 woningen, een kinderdagverblijf en een ondergrondse parking te 1190 Vorst, de Fierlantstraat 69-93.

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES NL - GEMEENSCHAPSZAKEN NL

Bibliothèque FR - Bibliotheek FR

- 13 **Affaires communautaires – Bibliothèque francophone - Marchés publics de "Jouets pour la ludothèque" - Approbation des conditions et du mode de passation du marché - Application de l'article 234, § 3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, § 3 de la Nouvelle loi communale habilitant le Collège des bourgmestre et échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 144.000 € et précisant que dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du Collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de jouets pour la ludothèque ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 3 décembre 2020 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « Jouets pour la ludothèque » par la procédure négociée sans publication, au montant estimé de 3.033,38 € hors TVA ou 3.670,38 €, 21% TVA comprise (financement : emprunt pour la dépense relevant de l'article 7671/744-98/05 du service extraordinaire du budget 2020) ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision suivante du Collège des bourgmestre et échevins :

Décision du 3 décembre 2020 d'approuver le marché public de fournitures ayant pour objet « Jouets pour la ludothèque » par la procédure négociée sans publication préalable au montant estimé de 3.033,38 € hors TVA ou 3.670,38 €, 21% TVA comprise (financement : emprunt pour la dépense relevant de l'article 7671/744-98/05 du service extraordinaire du budget 2020).

Gemeenschapszaken – Franstalige bibliotheek - Overheidsopdrachten “Speelgoed voor de spelothek” - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze van de opdracht - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de procedure te kiezen volgens dewelke de overheidsopdrachten worden gegund en om de voorwaarden vast te stellen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief btw geraamd wordt op minder dan 144.000 € en dat verduidelijkt dat in dat geval de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om speelgoed aan te kopen voor de spelothek;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 december 2020 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Speelgoed voor de spelothek” via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, voor het geraamde bedrag van 3.033,38 € excl. btw of 3.670,38 €, 21% btw inbegrepen (financiering: lening voor de uitgave die behoort tot artikel 7671/744-98/05 van de buitengewone dienst van de begroting 2020);

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen:

Beslissing van 3 december 2020 om goedkeuring te verlenen aan de overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerp “Speelgoed voor de spelothek” via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande

bekendmaking voor het geraamde bedrag van 3.033,38 € excl. btw of 3.670,38 €, 21% btw inbegrepen (financiering: lening voor de uitgave die behoort tot artikel 7671/744-98/05 van de buitengewone dienst van de begroting 2020).

14 **Affaires communautaires – Bibliothèque francophone - Marchés publics de "Jeux pour la ludothèque" - Approbation des conditions et du mode de passation du marché - Application de l'article 234, § 3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, § 3 de la Nouvelle loi communale habilitant le Collège des bourgmestre et échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 144.000 € et précisant que dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du Collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de jeux pour la ludothèque ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 3 décembre 2020 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « Jeux pour la ludothèque » par la procédure négociée sans publication, au montant estimé de 1.426,98 € hors TVA ou 1.726,64 €, 21% TVA comprise (financement : emprunt pour la dépense relevant de l'article 7671/744-98/05 du service extraordinaire du budget 2020) ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision suivante du Collège des bourgmestre et échevins :

Décision du 3 décembre 2020 d'approuver le marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux pour la ludothèque » par la procédure négociée sans publication préalable au montant estimé de 1.426,98 € hors TVA ou 1.726,64 €, 21% TVA comprise (financement : emprunt pour la dépense relevant de l'article 7671/744-98/05 du service extraordinaire du budget 2020).

Gemeenschapszaken – Franstalige bibliotheek - Overheidsopdrachten “Spellen voor de speltheek” - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze van de opdracht - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de procedure te kiezen volgens dewelke de

overheidsopdrachten worden gegund en om de voorwaarden vast te stellen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief btw geraamd wordt op minder dan 144.000 € en dat verduidelijkt dat in dat geval de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om spellen aan te kopen voor de speltheek;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 december 2020 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Spellen voor de speltheek” via de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, voor het geraamde bedrag van 1.426,98 € excl. btw of 1.726,64 €, 21% btw inbegrepen (financiering: lening voor de uitgave die behoort tot artikel 7671/744-98/05 van de buitengewone dienst van de begroting 2020);

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen:

Beslissing van 3 december 2020 om goedkeuring te verlenen aan de overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerp “Spellen voor de speltheek” via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking voor het geraamde bedrag van 1.426,98 € excl. btw of 1.726,64 €, 21% btw inbegrepen (financiering: lening voor de uitgave die behoort tot artikel 7671/744-98/05 van de buitengewone dienst van de begroting 2020).

VIE URBAINE - STADSLEVEN

Evènements, festivités - Evenementen, feestelijkheden

- 15 **Evènements - Marché public - Achat d'une solution de parking vélo mobile pour événements avec signalisation et logos - Approbation des conditions, du mode de passation et de l'attribution - Application de l'article 234 §3 et 236 de la Nouvelle loi communale - Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 24 décembre 2020 :

D'approuver l'achat d'une solution de parking mobile temporaire d'une trentaine de places facile et rapide à installer pour l'organisation d'événements offrant la possibilité d'imprimer une signalisation et des logos (impression comprise) ;

D'approuver le montant estimé de ce marché qui s'élève à 2.148,76 € hors TVA, soit à 2.600,00 € TVA comprise ;

De choisir les marchés publics de faible montant constatés sur simple facture acceptée comme mode de passation ;

D'informer le Conseil communal de la présente décision conformément à l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale ;

De consulter les opérateurs économiques suivants :

- Detige SPRL, Z.I. Rue des Trois Fontaines 6 à 1370 Jodoigne ;

- EuroSign SA, Z.I. de Noville-les-Bois, Rue Ernest Montellier 20 à 5380 Fernelmont ;

- Niezen Traffic, Chaussée de Mons 38 à 7940 Brugelette ;

- Poncelet Signalisation SA, Rue de l'Arbre Saint-Michel, 89 à 4400 Flémalle ;

- Traffimex SA, Boulevard Edmond Machtens 151 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

- VIRAGE S.A., Zoning de Biron, Rue de la Croix Limont, 21 à 5590 Ciney ;

D'attribuer le marché pour la fourniture de parking mobile temporaire facile et rapide à installer pour l'organisation d'événements offrant la possibilité d'imprimer une signalisation et des logos (impression comprise), à la seule entreprise ayant remis offre à savoir : Poncelet Signalisation SA, Rue de l'Arbre Saint-Michel, 89 à 4400 Flémalle pour le montant d'offre contrôlé s'élevant à 2.092,50 € hors TVA, soit 2.531,93 €, 21% TVA comprise ;

D'inscrire la dépense précitée d'un montant de 2531,93, 21% TVA comprise à l'article 763/744-98/67 « Achats de machines et de matériel d'équipement et d'exploitation divers » du service extraordinaire du budget 2020 ;

De financer cette dépense par un emprunt.

DECIDE:

En application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale, de prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 24 décembre 2020 décidant d'approuver les conditions, le mode de passation et l'attribution du marché lancé par la cellule Evénements pour l'acquisition d'une solution de parking vélo mobile pour événements d'une trentaine de places avec signalisation et logos (impression comprise).

Evenementen - Overheidsopdracht - Aankoop van een mobiele fietsparking voor evenementen met signalisatie en logo's - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de gunning - Toepassing van art. 234 §3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisname.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 24 december 2020 om:

Zijn goedkeuring te verlenen voor de aankoop van een tijdelijke mobiele parkeeroplossing voor een dertigtal fietsen die gemakkelijk en snel geplaatst kan worden voor de organisatie van evenementen, met de mogelijkheid om signalisatie en logo's te printen (afdrukken inbegrepen);

Het bedrag van deze opdracht, dat geraamd wordt op 2.148,76 € excl. btw of 2.600,00 € btw

inbegrepen, goed te keuren;

Te kiezen voor de overheidsopdracht van beperkte waarde met gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van deze beslissing, overeenkomstig artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet;

De volgende economische operatoren te raadplegen:

- Detige SPRL, Z.I. Rue des Trois Fontaines 6 - 1370 Jodoigne;

- EuroSign SA, Z.I. de Noville-les-Bois, Rue Ernest Montellier 20 - 5380 Fernelmont;

- Niezen Traffic, Chaussée de Mons 38 - 7940 Brugelette;

- Poncelet Signalisation SA, Rue de l'Arbre Saint-Michel 89 - 4400 Flémalle;

- Traffimex SA, Edmond Machtenslaan 151 - 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

- Virage S.A., Zoning de Biron, Rue de la Croix Limont 21 - 5590 Ciney;

De opdracht voor de levering van een tijdelijke mobiele fietsparking die gemakkelijk en snel geplaatst kan worden voor de organisatie van evenementen, met de mogelijkheid om signalisatie en logo's te printen (afdrukken inbegrepen), te gunnen aan de enige firma die een offerte heeft ingediend, met name: Poncelet Signalisation SA, Rue de l'Arbre Saint-Michel 89 - 4400 Flémalle, voor het gecontroleerde offertebedrag van 2.092,50 € excl. btw of 2.531,93 € 21% btw inbegrepen;

De voornoemde uitgave van een bedrag van 2.531,93 € incl 21% btw in te schrijven op artikel 763/744-98/67 "Aankoop van machines en divers uitrustings- en exploitatiemateriaal" van de buitengewone dienst van de begroting 2020;

Deze uitgave te financieren door een lening.

BESLIST:

In toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 24 december 2020 tot goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de gunning van de opdracht gelanceerd door de cel Evenementen voor de aankoop van een mobiele fietsparking met een dertigtal plaatsen voor evenementen, met signalisatie en logo's (afdrukken inbegrepen).

RECEVEUR - ONTVANGER

Recette - Ontvangsten

16 Finances – Receveur - Procès-verbal de vérification de caisse – 3e trimestre 2020.

LE CONSEIL,

Vu l'article 131 de la Nouvelle loi communale;

PREND ACTE du procès-verbal de vérification de la caisse communale établi le **30 septembre 2020**;

A cette date, le solde des différents comptes se présentait comme suit:

Compte courant (Belfius)	+	3.314.763,00
Comptes fonds emprunts et subsides (Belfius)	+	78.663,94
Carnet de compte (Belfius)	+	4.999.999,00

Comptes d'ouvertures de crédits (Belfius)	+	0,00
Compte à vue (BNP Paribas Fortis)	+	4.045,62
Compte épargne plus (BNP Paribas Fortis)	+	1.000.000,00
Compte épargne (BNP Paribas Fortis)	+	3.392.000,00
Compte 32D + Account (BNP Paribas Fortis)	+	5.000.000,00
Emprunts ING	+	14.923.660,00
Compte à vue (ING)	+	81.555,00
Compte d'épargne (ING)	+	1.000.000,00
Compte postchèque	+	20.000,00
Caisse centrale communale	+	33.935,55

		33.848.622,11

L'avoir positif de **33.848.622,11 €** a été justifié.

Financiën – Ontvanger - Proces-verbaal van kasnazicht – 3e kwartaal 2020.

Financiën – Ontvanger - Proces-verbaal van kasnazicht – 3e kwartaal 2020.

DE RAAD,

Gelet op artikel 131 van de Nieuwe Gemeentewet;

NEEMT AKTE van het proces-verbaal van nazicht van de gemeentekas opgesteld op **30 september 2020**;

Op deze datum zag het saldo van de verschillende rekeningen er als volgt uit:

Rekening-courant (Belfius)	+	3.314.763,00
Rekeningen toelagen en leningsgelden (Belfius)	+	78.663,94
Rekeningboekje (Belfius)	+	4.999.999,00
Kredietopeningen rekeningen (Belfius)	+	0,00
Zichtrekening (BNP Paribas Fortis)	+	4.045,62
Spaarrekening plus (BNP Paribas Fortis)	+	1.000.000,00
Spaarrekening (BNP Paribas Fortis)	+	3.392.000,00
Rekening 32D + Account (BNP Paribas Fortis)	+	5.000.000,00
Leningen ING	+	14.923.660,00
Zichtrekening (ING)	+	81.555,00
Spaarrekening (ING)	+	1.000.000,00
Postchequerekening	+	20.000,00
Centrale gemeentekassa	+	33.935,55

		33.848.622,11
--	--	----------------------

Het positief vermogen van **33.848.622,11 €** werd verantwoord.

17 **Finances – F.R.B.R.T.C. – Convention de prêts pour investissements 2021 – Rénovation de l’Ecole 13, « Les Marronniers ».**

LE CONSEIL,

Vu l’ordonnance du 08 avril 1993 portant création du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésorerie Communales telle que modifiée par l’ordonnance du 24 novembre 2011 et par l’arrêté du 25 juin 2020 ;

Vu le courrier du 24 novembre 2020 reçu de la Région de Bruxelles-Capitale confirmant la convention de prêt d’un montant de **1.140.000 €**, remboursable en 20 ans, entre la commune de Forest et la Région de Bruxelles-Capitale pour le projet : **Rénovation de l’Ecole 13, « Les Marronniers »** ;

DECIDE,

D’adopter les termes de la présente convention de prêt d’un montant de **1.140.000 €**, remboursable en 20 ans, entre la commune et le F.R.B.R.T.C. destiné à financer le projet suivant : **Rénovation de l’Ecole 13, « Les Marronniers »**, ci – annexée ;

De s’engager à ne pas aliéner ni modifier l’affectation des biens financés par le prêt pendant la durée de celui-ci sans autorisation préalable du Fonds, conformément à l’article 7 de la présente convention ;

De soumettre au Fonds, conformément à l’article 5 de la présente convention :

- Jusqu’à la réalisation complète de l’investissement, un rapport annuel sur l’état d’avancement de la réalisation de l’investissement couvert par le prêt octroyé. Ce rapport sera transmis chaque année pour le 30 juin au plus tard.
- Dans un délai de 180 jours à dater de la réception provisoire ou de l’acte d’achat, le décompte de tous les paiements effectués au moyen du prêt octroyé. A ce décompte seront annexées toutes les pièces justificatives.

D’autoriser un représentant du Fonds à effectuer tout contrôle sur place et sur pièces de l’utilisation du prêt octroyé, conformément à l’article 6 de la convention.

Financiën - B.G.H.G.T. - Overeenkomst betreffende leningen voor investeringen 2021 - Renovatie van School 13 'Les Marronniers' ;

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT), zoals gewijzigd door de ordonnantie van 24 november 2011 en door het besluit van 25 juni 2020;

Gelet op de brief van 24 november 2020 ontvangen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ter bevestiging van de overeenkomst betreffende de lening van een bedrag van **1.140.000 €**, terugbetaalbaar in 20 jaar, tussen de gemeente Vorst en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor het project: **Renovatie van School 13 'Les Marronniers'**;

BESLIST

De onderhavige overeenkomst goed te keuren betreffende de lening van een bedrag van **1.140.000 €**, terugbetaalbaar in 20 jaar, tussen de gemeente en het BGHGT, voor de financiering van het volgende project: **Renovatie van School 13 'Les Marronniers'**, als bijlage;

Zich ertoe te verbinden de door de lening gefinancierde goederen gedurende de looptijd ervan zonder de voorafgaande toelating van het Fonds niet te vervreemden en evenmin de bestemming ervan te wijzigen, overeenkomstig artikel 7 van de overeenkomst;

Aan het Fonds, overeenkomstig artikel 5 van onderhavige overeenkomst, het volgende voor te leggen:

- Tot de volledige verwezenlijking van de investering, een jaarverslag betreffende de vordering van de verwezenlijking van de investering die gedekt wordt door de toegekende lening. Dit verslag moet elk jaar uiterlijk op 30 juni ingediend worden.
- Binnen een termijn van 180 dagen te rekenen vanaf de voorlopige oplevering of de aankoopakte, de afrekening van alle betalingen die met de toegekende lening verricht werden. Bij deze afrekening worden alle bewijsstukken gevoegd.

Een vertegenwoordiger van het Fonds toelating te geven om op stukken en ter plaatse iedere mogelijke controle uit te oefenen op de aanwending van de toegekende lening, overeenkomstig artikel 6 van de overeenkomst.

3 annexes / 3 bijlagen

FINANCES - FINANCIËN

Taxes - Belastingen

18 Finances – Convention au développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale – Avenant.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2007 visant à associer les communes au développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que cette ordonnance prévoit d'une part des compensations pour des taxes communales supprimées et d'autre part des compensations pour le faible rendement de la fiscalité ;

Considérant que pour pouvoir bénéficier de ces aides, les communes sont amenées à conclure un contrat pour une durée de trois ans avec le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant qu'en date du 17 novembre 2016, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a fixé

le subside en exécution des articles 6 et 12 de l'Ordonnance précitée ;

Considérant que les droits et obligations sont prorogés jusqu'au 31 décembre 2021 ;

Considérant que les autres dispositions restent inchangées hormis les articles suivants :

Article 2 – Obligations à charge de la commune :

- *L'article 3 et 4 est remplacé par : La commune s'engage à ne pas percevoir de taxe locale sur les établissements d'hébergements touristiques mais à prévoir des centimes additionnels communaux pour les années 2017 à 2021 qui s'élèvent à 4384 centimes pour lesquels la Région de Bruxelles-Capitale assurera le service de la taxe sur les hébergements touristiques dénommée « City Tax ». Sont exclus de ce dispositif les logements meublés occupés par une personne qui y séjourne plus de 90 jours ainsi que les kots « étudiants » ;*

Article 3 – Montants prévus pour 2021 :

- *L'article 5 du contrat est complété par les alinéas suivants :*

Un montant total de 1.316.349,00 € en compensation de la suppression des taxes informatique et force motrice ;

Un montant total de 939.651,00 € en compensation du faible rendement de la fiscalité locale ;

Un montant total de 1.912.702,00 € en compensation de la suppression du précompte immobilier relatif au matériel et outillage.

Article 4 – Nullité de l'avenant :

Le présent avenant et le contrat dans les droits et obligations qu'il exprime pour l'année 2021 seront considérés comme nuls et nonavenus si un nouveau contrat visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles -Capitale et portant sur l'année 2021 venait à être signé entre la Région et la commune au cours de l'année 2021.

DECIDE :

D'adopter, dans le cadre de l'ordonnance du 19 juillet 2007 visant à associer les communes au développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale, l'avenant au contrat en annexe, entre la Commune de Forest et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale visant à promouvoir le développement économique, local et régional pour l'année 2021.

Financiën – Overeenkomst voor de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Aanhangsel.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat deze ordonnantie enerzijds compensaties voorziet voor de afgeschafte gemeentebelastingen en anderzijds compensaties voor de lage opbrengst van de belastingen;

Overwegende dat om van deze toelage te kunnen genieten, de gemeenten een overeenkomst dienen af te sluiten met de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een termijn van drie jaar;

Overwegende dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in zitting van 17 november 2016 de subsidie heeft vastgesteld in uitvoering van artikelen 6 en 12 van de bovenvermelde Ordonnantie;

Overwegende dat de rechten en plichten verlengd worden tot en met 31 december 2021;

Overwegende dat de andere bepalingen ongewijzigd blijven, met uitzondering van de volgende artikelen:

Artikel 2 – Verplichtingen ten laste van de gemeente:

- *Artikel 3 en 4 wordt vervangen door: De gemeente verbindt zich ertoe geen lokale belasting te heffen op toeristische logies, maar te voorzien in gemeentelijke opcentiemen voor de jaren 2017 tot 2021 ten belope van 4384 centiemen, waarbij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de dienst voor de belasting op de toeristische logies, de zogenaamde “City Tax”, zal verzekeren. De gemeubelde woningen bewoond door een persoon die er meer dan 90 dagen verblijft en de “studentenkoten” worden uitgesloten van deze regeling;*

Artikel 3 – Bedragen voorzien voor 2021:

- *Artikel 5 van het decreet wordt aangevuld met de volgende leden:*

Een totaal bedrag van 1.316.349,00 € als compensatie voor de afschaffing van de belastingen op informatica en drijfkracht;

Een totaal bedrag van 939.651,00 € als compensatie voor de lage opbrengst van de plaatselijke belastingen;

Een totaal bedrag van 1.912.702,00 € als compensatie voor de afschaffing van de onroerende voorheffing voor materieel en outillage.

Artikel 4 – Nietigheid van het aanhangsel:

Dit aanhangsel en het contract in de rechten en plichten die het tot uitdrukking brengt voor het jaar 2021 dienen aanzien te worden als van nul en gener waarde indien in de loop van 2021 tussen het Gewest en de gemeente een nieuw contract zou worden gesloten dat beoogt de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

BESLIST:

In het kader van de ordonnantie van 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, goedkeuring te verlenen aan het

aanhangsel bij de overeenkomst in bijlage, tussen de Gemeente Vorst en de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ter bevordering van de economische ontwikkeling op lokaal en gewestelijk vlak voor het jaar 2021.

1 annexe / 1 bijlage

19 **Finances - Redevance pour l'occupation d'emplacements aux foires et brocantes - Fêtes Médiévales - Règlement - Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à la redevance pour l'occupation d'emplacements aux foires et brocantes voté par le conseil communal le 05 avril 2011 devenu exécutoire le (cfr. lettre de Monsieur le Ministre de la Région Bruxelloise) ;

Considérant que la commune organise chaque année les Fêtes Médiévales et qu'il y a lieu par conséquent de prévoir les tarifs demandés aux exposants ;

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1er, et l'article 118, alinéa 1^{er} ;

DECIDE :

De modifier à partir du *01/02/2021*, le règlement redevance pour l'occupation d'emplacements aux foires et brocantes qui s'établira dorénavant comme suit :

Article 1

Il est établi une redevance pour l'occupation d'emplacements aux foires, une redevance pour occupation d'emplacements aux brocantes communales, une redevance pour emplacements couverts et non-couverts dans le cadre d'animations communales ainsi qu'une redevance à percevoir lors des Fêtes Médiévales;

Article 2

Il sera perçu à charge des forains et marchands ambulants autorisés à occuper aux foires un emplacement autre que ceux concédés en vertu du règlement général des installations foraines arrêté par le conseil communal en séances des 11 mars 1947, 30 septembre 1952 et 19 janvier 1954, un droit de place fixé à 10,00 €, par mètre courant de façade de l'emplacement pour toute la durée de chaque foire;

Article 3

Il sera perçu à charge des personnes souhaitant occuper un emplacement de brocante communale une redevance de 10,00 € par emplacement de 9m² par brocante;

Article 4

Il sera perçu à charge des personnes souhaitant occuper un emplacement lors d'une animation communale une redevance de 50,00 € pour un emplacement non-couvert et 75,00 € pour un emplacement couvert;

Article 5

il sera perçu les redevances suivantes lors de l'organisation des Fêtes Médiévales :

- stand artisan : 90 € pour 4 m linéaires (structure personnelle) + 25 €/m supplémentaire
- stand petit alimentaire (à emporter) : 110 € pour 4 m linéaires (structure personnelle) + 30 €/m

supplémentaire

- stand gastronomie (bar + horeca) : 400 € pour 4 m linéaires (structure personnelle) + 125 €/m supplémentaire

Tarif de passage aux commodités (WC) : 0,40 € et 5 € pour le « Pass » utilisé pendant le week-end.

Tous les montants mentionnés sont hors tva;

Article 6

La redevance citée à l'article 2 est due au comptant contre remise d'une quittance. Elle est payable au Receveur communal, à ses préposés ou aux agents percepteurs désignés à cet effet. La consignation à titre de garantie d'un montant égal à celui de la redevance sera exigée préalablement à la prestation;

Article 7

La redevance citée à l'article 3 et à l'article 4 est due au comptant contre remise d'une quittance. Elle est payable au Receveur communal, à ses préposés ou aux agents percepteurs désignés à cet effet;

Article 8

Les redevances citées à l'article 5 seront perçues par l'organisateur désigné par le Collège et rétrocédées à concurrence de *minimum 30%* à l'Administration communale.

Financiën - Retributie voor het bezetten van standplaatsen op foren en rommelmarkten - Middeleeuwse Feesten - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de retributie voor het bezetten van standplaatsen op foren en rommelmarkten goedgekeurd door de gemeenteraad op 5 april 2011 en uitvoerbaar sinds (cf. brief van minister van het Brussels Gewest);

Overwegende dat de gemeente elk jaar de Middeleeuwse Feesten organiseert en dat het bijgevolg nodig is om de tarieven vast te leggen die aan de exposanten worden gevraagd;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117, 1^e lid en artikel 118, 1^e lid;

BESLIST:

Vanaf 01/02/2021 het retributiereglement voor het bezetten van standplaatsen op foren en rommelmarkten als volgt te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt een retributie vastgesteld voor het bezetten van staanplaatsen op de foren, een retributie voor het bezetten van staanplaatsen op de gemeentelijke rommelmarkten alsook een retributie voor overdekte en niet-overdekte staanplaatsen in het kader van gemeentelijke animaties en tevens een retributie te innen tijdens de Middeleeuwse Feesten;

Artikel 2

Er wordt ten laste van de foor- en marktkramers die op de foren een andere staanplaats mogen bezetten dan deze toegestaan krachtens het algemene reglement der foorinstallaties, vastgesteld door de gemeenteraad in de zittingen van 11 maart 1947, 30 september 1952 en 19 januari 1954, een

staanplaatsrecht van 10,00 € per lopende meter gevelbreedte geïnd voor de volledige duur van iedere voor;

Artikel 3

Er wordt ten laste van de personen die een staanplaats wensen te betrekken tijdens de gemeentelijke rommelmarkten, een retributie van 10,00 € voor 9m² geïnd;

Artikel 4

Er wordt ten laste van de personen die een staanplaats wensen te gebruiken tijdens een gemeentelijke animatie, een retributie van 50,00 € voor een niet-overdekte staanplaats en 75,00 € voor een overdekte staanplaats geïnd;

Artikel 5

De volgende retributies worden aangerekend bij de organisatie van de Middeleeuwse Feesten:

- Ambachtsstandplaats: 90 € voor 4 strekkende meter (eigen structuur) + 25 € per bijkomende meter;
- Standplaats snelle hap (om mee te nemen): 110 € voor 4 strekkende meter (eigen structuur) + 30 € per bijkomende meter;
- Gastronomiestandplaats (bar + horeca): 400 € voor 4 strekkende meter (eigen structuur) + 125 € per bijkomende meter;

Tarief van toiletbezoek (wc): 0,40 € en 5 € voor de 'pass' die gedurende het weekend wordt gebruikt.

Alle vermelde bedragen zijn zonder btw;

Artikel 6

De retributie vermeld in artikel 2 wordt contant betaald na ontvangst van een kwijtschrift, hetzij aan de gemeenteontvanger, diens aangestelde of de regelmatig daartoe aangeduide beambten. Een waarborg gelijk aan de retributie dient vóór het bezetten van de staanplaats betaald te worden;

Artikel 7

De retributie vermeld in artikel 3 en 4 wordt contant betaald na ontvangst van een kwijtschrift, hetzij aan de gemeenteontvanger, diens aangestelde of de regelmatig daartoe aangeduide beambten;

Artikel 8

De in artikel 5 genoemde retributies worden geïnd door de organisator die door het College wordt aangesteld, en teruggegeven ten belope van *minimum 30%* aan het gemeentebestuur.

2 annexes / 2 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Sports - Sport

20 **Sports - Article 249 - Achat urgent de machines à tracer pour le Bempt - Juillet 2020 - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège, lors de sa séance du 23 Juillet 2020, d'approuver, sur base de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale, l'achat urgent de deux machines à tracer les terrains de football et de rugby du Complexe sportif du Bempt ;

Vu l'état de panne subite des machines à tracer les terrains de football et rugby du Complexe sportif du Bempt ;

Vu l'urgence de disposer des machines à tracer dans les plus brefs délais, en prévision des échéances prochaines de compétitions officielles au sein des infrastructures du Bempt ;

Vu la demande de prix déposée auprès de trois sociétés spécialisées : Footline, Supaturf et Idema ;

Vu les offres de prix reçues de la part de deux sociétés (montant de 1568,14 € pour Footline ; 1078,11 € pour Supaturf) pour l'achat de deux machines à tracer et l'absence de réponse de la part d'Idema ;

Vu l'offre de la société Supaturf, qui répond complètement aux critères attendus par les services des Plantations et des Sports, en termes d'exigences techniques et de prix ;

Vu l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale qui prévoit la possibilité de "dépenses réclamées par des circonstances impérieuses et imprévues" ;

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

De prendre acte de la décision du Collège lors de sa séance du 23 Juillet 2020 et :

- De valider le choix de la firme Supaturf en considération des exigences techniques et de prix attendus ;
- De permettre au Service Finances de libérer dans les meilleurs délais le montant de 1078,11 € sous forme de bon de commande à envoyer à la firme précitée ;
- D'admettre la dépense de 1078,11 € à l'article budgétaire 764/744-51/-/26 et de la financer par l'emprunt.

Sport - Artikel 249 - Dringende aankoop van belijningsmachines voor de Bempt - Juli 2020 - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College in zitting van 23 juli 2020 om op basis van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet goedkeuring te verlenen aan de dringende aankoop van twee belijningsmachines voor de voetbal- en rugbyterreinen van het sportcomplex van de Bempt;

Gelet op de plotse panne van de belijningsmachines van de voetbal- en rugbyterreinen van de Bempt;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om zo spoedig mogelijk te beschikken over dergelijke machines in het vooruitzicht van de volgende officiële competitiewedstrijden in de infrastructuur van de Bempt;

Gelet op de prijsaanvraag die werd ingediend bij 3 gespecialiseerde firma's: Footline, Supaturf en Idema;

Gelet op de prijsoffertes die werden ontvangen van twee firma's (een bedrag van 1.568,14 € voor Footline; 1.078,11 € voor Supaturf) voor de aankoop van twee belijningsmachines en het uitblijven van antwoord vanwege Idema;

Gelet op de offerte van Supaturf, die volledig beantwoordt aan de criteria verwacht door de diensten Aanplantingen en Sport op het vlak van technische vereisten en prijs;

Gelet op artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet dat voorzien in "uitgaven die door dwingende en onvoorziene omstandigheden worden vereist";

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Akte te nemen van de beslissing van het College in zitting van 23 juli 2020 en:

- De keuze te valideren van de firma Supaturf rekening houdend met de verwachte technische vereisten en prijs;
- De dienst Financiën de mogelijkheid te bieden zo spoedig mogelijk het bedrag van 1.078,11 € vrij te maken in de vorm van een bestelbon te zenden naar de voornoemde firma;
- De uitgave van 1.078,11 € toe te laten op begrotingsartikel 764/744-51/-/26 en ze te financieren door een lening.

1 annexe / 1 bijlage

21 **Sport - Règlements d'Ordre Intérieur du Hall Van Volxem, du Petit Palais des Sports et du Stade Bertelson - Modification des règlements.**

LE CONSEIL,

Vu les Règlements d'ordre intérieur du Hall Van Volxem, du Petit Palais des Sports et du Stade Bertelson approuvés par le Conseil communal du 30 juin 2015;

Considérant la nécessité d'actualiser les Règlements d'ordre intérieur relatifs au fonctionnement et à la gestion du Hall Van Volxem, du Petit Palais des Sports et du Stade Bertelson;

Considérant la nécessité d'adapter certains articles (voir passages en jaune dans le nouveau texte) desdits Règlements afin qu'ils correspondent davantage aux réalités de terrain, que ces modifications permettent un respect plus strict des sites, de leurs composantes et de leurs encadrants, ainsi qu'un fonctionnement plus harmonieux entre les utilisateurs et les différents services communaux qui en ont la charge;

DECIDE :

D'abroger les Règlements d'ordre intérieur relatifs au fonctionnement et à la gestion du Hall Van Volxem, du Petit Palais des Sports et du Stade Bertelson approuvés par le Conseil communal du 30 juin 2015;

D'approuver les Règlements d'ordre intérieur en annexe.

Sport - Huishoudelijke Reglementen van de Hall Van Volxem, van het Klein Sportpaleis en van het

Bertelsonstadion - Wijziging van de reglementen.

DE RAAD,

Gelet op de Huishoudelijke Reglementen van de Hall Van Volxem, van het Klein Sportpaleis en van het Bertelsonstadion die op 30 juni 2015 door de Gemeenteraad werden goedgekeurd;

Overwegende dat het noodzakelijk is de Huishoudelijke Reglementen betreffende de werking en het beheer van de Hall Van Volxem, van het Klein Sportpaleis en van het Bertelsonstadion te actualiseren;

Overwegende dat sommige artikelen (zie gedeelten in het geel in de nieuwe tekst) van deze Reglementen moeten worden aangepast, zodat ze beter aansluiten bij de realiteit op het terrein, met het oog op een striktere eerbiediging van de sites, de onderdelen ervan en de begeleiders, alsook een meer harmonieuze werking tussen de gebruikers en de verschillende gemeentediensten die ermee belast zijn;

BESLIST :

De Huishoudelijke Reglementen betreffende de werking et het beheer van de Hall Van Volxem, van het Klein Sportpaleis en van het Bertelsonstadion, die op 30 juni 2015 door de Gemeenteraad goedgekeurd werden, op te heffen;

De bijgevoegden Huishoudelijke Reglementen goed te keuren.

6 annexes / 6 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Voirie, Eau, Espaces verts - Wegenis, Water, Groene ruimten

22 Eau – Approbation de la convention d'échange de matériel technique établie entre la Commune de Forest et l'intercommunale Vivaqua.

LE CONSEIL,

Considérant la volonté de la Commune de Forest de mettre en place des stratégies permettant une utilisation plus rationnelle de la ressource « eau potable » en encourageant des alternatives à certains usages, notamment grâce à la comptabilisation des consommations ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 10 décembre 2020, octroyant à la commune un subside de 34.000 € pour la mise en œuvre du projet « Good Water » dans le cadre du programme régional de soutien aux initiales locales; que les objectifs de ce projet visent à promouvoir une utilisation rationnelle et durable de l'eau potable et à promouvoir les comportements et les équipements utilisant de l'eau non potable ;

Considérant que les volumes d'eau consommés pour le nettoyage des voiries et l'arrosage ne sont actuellement pas comptabilisés ; que la Commune et VIVAQUA ont un intérêt commun à ce que ces volumes soient comptabilisés car un comptage fiable permet :

- de conscientiser les divers utilisateurs de leur consommation en eau conformément aux objectifs

de l'Ordonnance Cadre-Eau ;

- de mesurer les volumes utilisés par les divers services communaux ;
- de mettre en place des stratégies permettant une utilisation plus rationnelle de la ressource « eau potable » en encourageant des alternatives à certains usages, conformément aux objectifs de l'Ordonnance Cadre-Eau ;
- d'identifier les volumes consacrés à des usages autorisés mais non-comptabilisés et de distinguer ceux-ci des volumes de fuites qui sont - par nature - non comptabilisés ;
- d'être équipé des instruments de mesure adéquats le jour où une facturation de ces volumes sera rendue obligatoire en application de la méthodologie tarifaire établie par le régulateur, Brugel ;
- d'être en mesure de prouver, à toute personne qui en ferait la demande, que la Commune et VIVAQUA gèrent la ressource « eau potable » en bon père de famille.

Considérant que, pour permettre la comptabilisation des volumes d'eau prélevés par la Commune via les stand-pipes et cols de cygne non munis de compteurs, VIVAQUA s'engage à fournir gratuitement des stand-pipes standardisés à raison de maximum 13 pièces ; ce qui correspond au nombre de cols-de-cygne et stand-pipes dont dispose actuellement la Commune et identifiés par VIVAQUA lors du dernier recensement de ceux-ci ; qu'en contrepartie, la commune s'engage à restituer le matériel en sa possession actuellement ; que les index des compteurs fournis seront relevés et transmis à Vivaqua, chaque trimestre durant la première année;

Considérant le projet de convention joint en annexe avec l'intercommunale Vivaqua ayant son siège Boulevard de l'Impératrice 17-19 à 1000 Bruxelles, et représentée par Madame Laurence Bovy, Directrice Générale.

DECIDE,

Art. 1 : D'approuver la mise en place de stratégies permettant une utilisation plus rationnelle de la ressource « eau potable » en encourageant des alternatives à certains usages, notamment grâce à la comptabilisation des consommations ;

Art. 2 : D'approuver les termes de la convention établie entre l'intercommunale Vivaqua et la Commune de Forest jointe en annexe ;

Art. 3 : De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et échevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire Communal, pour signer la convention.

Water – Goedkeuring van de overeenkomst betreffende de uitwisseling van technisch materieel opgesteld tussen de Gemeente Vorst en de intercommunale Vivaqua.

DE RAAD,

Overwegende de wil van de Gemeente om strategieën in te voeren voor een rationeler gebruik van het drinkwater door alternatieven voor bepaalde soorten gebruik aan te moedigen, in het bijzonder dankzij verbruiksmeting;

Gelet op de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 december 2020 tot toekenning van een toelage van 34.000 € aan de Gemeente Vorst voor de uitvoering van het project “Good Water” in het kader van de gewestelijke steun aan lokale initiatieven; dat het project een rationeel en duurzaam gebruik van drinkwater beoogt en het gedrag en de uitrustingen die niet drinkbaar water gebruiken, tracht te promoten;

Overwegende dat de hoeveelheden drinkwater die worden gebruikt voor het schoonmaken van wegen en besproeiing momenteel niet worden geregistreerd; dat de gemeente en Vivaqua er beide belang bij hebben dat deze volumes worden geregistreerd. Met een betrouwbare registratie is het immers mogelijk:

- om de verschillende gebruikers bewust te maken van hun waterverbruik, in overeenstemming met de doelstellingen van de Kaderordonnantie Water;
- om de volumes te meten die de verschillende gemeentediensten gebruiken;
- om strategieën in te voeren voor een rationeler gebruik van het drinkwater door alternatieven voor bepaalde soorten gebruik aan te moedigen, in overeenstemming met de doelstellingen van de Kaderordonnantie Water;
- om de volumes te identificeren die bestemd zijn voor toegestane maar niet geregistreerde soorten gebruik, en om deze te onderscheiden van de door lekken verloren gegane volumes die van nature niet worden geregistreerd;
- om uitgerust te zijn met de juiste meetinstrumenten wanneer deze volumes moeten worden gefactureerd met toepassing van de door de regulator Brugel vastgelegde tariefmethodologie;
- om aan iedereen te kunnen bewijzen dat de gemeente en Vivaqua het drinkwater beheren als een goed huisvader, indien iemand daarom zou vragen.

Overwegende dat, om de door de gemeente verbruikte watervolumes via de standpijpen en zwanenhalzen zonder meter te kunnen registreren, Vivaqua zich ertoe verbindt gratis maximaal 13 gestandaardiseerde standpijpen te leveren, wat overeenstemt met het aantal zwanenhalzen en standpijpen waarover de Gemeente momenteel beschikt en dat Vivaqua bij de laatste inventaris heeft genoteerd; dat de Gemeente zich in ruil daarvoor ertoe verbindt het materiaal in haar bezit terug te geven; dat de indexwaarden van de meters tijdens het eerste jaar elk kwartaal worden genoteerd en naar Vivaqua worden gestuurd;

Overwegende het in bijlage opgenomen ontwerp van overeenkomst met de intercommunale Vivaqua, met zetel te Keizerinlaan 17-19 te 1000 Brussel, vertegenwoordigd door mevrouw Laurence Bovy, Directrice-Generaal;

BESLIST,

Art.1: Goedkeuring te verlenen aan de uitwerking van strategieën voor een rationeler gebruik van drinkwater door alternatieven voor bepaalde toepassingen aan te moedigen, in het bijzonder dankzij verbruiksmeting;

Art. 2: Goedkeuring te verlenen aan de voorwaarden van de overeenkomst opgesteld tussen de intercommunale Vivaqua en de Gemeente Vorst, opgenomen in bijlage;

Art. 3: Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de overeenkomst te ondertekenen.

1 annexe / 1 bijlage

Entretien bâtiments et Energie - Onderhoud gebouwen en Energie

23 Travaux - Marchés Publics - Etude – désignation de la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga

**pour réalisation d'une étude HVAC du bâtiment entier sis Rue de la Station, 17 à Forest-
Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant que le bâtiment sis rue de la station, 17 souffre d'un manque de chaleur en hiver et d'une surchauffe estivale ;

Considérant que nous avons accès à des l'études de faisabilité liée au chauffage et à la ventilation hygiénique (HVAC –Heating, Ventilation, Air-Conditioning) via la Centrale de Marchés organisée par Sibelga, considérant que nous sommes membre de cette centrale,

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 10 décembre 2020 faisant choix de demander la réalisation de l'étude de faisabilité pour trouver des solutions techniques aux problèmes HVAC du bâtiment sis rue de la station, 17, via le marché public passé par la centrale de marchés Sibelga, pour un montant de 15.910,03 € htva et 19.251,14 € tvac ; et inscrit à l'article 844/747-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 10 décembre 2020 faisant choix de demander la réalisation de l'étude de faisabilité pour trouver des solutions techniques aux problèmes HVAC du bâtiment sis rue de la station, 17, via le marché public passé par la centrale de marchés Sibelga, pour un montant de 15.910,03 € htva et 19.251,14 € tvac ; et inscrit à l'article 844/747-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt .

**Werken - Overheidsopdrachten - Studie – aanwijzing van de aankoopcentrale van de
intercommunale Sibelga voor de uitvoering van een HVAC-studie van het hele gebouw gelegen
Stationstraat 17 te Vorst – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet –
Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende dat het gebouw te Stationstraat 17 lijdt aan een tekort aan warmte in de winter en aan oververhitting in de zomer;

Overwegende dat wij toegang hebben tot haalbaarheidsstudies betreffende verwarming en ventilatie (HVAC – Heating, Ventilation, Air-Conditioning) via de Aankoopcentrale georganiseerd door Sibelga, overwegende dat wij lid zijn van de Centrale;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 december 2020 om de uitvoering van de haalbaarheidsstudie te vragen om technische oplossingen te vinden voor de HVAC-problemen van het gebouw gelegen Stationstraat 17, via de overheidsopdracht gegund door de aankoopcentrale Sibelga, voor een bedrag van 15.910,03 € excl. btw en 19.251,14 € btw inbegrepen; en ingeschreven op artikel 844/747-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 december 2020 om de uitvoering van de haalbaarheidsstudie te vragen om technische oplossingen te vinden voor de HVAC-problemen van het gebouw gelegen Stationstraat 17, via de overheidsopdracht gegund door de aankoopcentrale Sibelga, voor een bedrag van 15.910,03 € excl. btw en 19.251,14 € btw inbegrepen; en ingeschreven op artikel 844/747-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening.

2 annexes / 2 bijlagen

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

24 Marchés Publics - Marchés publics divers - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant qu'il est nécessaire de recourir dans certains projets/travaux aux conseils d'un ingénieur de techniques spéciales et un conseiller PEB ;

Considérant qu'il est nécessaire de réaliser des notes et des calculs dans le domaine d'énergie (techniques spéciales et PEB) dans le cadre de demandes de subsides ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 3 décembre 2020 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-S-068 - Mission de conseil et d'étude de techniques spéciales et de la PEB dans divers bâtiments communaux (2021-2023)» pour un montant estimé s'élevant à 24.793,38 € hors TVA ou 30.000,00 €, 21% TVA comprise pour 3 ans, soit 10.000,00 € TTC pour un an et inscrit à l'article 138/122-02/03 du budget ordinaire des exercice 2021, 2022 et 2023;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder au remplacement des lampes défectueuses et à la remise en état de l'éclairage des terrains de sports du Bempt afin que les clubs puissent l'exploiter, la non-réalisation de ces réparations pouvant entraîner un refus d'organisation des matchs sur ce terrain par les fédérations ainsi que des forfaits payants pour les clubs ;

Considérant que ce terrain n'est de ce fait plus éclairé, et que cet éclairage est primordial pour le bon fonctionnement du site ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 17 décembre 2020 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-T-067 - Remplacement des lampes défectueuses des terrains de sport du Bempt» pour un montant estimé s'élevant à 4.958,68 € hors TVA ou 6.000,00 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (MB 6-7) et financé par un emprunt;

Considérant la nécessité d'acquérir de l'outillage pour le service de la Petite Enfance et du SPSE ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 17 décembre 2020 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-F-069 - Fourniture d'outillage pour le service de la Petite Enfance et du SPSE (2 lots)», pour un montant estimé à 289,26 € hors TVA ou 350,00 €, 21% TVA comprise soit :

* Lot 1 (Outillage pour la Petite Enfance), estimé à € 165,29 hors TVA ou € 200,00, 21% TVA comprise ;

* Lot 2 (Outillage pour le SPSE), estimé à € 123,97 hors TVA ou € 150,00, 21% TVA comprise;

et inscrits aux articles 844/744-98/19 (Lot 1 : Petite enfance) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt à charge de la commune et à l'article 871/744-98/16 (Lot 2: SPSE) , la dépense étant financée par un subside à concurrence de 100% (871/665-52/16) et financé par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du collège des bourgmestres et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestres et échevins du 3 décembre 2020 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-S-068 - Mission de conseil et d'étude de techniques spéciales et de la PEB dans divers bâtiments communaux (2021-2023)» pour un montant estimé s'élevant à 24.793,38 € hors TVA ou 30.000,00 €, 21% TVA comprise pour 3 ans, soit 10.000,00 € TTC pour un an et inscrit à l'article 138/122-02/03 du budget ordinaire des exercices 2021, 2022 et 2023;
2. Décision du Collège des bourgmestres et échevins du 17 décembre 2020 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-T-067 – Remplacement des lampes défectueuses des terrains de sport du Bempt» pour un montant estimé s'élevant à 4.958,68 € hors TVA ou 6.000,00 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (MB 6-7) et financé par un emprunt;
3. Décision du Collège des bourgmestres et échevins du 17 décembre 2020 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-F-069 – Fourniture d'outillage pour le service de la Petite Enfance et du SPSE (2 lots)», pour un montant estimé à 289,26 € hors TVA ou 350,00 €, 21% TVA comprise soit :

* Lot 1 (Outillage pour la Petite Enfance), estimé à € 165,29 hors TVA ou € 200,00, 21% TVA comprise ;

* Lot 2 (Outillage pour le SPSE), estimé à € 123,97 hors TVA ou € 150,00, 21% TVA comprise; et inscrits aux articles 844/744-98/19 (Lot 1 : Petite enfance) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt à charge de la commune et 871/744-98/16 (Lot 2: SPSE) , la dépense étant financée par un subside à concurrence de 100% (871/665-52/16) et financé par un emprunt .

Overheidsopdrachten – Diverse overheidsopdrachten - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's - Toepassing artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de

overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is voor bepaalde projecten/werken een beroep te doen op het advies van een ingenieur bijzondere technieken en een EPB-adviseur;

Overwegende dat het noodzakelijk is om nota's en berekeningen te maken op het vlak van energie (bijzondere technieken en EPB) in het kader van subsidieaanvragen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 december 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2020-S-068 - Advies en studie inzake bijzondere technieken en EPB in verschillende gemeentegebouwen (2021-2023)" voor een geraamd bedrag van 24.793,38 € excl. btw of 30.000,00 €, 21% btw inbegrepen voor 3 jaar, zijnde 10.000,00 € alle taksen inbegrepen voor 1 jaar en ingeschreven op artikel 138/122-02/03 van de gewone begroting van dienstjaar 2021, 2022 en 2023;

Overwegende dat het noodzakelijk is om over te gaan tot de vervanging van de defecte lampen en de herstelling van de verlichting van de sportterreinen van de Bempt, zodat de clubs er gebruik van kunnen maken, aangezien het niet uitvoeren van deze reparaties kan leiden tot een weigering van de federaties om wedstrijden op de terreinen te organiseren en tot forfaits die de clubs moeten betalen;

Overwegende dat dit terrein dus niet meer verlicht is en dat de verlichting essentieel is voor de goede werking van de site;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 december 2020 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2020-T-067 - Vervanging van de defecte lampen van de sportterreinen van de Bempt" voor een geraamd bedrag van 4.958,68 € excl. btw of 6.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 (BW 6-7) en gefinancierd door een lening;

Overwegende dat het noodzakelijk is materiaal aan te kopen voor de dienst Kinderopvang en GBS;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 december 2020 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2020-F-069 - Levering van materiaal voor de dienst Kinderopvang en GBS (2 percelen)" voor een geraamd bedrag van 289,26 € excl. btw of 350,00 €, 21% btw inbegrepen, meer bepaald:

* Perceel 1 (materiaal voor Kinderopvang), geraamd op 165,29 € excl. btw of 200,00 €, 21% btw inbegrepen;

* Perceel 2 (materiaal voor GBS), geraamd op 123,97 € excl. btw of 150,00 €, 21% btw inbegrepen; en ingeschreven op artikel 844/744-98/19 (Perceel 1: Kinderopvang) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening ten laste van de gemeente, en op artikel 871/744-98/16 (Perceel 2: GBS), waarbij de lening gefinancierd wordt door een subsidie ten belope van 100% (871/665-52/16);

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 december 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2020-S-068 - Advies en studie inzake bijzondere technieken en EPB in verschillende gemeentegebouwen (2021-2023)" voor een geraamd bedrag van 24.793,38 € excl. btw of

30.000,00 €, 21% btw inbegrepen voor 3 jaar, zijnde 10.000,00 € alle taken inbegrepen voor 1 jaar en ingeschreven op artikel 138/122-02/03 van de gewone begroting van dienstjaar 2021, 2022 en 2023;

2. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 december 2020 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2020-T-067 – Vervanging van de defecte lampen van de sportterreinen van de Bempt” voor een geraamd bedrag van 4.958,68 € excl. btw of 6.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 (BW 6-7) en gefinancierd door een lening;
3. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 december 2020 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2020-F-069 - Levering van materiaal voor de dienst Kinderopvang en GBS (2 percelen)” voor een geraamd bedrag van 289,26 € excl. btw of 350,00 €, 21% btw inbegrepen, meer bepaald:

* Perceel 1 (materiaal voor Kinderopvang), geraamd op 165,29 € excl. btw of 200,00 €, 21% btw inbegrepen;

* Perceel 2 (materiaal voor GBS), geraamd op 123,97 € excl. btw of 150,00 €, 21% btw inbegrepen; en ingeschreven op artikel 844/744-98/19 (Perceel 1: Kinderopvang) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening ten laste van de gemeente, en op artikel 871/744-98/16 (Perceel 2: GBS), waarbij de lening gefinancierd wordt door een subsidie ten belope van 100% (871/665-52/16).

25 **Marchés Publics - Marchés publics divers - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des bourgmestres et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant que des travaux récents ont eu lieu dans la rue de Lisala ;

Considérant que cette voirie a été aménagée en zone résidentielle ;

Considérant que suite à ces travaux un hydrant, qui n'avait pas été repéré lors des travaux préparatoires, se retrouve sous une place de stationnement ;

Considérant que celui-ci doit impérativement être déplacé afin de maintenir toute son utilité ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 24 décembre 2020 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-T-071 - Déplacement d'un hydrant à hauteur du 13 rue de Lisala à Forest» pour un montant estimé s'élevant à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 6 % TVA comprise et inscrit à l'article 421/731-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché d'achat d'outillage pour les service Bâtiments et Voirie ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 24 décembre 2020 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-F-065- Achat d'outillage pour les service Bâtiments et Voirie» pour un montant estimé s'élevant à 16.264,07 € hors TVA ou 19.679,52 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles 421/744-98/30 (10.000 € Voirie) et 138/744-98/03 (10.000 € Bâtiments) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt;

Considérant qu'il y a lieu, dans le cadre du marché d'achat d'outillage pour les service Bâtiments et Voirie, d'acquérir un détecteur de fuite pour le service bâtiments ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 24 décembre 2020 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-F-065- Achat d'outillage pour les service Bâtiments et Voirie - LOT 1 Achat d'outillage pour le service bâtiment - détecteur de fuite» pour un montant estimé s'élevant à 1.500,00 € hors TVA ou 1.815,00 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 138/744-98/03 (10.000 € Bâtiments) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du collège des bourgmestres et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 24 décembre 2020 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-T-071 - Déplacement d'un hydrant à hauteur du 13 rue de Lisala à Forest» pour un montant estimé s'élevant à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 6 % TVA comprise et inscrit à l'article 421/731-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt ;
2. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 24 décembre 2020 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-F-065- Achat d'outillage pour les service Bâtiments et Voirie» pour un montant estimé s'élevant à 16.264,07 € hors TVA ou 19.679,52 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles 421/744-98/30 (10.000 € Voirie) et 138/744-98/03 (10.000 € Bâtiments) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt;
3. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 24 décembre 2020 faisant choix de la

procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-F-065- Achat d'outillage pour les service Bâtiments et Voirie - LOT 1 Achat d'outillage pour le service bâtiment - détecteur de fuite» pour un montant estimé s'élevant à 1.500,00 € hors TVA ou 1.815,00 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 138/744-98/03 (10.000 € Bâtiments) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt .

Overheidsopdrachten – Diverse overheidsopdrachten - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's - Toepassing artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende dat er recent werkzaamheden werden uitgevoerd in de Lisalastraat;

Overwegende dat deze weg ingericht werd als erf;

Overwegende dat na deze werkzaamheden een brandkraan, die tijdens de voorbereidende werken niet werd opgemerkt, zich onder een parkeerplaats bevindt;

Overwegende dat deze absoluut moet worden verplaatst om het nut ervan te vrijwaren;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 december 2020 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2020-T-071 - Verplaatsing van een brandkraan ter hoogte van de Lisalastraat 13 te Vorst” voor een geraamd bedrag van 8.264,46 € excl. btw of 10.000,00 €, 6 % btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 421/731-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening;

Overwegende dat er een opdracht dient te worden afgesloten voor de aankoop van gereedschap voor de diensten Gebouwen en Wegenis;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 december 2020 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2020-F-065 - Aankoop van gereedschap voor de diensten Gebouwen en Wegenis” voor een geraamd bedrag van 16.264,07 € excl. btw of 19.679,52 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 421/744-98/30 (10.000 € Wegenis) en 138/744-98/03 (10.000 € Gebouwen) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening;

Overwegende dat in het kader van de opdracht betreffende de aankoop van gereedschap voor de diensten Gebouwen en Wegenis een lekdetector moet worden aangekocht voor de dienst Gebouwen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 december 2020 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2020-F-065 - Aankoop van gereedschap voor de diensten Gebouwen en Wegenis - PERCEEL 1 Aankoop van gereedschap voor de dienst Gebouwen - lekdetector" voor een geraamd bedrag van 1.500,00 € excl. btw of 1.815,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 138/744-98/03 (10.000 € Gebouwen) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 december 2020 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2020-T-071 - Verplaatsing van een brandkraan ter hoogte van de Lisalastraat 13 te Vorst" voor een geraamd bedrag van 8.264,46 € excl. btw of 10.000,00 €, 6 % btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 421/731-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening;
2. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 december 2020 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2020-F-065 - Aankoop van gereedschap voor de diensten Gebouwen en Wegenis" voor een geraamd bedrag van 16.264,07 € excl. btw of 19.679,52 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 421/744-98/30 (10.000 € Wegenis) en 138/744-98/03 (10.000 € Gebouwen) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening;
3. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 december 2020 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2020-F-065 - Aankoop van gereedschap voor de diensten Gebouwen en Wegenis - PERCEEL 1 Aankoop van gereedschap voor de dienst Gebouwen - lekdetector" voor een geraamd bedrag van 1.500,00 € excl. btw of 1.815,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 138/744-98/03 (10.000 € Gebouwen) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening.

26 **Marchés Publics - Marchés publics divers - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant qu'il est indispensable de procéder à l'acquisition du matériel d'équipement de voiries ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 3 septembre 2020 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-F-039 - Equipement de voirie: Achat de bancs, potelets, poubelles (5 Lots)», pour un montant estimé à 69.421,48 € hors TVA ou 84.000,00 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles 421/741-52/30 (Lots 1 (50.000,00 €), 2 (1.210,00 €), 3 (19.602,00 €) 4 (7.623,00 €), 5 (5.565,00 €) : 70.000,00 € dont 50.000,00 € en MB 6-7) et 410/741-52/30 (14.000,00 €) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt ;

Considérant que suite à l'étude de stabilité, des travaux au Pavillon des Familles sont nécessaires afin de rétablir la stabilité d'une poutre du réfectoire au rez-de-chaussée et d'une maçonnerie séparant deux classes à l'étage supérieur ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 10 décembre 2020 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-T-026 - Pavillon des Familles: travaux de stabilité», pour un montant estimé à 14.150,00 € hors TVA ou 15.000,00 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (MB 6-7) et financé par un emprunt ;

Considérant la vétusté et la défectuosité de divers matériels utilisés par le service Plantation et le cimetière et qu'il convient de procéder au remplacement de ce matériel ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 10 décembre 2020 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-F-048 Bis - Remplacement de divers matériels pour le Service Plantation et le Cimetière (2 Lots) » pour un montant estimé s'élevant à 78.512,40 € hors TVA , à 95.000,00 € 21% TVA comprise (33.057,85 € hors TVA ou 40.000,00 €, 21% TVAC pour les plantations et à 45.454,54 €, hors TVA 55.000,00 €, 21% TVAC pour le cimetière) et inscrit aux articles 766/744-98/38 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et 878/744-51/11 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 pour le Cimetière et financé par un emprunt ;

Considérant qu'il est indispensable de procéder à la réparation d'anciennes clôtures ainsi qu'au placement de nouveaux portillons et clôtures (Cimetière, Bempt et Brel);

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 10 décembre 2020 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-T-066 - Réfection de clôtures» pour un montant estimé s'élevant à 41.323,00 € hors TVA , à 50.000,00 € 21% TVA comprise et inscrit à l'article 766/734-60/38 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du collège des bourgmestres et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestres et échevins du 3 septembre 2020 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-F-039 - Equipement de voirie: Achat de bancs, potelets, poubelles (5 Lots)», pour un montant estimé à 69.421,48 € hors TVA ou 84.000,00 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles 421/741-52/30 (Lots 1 (50.000,00 €), 2 (1.210,00 €), 3 (19.602,00 €) 4 (7.623,00 €), 5 (5.565,00 €) : 70.000,00 € dont 50.000,00 € en MB 6-7) et 410/741-52/30 (14.000,00 €) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt;
2. Décision du Collège des bourgmestres et échevins du 10 décembre 2020 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-T-026 – Pavillon des Familles : travaux de stabilité», pour un montant estimé à 14.150,00 € hors TVA ou 15.000,00 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (MB 6-7) et financé par un emprunt;
3. Décision du Collège des bourgmestres et échevins du 10 décembre 2020 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-F-048 Bis – Remplacement de divers matériels pour le Service Plantation et le Cimetière (2 Lots)» pour un montant estimé s'élevant à 78.512,40 € hors TVA , à 95.000,00 € 21% TVA comprise (33.057,85 € hors TVA ou 40.000,00 €, 21% TVAC pour les plantations et à 45.454,54 €, hors TVA 55.000,00 €, 21% TVAC pour le cimetière) et inscrit aux articles 766/744-98/38 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et 878/744-51/11 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 pour le Cimetière et financé par un emprunt;
4. Décision du Collège des bourgmestres et échevins du 10 décembre 2020 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-T-066 - Réfection de clôtures» pour un montant estimé s'élevant à 41.323,00 € hors TVA , à 50.000,00 € 21% TVA comprise et inscrit à l'article 766/734-60/38 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt.

Overheidsopdrachten – Diverse overheidsopdrachten - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's - Toepassing artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake

overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende dat er materiaal voor de uitrusting van wegen dient te worden aangekocht;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 september 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2020-F-039 - Uitrusting van wegen: Aankoop banken, paaltjes, vuilnisbakken (5 Percelen)”, voor een geraamd bedrag van 69.421,48 € excl. btw of 84.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 421/741-52/30 (Percelen 1 (50.000,00 €), 2 (1.210,00 €), 3 (19.602,00 €) 4 (7.623,00 €), 5 (5.565,00 €): 70.000,00 € waarvan 50.000,00 € in BW 6-7) en 410/741-52/30 (14.000,00 €) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening;

Overwegende dat blijkt uit de stabiliteitsstudie dat werken noodzakelijk zijn aan ‘Pavillon des Familles’ om de stabiliteit te herstellen van een balk in de refter op de gelijkvloerse verdieping en van het metselwerk tussen twee klassen op de hoogste verdieping;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 december 2020 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2020-T-026 - Pavillon des Familles: stabiliteitswerken” voor een geraamd bedrag van 14.150,00 € excl. btw of 15.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 (BW 6-7) en gefinancierd door een lening;

Overwegende de veroudering en de beschadiging van diverse materialen gebruikt door de dienst Aanplantingen en de Begraafplaats, en dat dit materiaal moet worden vervangen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 december 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2020-F-048 Bis - Vervanging van diverse materialen voor de dienst Aanplantingen en de Begraafplaats (2 Percelen)” voor een geraamd bedrag van 78.512,40 € excl. btw of 95.000,00 €, 21% btw inbegrepen (33.057,85 € excl. btw of 40.000,00 €, 21% btw inbegrepen voor de aanplantingen en 45.454,54 € excl. btw of 55.000,00 €, 21% btw inbegrepen voor de begraafplaats) en ingeschreven op de artikelen 766/744-98/38 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en 878/744-51/11 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 voor de Begraafplaats en gefinancierd door een lening;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de herstelling van oude omheiningen en de plaatsing van nieuwe poortjes en omheiningen (Begraafplaats, Bempt en Brel);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 december 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2020-T-066 - Herstellen van omheiningen” voor een geraamd bedrag van 41.323,00 € excl. btw of 50.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 766/734-60/38 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 september 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2020-F-039 - Uitrusting van wegen: Aankoop banken, paaltjes, vuilnisbakken (5 Percelen)”, voor een geraamd bedrag van 69.421,48 € excl. btw of 84.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikelen 421/741-52/30 (Percelen 1 (50.000,00 €), 2 (1.210,00 €), 3 (19.602,00 €) 4 (7.623,00 €), 5 (5.565,00 €): 70.000 €, waarvan 50.000,00 € in BW 6-7) en 410/741-52/30 (14.000,00 €) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening;
2. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 december 2020 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2020-T-026 - Pavillon des Familles: stabiliteitswerken” voor een geraamd bedrag van 14.150,00 € excl. btw of 15.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 (BW 6-7) en gefinancierd door een lening;
3. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 december 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2020-F-048 Bis - Vervanging van diverse materialen voor de dienst Aanplantingen en de Begraafplaats (2 Percelen)” voor een geraamd bedrag van 78.512,40 € excl. btw of 95.000,00 €, 21% btw inbegrepen (33.057,85 € excl. btw of 40.000,00 €, 21% btw inbegrepen voor de aanplantingen en 45.454,54 € excl. btw of 55.000,00 €, 21% btw inbegrepen voor de begraafplaats) en ingeschreven op de artikelen 766/744-98/38 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en 878/744-51/11 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 voor de Begraafplaats en gefinancierd door een lening;
4. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 december 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2020-T-066 - Herstellen van omheiningen” voor een geraamd bedrag van 41.323,00 € excl. btw of 50.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 766/734-60/38 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening.

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES FR - GEMEENSCHAPSZAKEN FR

Instruction publique - Openbaar onderwijs

- 27 **Instruction publique – Projet d'établissement de l'école communale du Bempt – Validation du projet dans le cadre du pacte pour un enseignement d'excellence en référence au projet éducatif et**

pédagogique du réseau officiel subventionné.

LE CONSEIL,

Vu le décret mission du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu l'article 67 §1^{er} alinéa 1 dudit décret qui définit le projet d'établissement comme étant « *l'ensemble des choix pédagogiques et, le cas échéant, les actions concrètes particulières que l'équipe éducative de l'établissement entend mettre en œuvre en collaboration avec l'ensemble des membres du conseil de participation visés à l'article 69, §2, pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur* » ;

Vu l'article 67 §2 dudit décret, chaque établissement est tenu d'élaborer un plan de pilotage, en cohérence avec son projet d'établissement, qui constituera, au terme du processus de contractualisation visé au paragraphe 6, son contrat d'objectifs pour une période de six ans ;

Vu la circulaire n°4968, le projet d'établissement est une *entreprise de concertation qui deviendra un outil de collaboration, une référence interne à l'établissement pour les 3 ans à venir, un support de réflexion, un outil de pilotage et de management, de prospective et d'engagement* ;

Vu la dite circulaire, le projet d'établissement est *un instrument de communication* ;

Considérant que le projet d'établissement de l'école communale du Bempt a été finalisé par l'équipe éducative, qu'il est le *fruit d'une réflexion collective afin de proposer une pédagogie centrée sur l'enfant pour permettre aux talents de demain de s'épanouir dans leur vie et de valoriser le plaisir d'apprendre* ;

Considérant que les choix pédagogiques s'inscrivent dans le cadre de :

- *La continuité du projet éducatif et pédagogique défini par le Pouvoir Organisateur (la commune de Forest),*
- *Du décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et organisant les structures propres à les atteindre du 24 juillet 1997,*
- *Du décret relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental*

Considérant que le projet d'établissement est un *outil de clarification tant en interne destiné aux membres de l'équipe, que vers l'extérieur, destiné aux élèves, parents et partenaires* ;

Considérant que l'école communale du Bempt fait partie de la 3^e vague des écoles dans l'élaboration de son plan de pilotage qui s'inscrira en cohérence et continuité de son projet d'établissement ;

DECIDE,

De prendre acte du projet d'établissement de l'école communale du Bempt dans le cadre du pacte pour un enseignement d'excellence.

Openbaar onderwijs – Inrichtingsproject van de gemeenteschool van de Bempt – Validering van het project in het kader van het pact voor excellentieonderwijs met verwijzing naar het opvoedkundige en pedagogische project van het officiële gesubsidieerde netwerk.

DE RAAD,

Gelet op het “takendecreet” van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

Gelet op artikel 67, §1, 1e lid van voornoemd decreet dat het inrichtingsproject definieert als “ *het geheel van de pedagogische keuzen en, in voorkomend geval, van de bijzondere concrete acties die het opvoedkundig team van de inrichting in het werk wil stellen in samenwerking met het geheel van de leden van de participatieraad bedoeld in artikel 69, §2, om de opvoedkundige en pedagogische projecten van de inrichtende macht te verwezenlijken*”;

Gelet op artikel 67, §2 van voornoemd decreet, is elke inrichting verplicht een sturingsplan uit te werken in overeenstemming met haar inrichtingsproject dat, na afloop van een proces van contractualisering bedoeld in paragraaf 6, haar doelstellingenovereenkomst voor een periode van 6 jaar zal bevatten;

Gelet op de omzendbrief nr. 4968 is het inrichtingsproject een *overleg dat een samenwerkingsinstrument wordt, een interne verwijzing naar de inrichting voor de komende 3 jaar; een basis voor verdere reflectie, een sturings-, beheers- en prospectie-instrument en een instrument voor betrokkenheid*;

Gelet op bovengenoemde omzendbrief is het inrichtingsproject *een communicatie-instrument*;

Overwegende dat het inrichtingsproject van de gemeenteschool van de Bempt werd afgerond door het opvoedkundig team, dat dit het *resultaat van een collectieve denkoefening is om een pedagogie voor te stellen die gericht is op het kind opdat de talenten van morgen zich in hun leven kunnen ontplooiën en meer plezier om te leren krijgen*;

Overwegende dat de pedagogische keuzen in de lijn liggen van:

- *De continuïteit van het opvoedkundige en pedagogische project bepaald door de inrichtende macht (de gemeente Vorst),*
- *Het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren,*
- *Het decreet tot bevordering van het welslagen in de basisscholen*

Overwegende dat het inrichtingsproject een *instrument voor verduidelijking is, zowel intern, bestemd voor de teamleden, als naar buiten toe, bestemd voor de leerlingen, ouders en partners*;

Overwegende dat de gemeenteschool van de Bempt deel uitmaakt van de 3^e golf van scholen in de uitwerking van haar sturingsplan dat ingebed is in samenhang met en in het verlengde van haar inrichtingsproject;

BESLIST,

Akte te nemen van het inrichtingsproject van de gemeenteschool van de Bempt in het kader van het pact voor excellentieonderwijs.

1 annexe / 1 bijlage

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propreté publique - Openbare netheid

28 **Propreté publique - Avenant à la convention-type entre la commune de Forest et Sibelga : Mise à disposition d'armoires électriques à des fins artistiques.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'en sa qualité de gestionnaire du réseau de distribution d'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, Sibelga dispose d'armoires sur la voie publique ;

Considérant ces armoires doivent, en tout état de cause, servir à l'exploitation du réseau de distribution dans le respect d'impératifs légaux, réglementaires et de sécurité ;

Considérant que la Commune constate que ces armoires sont fréquemment taguées ;

Considérant que ces tags entraînent un début de sentiment d'insécurité auprès de la population ainsi qu'une image négative de l'environnement et espace public ;

Considérant que tout projet favorisant la convivialité et encourageant au respect des biens communs contribue à la préservation de l'espace public ;

Vu l'appel à projet lancé par le service propreté dans le but d'embellir ces bornes en recouvrant les parois de ces armoires de peinture ;

Vu la Convention de mise à disposition d'armoires électriques à des fins artistiques conclue entre Sibelga et la Commune de Forest et approuvée au Conseil communal du 15 septembre 2015 ;

Considérant que Sibelga procède à des nettoyages réguliers de ses armoires, il appartient à la Commune de notifier à Sibelga les armoires embellies afin d'éviter que ces armoires fassent l'objet d'un nettoyage ;

Considérant la proposition de Sibelga de conclure un avenant à la convention initiale afin d'ajouter l'article suivant :

"Article 6 : La Commune s'engage à notifier à Sibelga les références/adresses des armoires dont les parois sont utilisées à des fins artistiques en envoyant un message à l'adresse suivante: communication-communicatie@sibelga.be. A défaut de notification d'utilisation des armoires à des fins artistiques, effectuée par la Commune sur l'adresse courriel reprise ci-avant, Sibelga ne pourra être tenue responsable d'une nettoyage des armoires ou d'une quelconque atteinte à la réalisation artistique, par ses services. En toute hypothèse, Sibelga n'est aucunement responsable de dégâts sur la réalisation artistique occasionnés par des tiers."

DECIDE :

D'accepter les termes de l'avenant à la convention de mise à disposition des armoires électriques de Sibelga .

Openbare netheid - Aanhangsel bij de standaardovereenkomst tussen de gemeente Vorst en Sibelga voor de terbeschikkingstelling van elektriciteitskasten voor artistieke doeleinden.

DE RAAD,

Overwegende dat Sibelga, als beheerder van het distributienet voor elektriciteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, beschikt over kasten op de openbare weg;

Overwegende dat die kasten in ieder geval moeten dienen voor de exploitatie van het distributienet, waarbij de wettelijke, reglementaire en veiligheidsvereisten moeten worden nageleefd;

Overwegende dat de Gemeente vaststelt dat er regelmatig graffiti op die kasten aangebracht wordt;

Overwegende dat de bevolking zich door de tags onveilig voelt en dat dit een negatief beeld creëert van de omgeving en de openbare ruimte;

Overwegende dat elk project dat de gezelligheid bevordert en het respect voor gemeenschappelijke goederen aanmoedigt, bijdraagt tot de bescherming van de openbare ruimte;

Gelet op de oproep tot projecten die de dienst Netheid heeft uitgebracht met als doel deze zuilen te verfraaien door de wanden van de kasten met verf te bedekken;

Gelet op de overeenkomst inzake de terbeschikkingstelling van elektriciteitskasten voor artistieke doeleinden, gesloten tussen Sibelga en de Gemeente Vorst en goedgekeurd door de Gemeenteraad van 15 september 2015;

Overwegende dat Sibelga de kasten regelmatig schoonmaakt, is het de verantwoordelijkheid van de Gemeente om Sibelga te melden welke kasten werden verfraaid, om te voorkomen dat ze worden schoongemaakt;

Overwegende het voorstel van Sibelga om een aanhangsel bij de oorspronkelijke overeenkomst af te sluiten om het volgende artikel toe te voegen:

"Artikel 6: De Gemeente verbindt zich ertoe Sibelga op de hoogte te brengen van de referenties/adressen van de kasten waarvan de wanden voor artistieke doeleinden worden gebruikt, door een bericht te zenden naar: communication-communicatie@sibelga.be. Bij gebrek aan kennisgeving betreffende het gebruik van de kasten voor artistieke doeleinden, door de Gemeente aan het bovenvermelde e-mailadres, kan Sibelga niet verantwoordelijk worden gesteld voor de schoonmaak van de kasten of voor eventuele schade aan het artistieke werk door zijn diensten. Sibelga is in geen geval verantwoordelijk voor eventuele door derden veroorzaakte schade aan de kunstwerken."

BESLIST :

De tekst van het aanhangsel bij de overeenkomst inzake de terbeschikkingstelling van elektriciteitskasten van Sibelga goed te keuren.

1 annexe / 1 bijlage

29 **Propreté publique - Marché public - Location de caméras permettant la capture, l'enregistrement et le transfert sécurisé d'images d'infraction en matière de propreté dans l'espace public - Approbation des conditions et du mode de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant la nécessité de passer un marché "Location de caméras permettant la capture, l'enregistrement et le transfert sécurisé d'images d'infraction en matière de propreté dans l'espace public";

Considérant que l'installation de caméras temporaires fixes pouvant être déplacées sur tout le territoire communal, permettra de sanctionner plus d'incivilités et d'améliorer la propreté des rues en faisant diminuer le nombre de dépôts clandestins;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 29 octobre 2020 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché "Location de caméras permettant la capture, l'enregistrement et le transfert sécurisé d'images d'infraction en matière de propreté dans l'espace public" estimé à 115.702,48 € hors TVA ou 140.000,00 € 21% TVA comprise pour deux ans, soit 70.000€ TVAC/an et inscrit à l'article 87540/124-06/73 du service ordinaire du budget de l'exercice 2021 et 2022 ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision suivante du Collège des bourgmestre et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 29 octobre 2020 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché "Location de caméras permettant la capture, l'enregistrement et le transfert sécurisé d'images d'infraction en matière de propreté dans l'espace public" estimé à 115.702,48 € hors TVA ou 140.000,00 € 21% TVA comprise pour deux ans, soit 70.000€ TVAC/an et inscrit à l'article 87540/124-06/73 du service ordinaire du budget de l'exercice 2021 et 2022.

Openbare nethheid - Overheidsopdracht - Verhuur van camera's voor het vastleggen, opnemen en beveiligd doorsturen van inbreuken inzake afvalstoffenbeheer in de openbare ruimte - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze - Toepassing van artikel 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere

wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende dat het nodig is om een opdracht "Verhuur van camera's voor het vastleggen, opnemen en beveiligd doorsturen van inbreuken inzake afvalstoffenbeheer in de openbare ruimte" te gunnen;

Overwegende dat de installatie van tijdelijke vaste camera's die over heel het gemeentelijk grondgebied kunnen worden verplaatst het mogelijk maakt om meer daden van overlast te bestraffen en de netheid van de straten te verbeteren door sluikstorten te verminderen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 oktober 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "Verhuur van camera's voor het vastleggen, opnemen en beveiligd doorsturen van inbreuken inzake afvalstoffenbeheer in de openbare ruimte" geraamd op 115.702,48 € excl. btw of 140.000,00 €, 21% btw inbegrepen, voor twee jaar, of 70.000 € incl. btw/jaar en ingeschreven op artikel 87540/124-06/73 van de gewone dienst van de begroting van dienstjaar 2021 en 2022;

BESLIST:

Kennis te nemen van de volgende beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 oktober 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "Verhuur van camera's voor het vastleggen, opnemen en beveiligd doorsturen van inbreuken inzake afvalstoffenbeheer in de openbare ruimte" geraamd op 115.702,48 € excl. btw of 140.000,00 €, 21% btw inbegrepen, voor twee jaar, of 70.000 € incl. btw/jaar en ingeschreven op artikel 87540/124-06/73 van de gewone dienst van de begroting van dienstjaar 2021 en 2022.

PRÉVENTION - PREVENTIE

Empreinte scolaire, DAS - Schoolafdruk, PSV

30 **Prévention – Coordination générale – Financement 2020 de l'Asbl BeFUS, Belgian Forum for Urban Security, ex Forum Belge pour la Prévention et la Sécurité Urbaine (FBPSU) – Convention - Approbation.**

LE CONSEIL

Vu le mémorandum 2020 de soutien des autorités locales et de l'approche locale intégrée de prévention, sécurité et cohésion sociale, relatif à l'accord sur le financement du BeFUS asbl ;

Attendu que la quote-part de la Commune de Forest pour le financement du FBPSU s'élève à 4.277,85 € pour l'année 2020, soit 0,25% des subsides alloués par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-

Capitale de 1.711.141,20 € (1.474.184,00 € par BPS et 236.957,20 € par Perspective.Brussels) ;

Vu la nécessité d'établir une convention entre BeFUS et la Commune de Forest afin de bénéficier de la dotation annuelle de 0,25% de son Plan Local de Prévention et de Proximité et de son subside de Perspective.Brussels au BeFUS asbl ;

Considérant la convention en annexe qui expose :

- L'historique de BeFUS et de son subventionnement/financement ;
- Les engagements de la Commune de Forest et de BeFUS asbl ;
- La durée et la reconduction de cette convention ;

DECIDE

De valider la convention liant la Commune de Forest et BeFUS asbl pour la dotation annuelle de 0,25% de son Plan Local de Prévention et de Proximité et de son subside de Perspective.Brussels au BeFUS asbl.

Preventie - Algemene coördinatie - Financiering 2020 van de vzw BeFUS, Belgian Forum for Urban Security, het voormalige Belgisch Forum voor Preventie en Veiligheid in de Steden (BFPVS) - Overeenkomst - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het memorandum 2020 met het oog op de ondersteuning van de lokale overheden en de geïntegreerde lokale aanpak van preventie, veiligheid en sociale cohesie, betreffende het akkoord over de financiering van de vzw BeFUS;

Overwegende dat het aandeel van de Gemeente Vorst voor de financiering van het BFPVS 4.277,85 € bedraagt voor het jaar 2020, zijnde 0,25% subsidies toegekend door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, 1.711.141,20 € (1.474.184,00 € door BPV en 236.957,20 € door Perspective.Brussels);

Gelet op de noodzaak om een overeenkomst op te stellen tussen BeFUS en de Gemeente Vorst, om aanspraak te maken op de jaarlijkse dotatie van 0,25% van het lokaal buurt- en preventieplan en de subsidie van Perspective.Brussels aan de vzw BeFUS;

Overwegende de overeenkomst in bijlage, betreffende;

- de historiek van BeFUS en de subsidiëring/financiering;
- de verbintenissen van de gemeente Vorst en de vzw BeFUS;
- de duur en de verlenging van deze overeenkomst;

BESLIST

De overeenkomst tussen de Gemeente Vorst en de vzw BeFUS voor de jaarlijkse dotatie van 0,25% van het lokaal buurt- en preventieplan en de subsidie van Perspective.Brussels aan de vzw BeFUS te valideren.

5 annexes / 5 bijlagen

Général - Algemeen

31 Prévention – Implémentation d’une antenne au sein du quartier Marconi – Convention liant les parties – Approbation.

LE CONSEIL

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale soutient depuis 1992 un programme dont le but est de rétablir la qualité de vie et de subvenir aux besoins locaux en matière de prévention du sentiment d’insécurité ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale coordonne les politiques de prévention et de sécurité et est chargée de l’observation et de l’enregistrement de la criminalité ;

Considérant que la politique bruxelloise vise à renforcer les interventions des communes, en leur qualité d’opérateur de première ligne et promeut une collaboration transversale intégrée, intercommunale et pluridisciplinaire ;

Considérant l’appel à projet publié le 10 août 2020 ;

Considérant la subvention de 170.000,00 € octroyée à la commune de Forest aux fins de renforcer une antenne de sécurité intégrée au niveau local, antenne se situant spécifiquement dans le quartier « Marconi » ;

Considérant que l’octroi de cette subvention est subordonné à la signature d’une convention qui précise les dispositions relatives à son utilisation et au remboursement éventuel de celle-ci ;

Considérant la convention ci-annexée, reprenant les objectifs et les modalités encadrant la subvention ;

DECIDE

De valider et d’approuver la convention ci-annexée liant la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Forest et reprenant les objectifs et modalités encadrant la subvention de 170.000,00 € octroyée aux fins de renforcer une antenne de sécurité intégrée dans le quartier « Marconi ».

Preventie - Implementering van een antenne in de Marconiwijk - Overeenkomst tussen de partijen - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest sinds 1992 een programma ondersteunt dat erop gericht is de levenskwaliteit te herstellen en tegemoet te komen aan de lokale behoeften ter voorkoming van het onveiligheidsgevoel.

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het preventie- en veiligheidsbeleid coördineert en belast is met de observatie en de registratie van de criminaliteit;

Overwegende dat het Brusselse beleid de versterking van de interventies van de gemeenten als eerstelijnsactoren beoogt en een intergemeentelijke en multidisciplinaire geïntegreerde transversale

samenwerking bevordert;

Overwegende de op 10 augustus 2020 gepubliceerde projectoproep;

Overwegende de subsidie van 170.000,00 € toegekend aan de gemeente Vorst met het oog op de versterking van een geïntegreerde veiligheidsantenne op lokaal niveau, specifiek in de Marconiwijk;

Overwegende dat de toekenning van deze subsidie wordt gekoppeld aan de ondertekening van een overeenkomst waarin alle bepalingen rond het gebruik en de eventuele terugbetaling ervan staan;

Overwegende de bijgevoegde overeenkomst, waarin de doelstellingen en de modaliteiten betreffende de subsidie beschreven staan;

BESLIST

De bijgevoegde overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Vorst te valideren en goed te keuren, waarin de doelstellingen en de modaliteiten beschreven staan betreffende de subsidie van 170.000,00 € die wordt toegekend om een geïntegreerde veiligheidsantenne in de Marconiwijk te versterken.

4 annexes / 4 bijlagen

32 **Prévention – Coordination générale – Empreinte scolaire – Convention Perspective.brussels pour la période du 01/01/2021 au 31/12/2021 – Autorisation.**

LE CONSEIL,

Vu l'Arrêté certifié conforme du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 décembre 2020 relatif à l'octroi d'une subvention aux 19 communes bruxelloises pour un montant total de 5.481.839,00 € en vue de financer leurs projets favorisant l'accrochage scolaire en 2021 ;

Vu la notification de l'octroi d'une subvention à la Commune de Forest, dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 décembre 2020, pour un montant de 240.512,00 € en vue de financer leurs projets favorisant l'accrochage scolaire en 2021 ;

Vu le courriel du 11 décembre 2020 du Service école du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale nous transmettant la notification et la Convention Perspective.brussels pour l'année 2021 ;

Considérant qu'il faut introduire la déclaration de créance de 42% du subside alloué et la convention signée avant le 31 décembre 2020 ;

Attendu que nous joignons en annexe la copie de la convention à signer entre la Commune de Forest et la Région de Bruxelles-Capitale ;

DECIDE,

D'approuver les termes de la Convention ci-jointe, conclue pour l'année 2021, entre la Commune de Forest et la Région de Bruxelles-Capitale.

Preventie - Algemene coördinatie - Schoolafdruk - Overeenkomst Perspective.brussels voor de periode 01/01/2021 tot 31/12/2021 - Toestemming.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 december 2020 betreffende de toekenning van een subsidie aan de 19 Brusselse gemeenten voor een totaalbedrag van 5.481.839,00 € met het oog op de financiering van hun projecten ter bevordering van schoolinschakeling in 2021;

Gelet op de kennisgeving van de toekenning van een subsidie aan de gemeente Vorst, in het kader van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 december 2020, voor een bedrag van 240.512,00 € met het oog op de financiering van hun projecten ter bevordering van schoolinschakeling in 2021;

Gelet op de e-mail van 11 december 2020 van de dienst Scholen van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering waarin wij de kennisgeving en de overeenkomst Perspective.brussels voor het jaar 2021 ontvingen;

Overwegende dat de schuldvordering van 42% van de toegekende subsidie en de ondertekende overeenkomst vóór 31 december 2020 moeten worden ingediend;

Overwegende dat wij als bijlage de kopie van de overeenkomst die moet worden ondertekend tussen de gemeente Vorst en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, toevoegen;

BESLIST

De bepalingen van de bijgevoegde overeenkomst, afgesloten voor het jaar 2021 tussen de gemeente Vorst en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, goed te keuren.

6 annexes / 6 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Mobilité - Mobiliteit

- 33 **Mobilité - Marché public de services et de fournitures ayant pour objet la fourniture, l'installation, la maintenance et l'entretien de dispositifs de stationnement pour vélos et de matériels pour l'aménagement de parkings pour vélos - Convention d'adhésion à la centrale d'achat de l'Agence du stationnement - Référence PB.A20/794.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 29, 10°, de l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale qui détermine que l'Agence assure « le développement d'une offre de parkings pour vélo, motocyclettes et vélomoteurs sécurisés, publics et couverts, adaptés aux différents besoins en la matière » ;

Vu l'article 23 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan Régional de Politique du Stationnement qui précise que « l'Agence du stationnement accompagne si nécessaire l'installation de ce type de dispositif, et le cas échéant, s'occupe elle-même de l'installation » ;

Considérant que le marché public référencé PB.A15-90 lancé l'Agence en 2016 avait pour terme le 23

avril 2020 ;

Considérant que le Conseil Communal en sa séance du 5 juillet 2016 avait décidé d'adhérer à la centrale d'achat proposée par l'Agence et en avait signé la convention ;

Considérant que le marché public référencé PB.A15-90 a été prolongé jusqu'au 23 octobre 2020 (avenant à la convention de base approuvée en séance du Conseil Communal du 23 juin 2020) afin de permettre à l'Agence de procéder à une nouvelle mise en concurrence des fournisseurs ;

Considérant que, dans ce contexte, l'Agence a lancé un marché public, composé de cinq lots, portant référence PB.A20/794, « Agence du stationnement - Marché public de services et de fournitures ayant pour objet la fourniture, l'installation, la maintenance et l'entretien des dispositifs de stationnement pour vélos et de matériels pour l'aménagement de parkings pour vélos » ;

Considérant qu'au terme de la procédure de passation, d'une part, les lots 1 (« Dispositifs de stationnement vélo extérieurs non-sécurisés et des dispositifs de protection ouverts »), 2 (« Dispositifs de stationnement vélo sécurisés intérieurs ») et 5 (« Travaux d'aménagement et matériels d'aménagement de parking pour vélo ») sont attribués à VERHOFSTE NV, le lot 3 (« Dispositifs de stationnement vélo sécurisés extérieurs ») est attribué à KRINKELS, et le lot 4 (« Dispositifs de stationnement vélo évènementiels ») est attribué à WHEELSKEEP ;

Considérant que la Commune de Forest souhaite adhérer à la centrale d'achat pour bénéficier, aux conditions définies dans les documents du marché,

- de dispositifs de stationnement vélo extérieurs non-sécurisés et des dispositifs de protection ouverts
- de dispositifs de stationnement vélo sécurisés intérieurs
- de dispositifs de stationnement vélo sécurisés extérieurs
- de dispositifs de stationnement vélo évènementiels
- de travaux d'aménagement et de matériels d'aménagement de parking pour vélo ;

Vu l'article 47 § 2 de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, la Commune de Forest est dispensée, par cette adhésion, de l'obligation d'organiser elle-même une procédure de passation pour ces fournitures et services associés ;

Considérant que la Commune de Forest peut bénéficier de cette centrale d'achat jusqu'au terme du marché mené par l'Agence, soit le 29/10/2024 ;

DECIDE :

D'approuver la convention d'adhésion à la centrale d'achat de l'Agence du stationnement (Référence PB.A20/794) relative au marché public de services et de fournitures ayant pour objet la fourniture, l'installation, la maintenance et l'entretien de dispositifs de stationnement pour vélos et de matériels pour l'aménagement de parkings pour vélos» ci-annexée ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestres et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, afin de signer valablement ladite convention.

Mobiliteit - Overheidsopdracht voor diensten en leveringen betreffende de levering, de installatie, de instandhouding en het onderhoud van fietsparkeervoorzieningen en materiaal voor de inrichting van fietsenparkings - Overeenkomst van aansluiting bij de aankoopcentrale van het Parkeeragentschap - Kenmerk PB.A20/794.

DE RAAD,

Gelet op artikel 29, 10°, van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, dat bepaalt dat het Agentschap instaat voor “de ontwikkeling van een aanbod van beveiligde, publieke en overdekte bromfiets-, motorfiets- en fietsstallingen aangepast aan de verschillende behoeften op dit vlak”;

Gelet op artikel 23 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan, dat preciseert dat het “Parkeeragentschap [...] indien nodig de installatie van dit type inrichting [begeleidt] en [...] zich in voorkomend geval zelf [bezighoudt] met de installatie ervan”;

Overwegende dat de overheidsopdracht met kenmerk PB.A15-90 die het Agentschap in 2016 lanceerde, als vervalddag 23 april 2020 had;

Overwegende dat de Gemeenteraad op zijn zitting van 5 juli 2016 besliste aan te sluiten bij de door het Agentschap voorgestelde aankoopcentrale en er de overeenkomst van ondertekende;

Overwegende dat de overheidsopdracht met kenmerk PB.A15-90 werd verlengd tot 23 oktober 2020 (aanhangsel bij de basisovereenkomst goedgekeurd op de Gemeenteraad van 23 juni 2020) om het Agentschap in staat te stellen een nieuwe oproep tot mededinging tussen leveranciers te doen;

Overwegende dat het Agentschap, in deze context, een overheidsopdracht heeft gelanceerd die is opgebouwd uit vijf percelen, met kenmerk PB.A20/794, “Parkeeragentschap - Overheidsopdracht voor diensten en leveringen betreffende de levering, de installatie, de instandhouding en het onderhoud van fietsparkeervoorzieningen en materiaal voor de inrichting van fietsenparkings”;

Overwegende dat na de gunningprocedure enerzijds perceel 1 ("Niet-beveiligde buitenparkeervoorzieningen voor fietsen en open beschermingsvoorzieningen"), perceel 2 ("Beveiligde binnenparkeervoorzieningen voor fietsen") en perceel 5 ("Inrichtingswerken en -materieel voor fietsparkings") werden gegund aan VERHOFSTE NV, terwijl perceel 3 ("Beveiligde buitenparkeervoorzieningen voor fietsen") werd gegund aan KRINKELS en perceel 4 ("Fietsparkeervoorzieningen ter gelegenheid van evenementen") werd gegund aan WHEELSKEEP;

Overwegende dat de Gemeente Vorst wenst aan te sluiten bij de aankoopcentrale om, aan de voorwaarden vastgelegd in de opdrachtdocumenten, te genieten van:

- niet-beveiligde buitenparkeervoorzieningen voor fietsen en open beschermingsvoorzieningen
- beveiligde binnenparkeervoorzieningen voor fietsen
- beveiligde buitenparkeervoorzieningen voor fietsen
- fietsparkeervoorzieningen ter gelegenheid van evenementen
- inrichtingswerken en -materieel voor fietsparkings;

Gelet op artikel 47 § 2 van de wet van 17 juni 2006 inzake overheidsopdrachten wordt de Gemeente Vorst door deze aansluiting vrijgesteld van de verplichting om zelf een gunningsprocedure voor deze leveringen en daarmee verbonden diensten te organiseren;

Overwegende dat de Gemeente Vorst een beroep kan doen op deze aankoopcentrale tot het einde van de door het Agentschap uitgevoerde opdracht, zijnde 29/10/2024;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst van aansluiting bij de aankoopcentrale (Kenmerk PB.A20/794) “Parkeeragentschap - Overheidsopdracht voor diensten en leveringen betreffende de levering, de installatie, de instandhouding en het onderhoud van fietsparkeervoorzieningen en materiaal voor de inrichting van fietsenparkings”, opgenomen in bijlage;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, machtiging te verlenen teneinde de voormelde overeenkomst rechtsgeldig te ondertekenen.

2 annexes / 2 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

34 **Motion visant à s’opposer au projet de taxe kilométrique (smartmove) (à la demande de Madame Koplowicz, conseillère communale) (Complémentaire)**

Vu le projet du gouvernement bruxellois d’instaurer une taxe kilométrique (dite smartmove) annoncé le 3 décembre 2020 ;

Considérant qu’il convient de diminuer l’usage de la voiture et ce pour des raisons écologiques évidentes mais aussi de santé, et que les embouteillages à Bruxelles sont un problème aigu et structurel, parce qu’ils entravent le droit à la mobilité pour tous et détériorent dangereusement la qualité de l’air ;

Considérant qu’il est primordial de s’attaquer à ces problèmes causés par des décennies de politique de la mobilité irresponsable en développant massivement des alternatives collectives, vertes et efficaces de manière réellement ambitieuse, tout en respectant les principe de droit à la mobilité pour tous et de justice sociale ;

Considérant qu’aujourd’hui les transports en commun sont encore trop peu performants, trop chers et bien trop peu développés pour offrir une alternative de mobilité à la hauteur des besoins des Bruxellois et des navetteurs;

Considérant que le projet de taxe kilométrique (smartmove) est injuste socialement puisqu’il ne tient aucunement compte des revenus des ménages et travailleurs assujettis, ni des raisons pour lesquelles une personne est amenée à utiliser la voiture, et qu’il vise à récupérer 432 millions d’euros en recettes fiscales,

Considérant que, contrairement à l’idée qui est parfois propagée, cette taxe ne s’attaque pas qu’aux navetteurs, les navetteurs sont aussi des travailleurs (des infirmiers, des profs, des assistants sociaux, des ouvriers, etc.) qui participent pleinement au développement de la région et de ses services à la population ;

Considérant qu’aujourd’hui à Bruxelles il y a environ 110 000 ménages dont les revenus se situent sous le revenu médian et qui jugent avoir toujours besoin d’une voiture, malgré les difficultés que cela implique et malgré l’existence du réseau STIB ;

Considérant que cette taxe s’attaque en priorité aux heures de pointes, c’est-à-dire notamment aux travailleurs et indépendants qui doivent se déplacer pour pouvoir gagner leur vie, ou aux parents qui doivent faire la tournée des différentes écoles de leurs enfants ;

Considérant que le projet de taxe kilométrique ne prévoit aucune exonération ni compensation pour les gens qui n'ont pas d'autre choix que de devoir se déplacer en voiture en heures de pointe, que ce soit par manque d'alternative efficace ou meilleur marché, ou que ce soit lié à une situation de handicap ou de santé ;

Considérant que le projet de taxe kilométrique n'exonère pas les travailleurs non domiciliés à Bruxelles de leur taxe de circulation régionale, ce qui constitue une double peine ;

Considérant que dans de très nombreux cas, les travailleurs devront payer beaucoup plus qu'avec la taxe de circulation régionale actuelle, comme le montrent les exemples concrets suivants :

- un secrétaire administratif qui a dû quitter Bruxelles à cause des loyers trop chers et qui vit désormais à Wemmel devra payer 976 euros par an plutôt que 96 euros actuellement pour se rendre à l'hôpital Molière où il travaille,
- une technicienne bruxelloise qui utilise une break de 8 CV pour transporter son matériel, qui fait 50 km par jour, dont 20 km en heure de pointe, et qui choisira le système de forfait journalier (pass) - moins défavorable - paiera quand même jusqu'à 620 euros en plus qu'aujourd'hui,
- Une maman forestoise qui fait 9 km en heure de pointe le matin, et 9 km le soir pour conduire et aller chercher ses enfants dans deux écoles différentes et se rendre ensuite au travail paiera 695 euros de plus qu'aujourd'hui, malgré qu'il a une petite voiture de 3 chevaux fiscaux ;

Considérant que 30% des forestois ont une voiture et seront impactés par cette taxe ;

Considérant que la commune compte aussi de nombreux travailleurs, y compris parmi le personnel communal, qui seront impactés ;

Le conseil communal de Forest

- **demande au gouvernement bruxellois d'abandonner son projet de taxe kilométrique (smartmove), parce que des mesures sociales ne sont pas prises et que les alternatives collectives, vertes et efficaces ne sont pas encore suffisantes;**
- **demande au gouvernement bruxellois d'intensifier les politiques visant à rendre les transports publics plus performants et accessibles financièrement dans Bruxelles et périphérie, à augmenter et favoriser les alternatives à la voiture individuelle;**
- **demande au Collège de transmettre la présente motion au parlement bruxellois.**

Motie voor bezwaar tegen het project van de kilometerheffing (Smartmove) (op vraag van mevrouw Koplowicz, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

2 annexes / 2 bijlagen

35 Motion concernant l'opposition au projet de réforme fiscale « Smartmove » du Gouvernement bruxellois (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal). (Complémentaire)

Le conseil communal,

- Considérant la décision du Gouvernement régional de mettre en place une taxe kilométrique à Bruxelles sans concertation avec les autres Régions ni avec les représentants du monde socioéconomique, notamment les partenaires sociaux ;
- Considérant que cette taxe entrainera un coût supplémentaire de plus de 1000€ par an pour les indépendants ou les travailleurs qui dépendent d'une voiture pour leurs déplacements, en ce y compris les Forestois;
- Considérant que cette taxe aura un impact social négatif sur le pouvoir d'achat ;
- Considérant la Crise sanitaire, économique et sociale du COVID-19 ;
- Considérant que la crise COVID-19 frappe durement l'économie bruxelloise et en particulier les indépendants ;
- Considérant le risque, amplifié par les effets de la crise du COVID-19, qu'une telle taxation forcera des entreprises de quitter Forest et la Région de Bruxelles-Capitale, ce qui entrainera des pertes d'emploi pour les Forestois ;
- Considérant les nombreux efforts à faire encore pour développer une offre suffisante de transports en commun qui réponde aux besoins, notamment au regard de la baisse de la vitesse commerciale des bus et des trams aux heures de pointe ces 10 dernières années ;
- Considérant le manque d'investissements dans les communes situées au Sud de la Région ;
- Considérant que la taxe ne tient pas compte de l'éco-score malgré la volonté d'évoluer vers une taxation plus forte des véhicules les plus polluants ;
- Considérant le principe de loyauté fédérale inscrit à l'article 143 de la Constitution belge ;
- Considérant que toute action d'une Région dont la mise en œuvre est susceptible de causer un dommage à une autre Région doit passer par un accord de coopération interrégional ;
- Considérant les intérêts communs en matière de développement économique et d'emploi qui existent entre les trois Régions du pays ;
- Considérant la pénurie de main d'œuvre en Région de Bruxelles-Capitale, notamment les enseignant.e.s, médecins, infirmier.e.s ou aides-soignant.e.s ;
- Considérant la création de seulement 2.727 places de parkings dans les P+R alors que le Plan régional IRIS 2 adopté en 2010 prévoyait la création de 16.000 places en 2020 ;
- Considérant la fin de la gratuité des parkings P+R à partir du 1^{er} janvier 2021 et le coût supplémentaire qui sera supporté par les indépendants ou les travailleurs ;

Le Conseil communal,

- S'oppose à toute augmentation directe ou indirecte des taxes sur le travail ;
- Par conséquent, s'oppose au projet du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale sous sa forme actuelle d'instaurer une taxe kilométrique ;
- Se prononce toutefois en faveur d'un changement de taxation vers une taxation à l'usage ;
- Considère essentiel que notre commune reste un lieu attractif pour les indépendants, entreprises et les classes moyennes ;
- Demande au Collège de tenir compte de l'accessibilité aux commerces dans leurs réflexions portant sur les thèmes de mobilité/aménagement du territoire ;

- Demande que les 13.489 enseignant.e.s et 23.944 médecins, infirmier.e.s ou aides-soignant.e.s qui viennent travailler à Bruxelles en provenance d'une autre Région soient pris en considération dans l'application de cette taxe afin de ne pas pénaliser ce personnel si précieux pour la Région de Bruxelles-Capitale ;
- Demande au Collège d'envoyer la présente motion au Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale ;
- Demande au Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale d'augmenter l'offre en transports en commun et la qualité de cette offre (notamment au niveau de la vitesse commerciale) avant d'envisager un système punitif ;
- Demande au Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale d'intégrer dans une future réflexion concertée sur une taxe kilométrique des exemptions ou tarifs préférentiels pour les travailleurs qui ont besoin de leur véhicule dans le cadre de leur métier, pour les familles nombreuses, les personnes handicapées ainsi que les personnes les plus précarisées ;
- Demande au Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale de travailler en amont d'une taxe kilométrique concertée sur une meilleure intégration entre la STIB, la SNCB, De Lijn et la TEC.

Motie betreffende bezwaar tegen het belastinghervormingsproject 'Smartmove' van de Brusselse Regering (op vraag van Mijnheer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

2 annexes / 2 bijlagen

36 Interpellation concernant l'impact du développement d'antennes GSM dans le quartier Sept Bonniers, Ulysse, Pénélope (à la demande de Monsieur Jans, conseiller communal) (Complémentaire)

J'interviendrai ici brièvement mais pas sans importance sur l'impact du développement d'antennes GSM dans le quartier Sept Bonniers, Ulysse, Pénélope, qui, je vous le rappelle, outre les nombreux riverains qui y vivent, accueillent une école communale et deux crèches.

Depuis plusieurs années des antennes ont été installées au-dessus de l'immeuble situé au 158, av des Sept Bonniers. Plusieurs antennes y ont été placées, déplacées, modifiées et ajoutées. Toutes ces modifications demandent des permis d'environnement auprès de la Région.

Il y a peu des autorisations d'installation d'antennes 4G et 5G auraient été demandées.

Les riverains immédiats ont intenté plusieurs recours à ces demandes. Un parcours du combattant s'est dressé devant eux.

La commune est également intervenue auprès de la Région, et notamment du Collège de l'Environnement, sans doute pour appuyer la demande des riverains.

J'ai plusieurs questions à vous poser:

- Où en est l'état du dossier ? Où en sont les recours ?
- Quelle est la position exacte de la commune par rapport à l'installation de ces antennes dans ce dossier particulier, mais aussi plus largement sur l'ensemble de la commune ? Nous connaissons tous les aspects et les réglementations techniques du problème. Sans, à nouveau rentrer dans ces détails, quelles sont vos positions et surtout comment voyez vous l'avenir de l'installation des antennes GSM ds la commune ?

Merci pour vos réponses.

Interpellatie betreffende de impact van de plaatsing van gsm-antennes in de wijk Zevenbunders, Ulysse, Penelope (op vraag van de heer Jans, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

1 annexe / 1 bijlage

37 Interpellation concernant l'absence du Bourgmestre (à la demande de Monsieur De Beer, conseiller communal) (Complémentaire)

Chère Betty,

J'aimerais interpeler le Collège sur le point suivant pour le groupe PTB.

Notre Bourgmestre est absent depuis la mi-novembre.

La question de son salaire a été récemment soulevée dans la presse. Le 8 janvier, dans La Capitale, le cabinet du ministre bruxellois des Pouvoirs locaux disait que « Un bourgmestre en situation d'empêchement ne perçoit en principe plus son salaire ».

L'article précisait que, selon la nouvelle loi communale de 1988, ce salaire était alloué au /à la bourgmestre faisant fonction. Cependant, notre bourgmestre faisant fonction, Mariam El Hamidine, ne pouvait pas confirmer cette information. Elle disait avoir posé elle-même la question à la Secrétaire communale.

Il nous semble important de faire toute la clarté sur la situation salariale de M. Roberti et sur celle de la bourgmestre faisant fonction. En effet, des bruits de couloir circulent disant que M. Roberti n'aurait déposé un certificat médical que tardivement, gardant jusqu'alors l'intégralité de son salaire. Une telle information ne peut que semer le trouble parmi le personnel communal. Si elle n'est pas fondée, il convient d'y couper court.

Ces pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes :

- Quelle est la situation salariale actuelle de M. Roberti ?
- Pouvez-vous confirmer que M. Roberti ne touche plus son salaire depuis le 1er jour de son empêchement ?
- Si M. Roberti ne perçoit plus son salaire, celui-ci revient-il bien à la Bourgmestre faisant fonction ?

Merci d'avance,
Simon de Beer

Interpellatie betreffende de afwezigheid van de burgemeester (op verzoek van de heer De Beer, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

1 annexe / 1 bijlage

38 **Interpellation concernant la prime Covid et le processus de nominations du personnel communal forestois (à la demande de Madame Koplowicz, conseillère communale) (Complémentaire)**

Madame la Bourgmestre faisant fonction,

Pendant toute la crise du Covid, qui est par ailleurs loin d'être terminée, les travailleurs de la commune se sont donnés à fond pour assurer la continuer à TD service. Ils ont été et sont encore au front pour garantir aux citoyens l'accès aux documents dont ils ont besoin, à un enseignement dans les meilleures conditions possibles, à une commune bien entretenu et bien d'autres choses encore. Ce début d'année 2021 et l'occasion de les remercier et de leur souhaiter le meilleur de la part de toute l'équipe du PTB Forest.

Dans ce cadre, nous aimerions savoir quelle est l'intention de la commune par rapport à un geste de remerciement à l'égard des travailleurs tel qu'il a été fait dans beaucoup d'autres communes bruxelloises. Vos collègues ont attribué aux travailleurs soit une compensation en congé soit une prime financière. Et à Forest : rien du tout.

(Nous ne tenons pas compte de la prime de fin d'année octroyée par la région. Il s'agit d'une prime de 500 € brute, à peine 250 € net dans la plupart des cas, et qui n'est pas un geste exceptionnel de remerciement)

Nous voudrions aussi profiter de l'occasion pour faire le point avec vous sur différents aspects des conditions de travail et des revendications portées depuis plusieurs années par les syndicats en front commun. Le premier aspect est celui des nominations: Il y a plusieurs semaines, le collègue a annoncé le lancement d'une campagne de nomination dans la commune. C'est une excellente chose et il était temps que cela bouge. Forest compte en effet 20 % de travailleurs nommés contre 60 % il y a 30 ans. Cette situation est déplorable pour les travailleurs mais aussi pour la commune pour qui cela représente à long terme un manque-à-gagner en termes de financement des pensions et à court terme une perte sèche en termes d'astreinte à payer à la région. Le plan prévoyait 240 mises en stage d'ici le mois de mai et la commune s'était engagée à contacter chaque personne entrant dans les conditions de mise en page.

Nos questions sont les suivantes :

1. **Combien de personnes ont déjà un dossier en ordre ?**
2. **Dans quelle proportion d'ouvriers et d'employés ?**
3. **Le service du personnel ont-ils bien contacté tous les candidats potentiels. ? Il nous revient que cela n'est pas le cas. Pouvez-vous expliquer les raisons de ce retard ?**
4. **La courtoisie linguistique est-elle bien appliquée ? En clair, les ouvriers, le personnel IP et les personnes possédant l'écrit peuvent-ils également entrer en ligne de compte pour un stage de nomination, à condition de passer l'examen ultérieurement s'ils souhaitent être nommés une ou mutés ?**

Merci pour vos réponses

Interpellatie betreffende de COVID-premie en het benoemingsproces van het Vorstse gemeentepersoneel (op vraag van mevrouw Koplowicz, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

2 annexes / 2 bijlagen

39 **Question orale sur la prise en charge des jeunes pendant la crise du Corona (à la demande de Madame Koplowicz, conseillère communale) (Complémentaire)**

Parmi les nombreuses conséquences négatives de la crise du Covid, le bien-être psychologique des jeunes est l'un des éléments les plus marquants et inquiétants. 62 % des jeunes disent avoir souffert mentalement pendant le premier confinement et l'on craint que ces chiffres vont être encore plus élevés pour le deuxième confinement. Les psychologues et les hôpitaux psychiatriques le disent aussi : les cas de problèmes psychologiques et psychiatriques sévères sont en augmentation parmi les jeunes. La combinaison entre l'isolement social le stress du à l'école et le manque de perspective est très difficile à vivre pour nos jeunes. Nous avons reçu plusieurs témoignages dans ce sens : les jeunes disent avoir de plus en plus de difficultés psychologiques, se sentir seuls mais aussi se sentir sous pression par rapport aux demandes de l'école qui, elles continuent, d'être élevées.

Ces difficultés sont vécues par les jeunes de tout le pays mais à Bruxelles la situation est particulièrement sensible, et également de notre commune. Une grande partie de la jeunesse, on le sait, vit dans la précarité et ce sont ces jeunes-là qui sont le plus souvent malades, mais aussi le plus souvent le plus difficilement joignables par leur école pendant le confinement, qui ont le moins bon accès aux soins de santé, des plus grandes difficultés à accéder à Internet ou à des conditions de travail correctes pour suivre leur travail scolaire.

Dans ce contexte nous avons plusieurs questions :

1. Quelle attention particulière est accordée à cela dans les écoles et les différents services de la commune ? Nous avons entendu certains élèves se plaindre de difficultés liées aux faits que les profs veulent "rattraper le retard" et qu'ils se sentent un peu largués. Du temps est-il prévu pour permettre aux élèves en retard de se rattraper? Un contingent de profs supplémentaires? Dans les écoles mais aussi les écoles de devoirs, pour aider les plus âgés, qui ne relèvent pas de l'enseignement communal?
2. Les écoles et services de la commune disposent-elles de psychologues ou d'autres spécialistes qui peuvent aider les jeunes à gérer cette crise?
3. Quelles activités extrascolaires sont prévues pour aider les jeunes à garder le contact ? Concrètement quelles ont été et sont encore les actions de la maison des jeunes par exemple ou des éducateurs de la commune ?
4. Quels moyens supplémentaires ont été alloués à la Maison des Jeunes, à la Maison de quartier et aux autres services concernés pour faire face à cette problématique et apporter des solutions concrètes aux jeunes?
5. La commune prévoit-elle une campagne de sensibilisation spécifique à l'égard des jeunes, du bien-être et de la santé mentale?

Merci pour vos réponses

Mondelinge vraag over de zorgverlening aan jongeren tijdens de coronacrisis (op vraag van mevrouw Koplowicz, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

2 annexes / 2 bijlagen